LES PROPHÉTIES DE NOSTREFFELUS

L'EXPRESS

1er JANVIER 1959. — N° 394 — 100 FRANCS

COMMENT VIVREZ-VOUS EN 1959 ?

LE GENERAL DE GAULLE, vu par Bernard Buffet pour « TIME »

« Je conseille une monnaie de plomb et une existence rustique. »

(Alain.)

La lettre de « L'Express »

1958 s'éloigne, emportant ses morts.

Maurice Audin assassiné par les siens, Imre Nagy exécuté par les siens témoigneront ensemble, devant l'éternité, de la sauvagerie des hommes civilisés ; Pie XII de leur foi, Mike Todd de la fragilité de leur bonheur, Frédéric Joliot-Curie et Georges Rouault de leur génie, Roger Martin du Gard et Fl rent Schmitt de leur talent, Tyrone Power de leur grâce, Henry Farman de leur obstination, Marcel Cachin de leur faculté d'espérance.

Et des milliers de jeunes Français anonymes, et des milliers de jeunes Algériens anonymes dont les yeux ne s'ouvriront plus jamais sur le monde témoigneront contre nous tous.

ANNEE militaire, 1958 a vu le général Salan et le général Massu suivre victorieusement leurs troupes à l'attaque de l'adversaire : la IVe République. Celle-ci s'est rendue sans conditions. Aujourd'hui, le général de Gaulle, plébiscité depuis à trois reprises par le peuple français, gouverne.

Le 14 juillet, les Irakiens se sont victorieusement débarrassés de leur roi — Fayçal — et de son premier ministre — Noury Saïd.

Aujourd'hui, c'est un général, Kassem, qui gouverne.

Le 15 juillet, 5.000 « marines » débarquent au Liban. Aujourd'hui, c'est un général, Chehab, qui gouverne.

Le 17 décembre, coup d'Etat au Soudan. Aujourd'hui c'est un maréchal, Ibrahim Abboud, qui gouverne. Et ainsi de suite en Birmanie (général Ne Win), en Thaïlande (général Thanarat), au Pakistan (général Ayoub Khan).

DANS le même temps, aux Etats-Unis, le général Eisenhower a amélioré son handicap au golf, bien que son bras droit, M. Sherman Adams, lui ait fait défaut en acceptant un manteau de vigogne corrupteur.

En U.R.S.S., le maréchal Boulganine a confessé qu'il était tout juste bon à faire un caporal.

A Paris, un colonel, M. Francis Walder, a reçu le Prix Goncourt bien que son ouvrage fût impudemment intitulé « La Négociation ».

Au Portugal, un général, M. Delgado, se présente contre M. Salazar, au pouvoir depuis plus de trente ans, et recueille tout de même le quart des voix.

En Chine, généraux nationalistes et communistes échangent des bombes les jours pairs et des imprécations les jours impairs.

A Berlin-Est, dont M. K. veut remettre le contrôle à la République Démocratique Allemande (R.D.A.) pour contraindre les Alliés à reconnaître les autorités de l'Allemagne de l'Est, l'affaire est encore entre les mains des civils. On espère qu'elle y restera.

MAIS il faut bien dire que même ce tonneau de poudre roulant sur une boite d'allumettes n'est pas parvenu à distraire tout à fait les Français de cette plaie au flanc de l'année, que l'on nomme le 13 mai, et de ses séquelles.

Ils ont découvert qu'ils avaient une colonie qui s'appelait la Guinée le jour où ils l'ont perdue ; et que leurs parents auraient mieux fait de placer leurs économies en Cézanne (« Le Gilet rouge » : 254 millions aux enchères à Londres) qu'en francs, fussent-ils Poincaré (onze fois dévalués depuis 1928). Alors quand ils l'ont pu, ils ont acheté du Buffet. Plus expéditive, Mlle Annabel l'a épousé.

M. Paul Morand s'est présenté un an trop tôt à l'Académie française où il pourra, cette année, tenter sa chance en se montrant gaulliste comme tout le monde. M. Jacques Chevallier ne s'est pas présenté aux élections où il aurait été battu comme tout le monde.

Un médecin italien s'est déshonoré en « vendant » la mort du Pape. Des médecins français se sont distingués en sauvant de la mort, par greffe de la moelle, des atomistes yougoslaves.

L'Egypte, la Syrie et le Yemen ont fait R.A.U. MM. de Cuevas et Lifar ont fait couac. Le « Nautilus » a fait rêver. Mao Tsé-toung a fait retraite. Maria Callas a fait sa réputation.

Charly Gaul a gagné le Tour de France qui passera l'année prochaine par Tamanrasset si Jacques Goddet a un peu le sens de ses devoirs civiques.

Boris Pasternak a perdu le Prix Nobel qui sera attribué l'année prochaine à Henri Alleg, si le jury de Stockholm a de la suite dans les idées.

DES expressions nouvelles sont entrées dans le vocabulaire : tricheur et féal, part entière et franc lourd, U.N.R. et hula-hoop, intégration et je vous ai compris.

Enfin deux criminels ont été empêchés de nuire : MM. Poiret et Serrault, tandis que d'importantes réformes étaient promulguées pour relever le niveau (moral) des Français (trois mois à un an de prison à quiconque désertera le domicile conjugal pendant plus de soixante jours).

Ce qui nous permet d'envisager avec sérénité la naissance de 1959, d'autant que, pour les étrennes, soyons honnêtes, nous venons d'être gâtés.

« L'Express » vous souhaite, tout de même, une bonne année.

Françoise Giroud.

● Notre couverture :

Nous devons à l'amicale obligeance de la revue américaine « Time » l'autorisation exceptionnelle de publier le portrait du général de Gaulle exécuté spécialement pour « Time Magazine » par Bernard Buffet (lire en page 22 : Presse).

Par fidélité...

Au début octobre 1956, vous receviez de mon fils, militaire au Kroubs en Algérie, une lettre dans laquelle il vous révélait les faits dont il avait été le témoin. Il se confiait à vous car il était un lecteur assidu de « L'Express » et connaissait le sérieux de votre journal, il voulait faire savoir aux Français de la métropole ce qui se passait en Algérie. Hélas ! le 20 du même mois, il décédait. Depuis, j'ai toujours été un de vos fidèles lecteurs, et au moment où la liberté de la presse semble si compromise, je souscris un abonnement d'un an à votre journal pour vous permettre de continuer la lutte courageuse que vous avez entreprise.

R. G.
Courbevoie.

Un devoir

Bien que loin d'être toujours d'accord avec votre remarquable journal, que j'achète régulièrement au numéro depuis plusieurs années, je me fais un devoir de conscience, à la suite de l'inqualifiable saisie de « L'Express », de souscrire un abonnement d'un an.

Je pense ainsi prendre un engagement moral de solidarité à l'endroit de ceux qui défendent le droit imprescriptible de tous à une information libre.

J.R.B.
Paris.

Un espoir

Au seuil de cette année 1959, tous nos espoirs sont dans « L'Express », auquel nous confirmons notre attachement et notre affectueuse sympathie.

P.S. — Ci-joint un mandat de 2.000 F, notre modeste antidote à l'empoisonnement dont vous êtes victime.

H. F., S. D., R. D.
Tours.

Ou gaullistes, ou ennemis

A la brassée de témoignages que vous avez reçue à la suite de la saisie de votre journal, l'autre semaine, et que vous publiez dans votre dernier numéro, je veux ajouter le mien.

Bien que n'étant pas, et de loin — Dieu merci — un intellectuel, j'ai vivement ressenti les périodes historiques que nous avons vécues, aussi bien celle de mai-juin 1940 que celle de mai-juin 1958. Que les intellectuels décadents et fatigués, uniquement préoccupés de recommander et de justifier tous les abandons et de prôner la résignation, ne se rendent pas compte de ce qui se passe, c'est possible. Mais il ne faudrait pas croire que le peuple est touché par leurs élucubrations.

Il n'y a pas aujourd'hui des gens situés à gauche et d'autres situés à droite, qui seraient des adversaires politiques plus ou moins mordants, mais d'une part des gaullistes, c'est-à-dire des patriotes et, d'autre part, les ennemis de la nation.

Robert Moissin
Chamalières.

Menues précisions historiques

Une erreur répétée dans les colonnes de « L'Express » a fait naître et déjà presque établi une légende au sujet des débuts politiques de Jacques Soustelle. Depuis quelques années, on répète tantôt que M. Soustelle a été secrétaire général du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, tantôt qu'il en a été, avec Paul Rivet, Alain et Langevin, le créateur.

Les hommes qui, avec Rivet, Alain et Langevin, créèrent au lendemain du 6 février 1934 ce fameux Comité de vigilance n'ont pas pris depuis les chemins du pouvoir. M. Soustelle ne joua aucun rôle dans cette création ; et même, au cours des années suivantes, son apport à l'activité du comité fut si minime que nous n'en retrouvons pas mention dans la collection du bulletin « Vigilance », qui la retraçait avec soin. M. Soustelle était jeune alors ; mais le bulletin fait mention d'étudiants plus jeunes, dont le concours fut plus actif.

M. Soustelle fut certainement l'un des 10.000 adhérents que le comité comptait en 1936. Peut-être même fut-il l'un des 2.000 signataires du premier manifeste. L'amitié que lui portait son maître Paul Rivet l'amena à quelques-unes de ses réunions. Et l'un de nous se souvient qu'il vint gentiment, avec Mme Soustelle, prêter une machine à écrire portative à la permanence du quartier Saint-Victor, où Rivet, premier candidat du Front populaire naissant, se présentait à une élection municipale contre l'un des chefs des hommes du 6 février. Mais c'est tout.

En juin 1936, quand le Comité de vigilance se brisa, en raison de l'opposition, sur le problème de la paix, entre la majorité du comité et une minorité largement, mais non totalement communiste ou communisante, M. Soustelle fut, au chagrin de Paul Rivet, de ceux qui firent dissidence, sous la conduite de Paul Langevin, pour fonder bientôt un comité rival. Il est possible qu'il y ait joué un rôle plus important qu'au Comité de vigilance, et que ce soit l'une des origines de la confusion qui tend à prévaloir.

Veuillez accepter d'un historien, d'un géographe et d'un économiste, survivants du bureau directeur du C.V.I.A., ces menues précisions historiques.

François Walter — Marc Casati
Louis François
Paris.

Astronome et astrologue

Vous avez oublié une hypothèse : Soustelle escompte que J.-J. S.-S. et Mauriac ne vont plus collaborer !

Je considère, moi, qu'ils se complètent : j'éprouve autant de satisfaction à lire l'un que l'autre : « Astronome et astrologue ». Je crois aux deux : esprit, cœur.

Vous ne nous égarez pas en discutant ainsi : bien au contraire.

G. H.
Paris.

Pour la première *fois*

Le 20 novembre dernier, à la Faculté de Médecine de Paris, le professeur Kourilsky, titulaire d'une chaire de clinique médicale, a fait une leçon inaugurale aux conséquences profondes :

En effet, pour la première fois en ce lieu sacré, en cette circonstance solennelle, l'un de nos maîtres a osé flétrir le système médical actuel et défendre une réforme que nous approuvons tous.

« La Presse Médicale », qui publie toutes les leçons inaugurales, vient de refuser de publier celle du professeur Kourilsky.

Françoise Rousselle
externe des hôpitaux
Paris.

Un sur 800

Sur les 8.000 médecins de la Seine, 4.000 ont un revenu professionnel annuel inférieur à 800.000 francs et 2.700 un revenu inférieur à 500.000 francs par an.

Il y a en tout et pour tout cent médecins dont les revenus dépassent dix millions, et parmi ceux-ci cinquante radiologistes, dont les frais professionnels sont d'ailleurs considérables.

Pourquoi serait-il scandaleux qu'une élite médicale (un médecin sur 800 environ) soit rétribué comme certains grands maîtres de barreau, de l'industrie... ou du cinéma.

Docteur Lenoir
Paris.

Blum n'est pas excusable

Si, lors de la révolution espagnole, Blum, au lieu de couvrir par son silence les pressions réactionnaires de la minorité qu'est la classe possédante, avait appelé à l'aide la classe ouvrière, en lui révélant la *vérité totale*, elle aurait répondu d'une façon massive et la balance aurait penché du bon côté. Mais qu'attendre des partis de gauche qui, sitôt au pouvoir, subissent les pressions-chantages de la droite et s'empressent de faire la politique de celle-ci en apportant, par-dessus le marché, du zèle. Non, Blum n'est pas excusable.

M. Brousseau
Franconville.

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS

29, rue de Marignan - PARIS (8e)

Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)
Tarif : 800 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Laboratoire banlieue Sud-Est, demande pour travaux de recherches dans les domaines suivants :
- Hyperfréquences
- Accélérateurs de particules
- Ingénieurs
- Sup. Elec., Télécom.
ou
Licenciés ès-sciences
Les candidats doivent être français et dégagés des obligations militaires. Envoyer curriculum vitæ à Mme ADRIEN, 75, rue du Colonel-Fabien à VALENTON (S.-et-O.)

OFFRES D'EMPLOIS

Recherche JEUNE PUBLICISTE ou CHEF DE PUBLICITE pour affaire ind. Env. C.V. manuscrit et photo à no 333 GO, 112, bd Voltaire, Paris-XIe qui transm.

DEMANDES D'EMPLOIS

VENDEUSE MAGASIN LUXE, excellentes références, bonne présentation, cherche place stable. Ecrire no 2449 L'Express, 29, rue de Marignan, Paris (8e)

SECRETAIRE A DOMICILE TOUS TRAVAUX STENO-DACTYLO BAL. 03-28

J. Fille 26 ans, licenciée ès-lettres, parlant anglais et russe, capable faire traductions, dactylo, cherche emploi secrét. littéraire, éditions, etc. Ecr. no 2417, L'Express, 29, r. de Marignan, Paris-8e

A CÉDER

TUILERIES HUIT BUREAUX TOUS COMMERCES 3 lignes téléphoniques. Ecrire no 2300 L'Express 29, rue de Marignan, PARIS (8e)

BUREAUX (Location)

3.600 m2 BUREAU EN UN SEUL BLOC PLEIN CENTRE COMMERCIAL LIBRE IMMEDIATEMENT Ecrire MARTIN, 96, rue Lévis, 17e

APPARTEMENTS (Vente)

APPARTEMENT à vendre en toute propriété 4 pièces, cuisine, salle de bains, entrée (80 m2), confort 6e étage, ensoleillé, immeuble neuf (9e arr.), 5 millions. - Tél. TRI. 73-32

AUTOS (Vente)

Cause départ étranger, particulier vend à particulier ARONDE-ELYSEE 57, 30.000 km., bon état mécanique, 400.000 fr. Téléph. : PAS. 15-57 de 9 h. 30 à 12 h. et BAL. 70-95 de 15 h. 30 à 19 h. 30

GARDE D'ENFANTS

INSTITUTRICE CHERCHE personne pouvant garder 3 jeunes enfants matin et après-midi. 17e arrondissement. Téléphoner MAR. 66-45

Tirage des I.P.R. Raymond Séguin 16, r. du Faub.-Montmartre. PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
« L'EXPRESS » S. A. La Nouvelle Vague.
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

LA NATION

Vers un sommet

Le général de Gaulle et M. Antoine Pinay ont parlé au pays avec un accent de sincérité, une émouvante gravité, pour exposer les sacrifices, très lourds, qui nous sont demandés, leur caractère inévitable. Et pour nous faire épouser leur conviction ils ont, l'un avec grandeur et l'autre avec simplicité, fait l'effort de dégager quelques idées simples de tout ce fatras technique, afin de montrer plus clairement autour de quoi ils nous proposent de rassembler nos volontés et nos espoirs.

« *Etablir la vie de la Nation sur une base de vérité* ».

« *Mettre nos affaires en ordre réellement et profondément* ».

« *Une grande entreprise nationale de redressement... Une étape sur la route qui nous mène vers les sommets* ».

« *Tirant les conséquences de négligences prolongées... placer notre franc sur une base telle qu'il soit inébranlable* ».

Le général de Gaulle a terminé sur : « *Fierté, courage, espérance* ».

Et M. Pinay lui a fait écho.

« *Respect de la vérité, fidélité aux principes, projet de Salut Public* ».

« *Renoncer au mensonge qui a été introduit au cœur de notre économie... Retour à la vérité* ».

« *Nous sommes*, a-t-il dit pour résumer, *devant des problèmes qui exigent désormais des solutions à la mesure de leur ampleur* ».

Rien de plus vrai... En somme quoi ? Vérité, redressement. Voilà les deux poutres. Ayant été, comme l'a dit le Chef de l'État, au bord de l'effondrement au mois de mai, on ne peut faire revivre la collectivité française qu'en se fondant d'abord, et enfin, sur la vérité, puis en lui proposant, sur cette base solide, un plan constructif qui permette de sortir du marais, de se redresser.

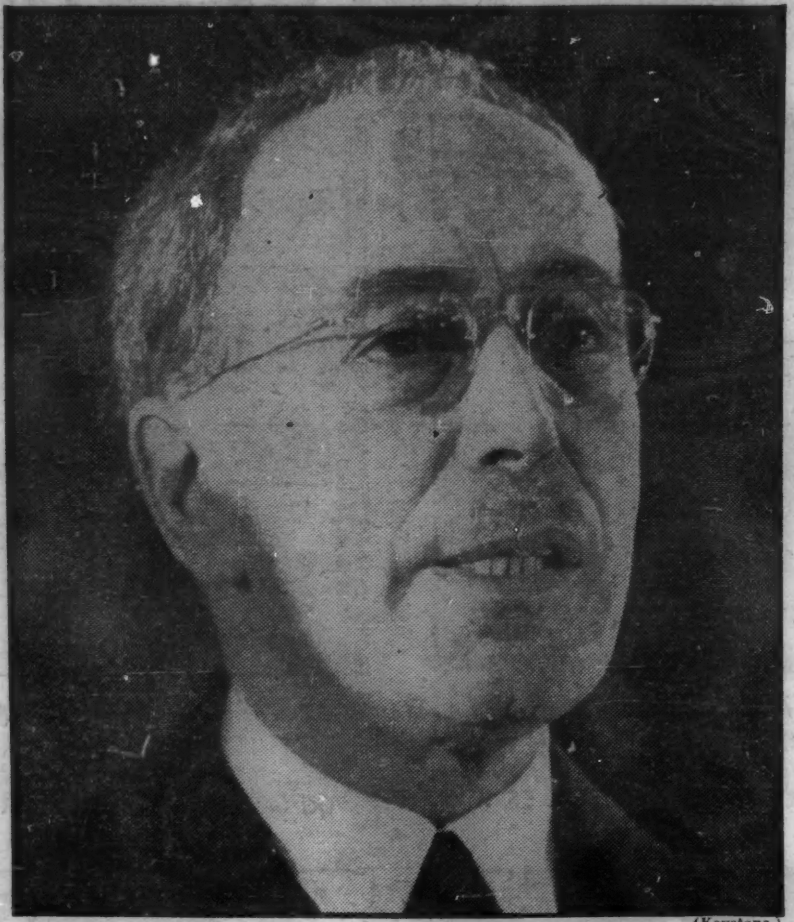
LA VERITE, BANALE

Vérité, redressement — ce sont là des notions simples, à la portée du citoyen ordinaire. Ce sont des choses que nous, citoyens, pouvons comprendre, et juger. Les affaires publiques sont infiniment complexes dans les textes d'application qui paraissent au « Journal officiel », et deviennent alors le domaine des techniciens. Mais si la démocratie a un sens, elle signifie que les grandes lignes, les principes, les orientations des décisions et des comportements du gouvernement sont appréciables par le citoyen non spécialisé. C'est bien le cas. Et ici nous sommes à même de nous prononcer : nous dit-on, vraiment, la vérité ? Nous propose-t-on, vraiment, un plan de redressement ?

La vérité, nous la connaissons. Elle est la même qu'en 1953, qu'en 1956, elle est la même qu'en 1945, elle n'a pas bougé : la France ne peut pas se tenir dans la compétition mondiale aussi longtemps qu'elle doit, seule de toutes les nations du monde, supporter une charge improductive (militaire et coloniale) du quart de son budget. Aussi longtemps, d'autre part, que la structure de son économie est minée par un réseau de distribution commerciale qui, entre le producteur et le consommateur, dilapide — plus que dans toute autre nation moderne — la substance nationale.

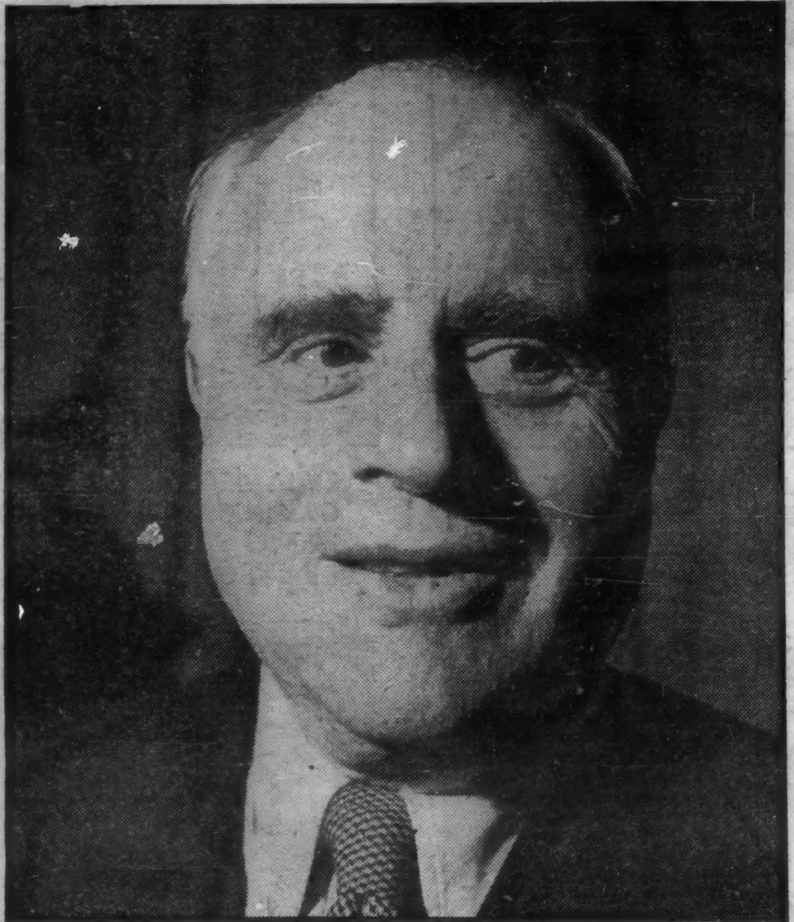
Charges extérieures disproportionnées, structure intérieure épuisante : voilà nos boulets. Tant que nous les aurons aux pieds, nos efforts, aussi héroïques soient-ils, pour courir, seront vains. Si nous nous en débarrassons, ou si au moins nous les allégeons, nous pourrons nous tenir dans la course. Personne ne contestera ces évidences. Elles sont la vérité.

Que nous dit-on, du côté officiel ? On nous parle d'autre chose. On nous dit qu'il faut accepter des sacrifices, réduire le déficit du budget, consentir à une réduction du niveau de vie, absorber de nouveaux impôts, obéir aux clauses des traités qui ouvrent le pays à la concurrence étrangère. Tout cela est vrai, aussi. Mais quel rapport avec la vérité profonde, la vérité essentielle ? On nous énumère la série des conséquences, en tout état de cause inévitables, de l'engrenage où nous sommes placés. On oublie de déceler, de montrer, d'éclairer les *causes* réelles de tous ces inconvénients, qui ne sont que des *effets*. Est-ce dire la vérité que d'appeler maladie les symptômes de la maladie ?



(Keystone.)

M. Antoine Pinay, ministre des Finances
Vérité.



(Charpentier.)

M. Jacques Rueff, président du comité des experts
Redressement.

FAUX REMEDES

Et la sanction de cette fausse vérité, comme toujours, intervient aussitôt. Si l'on confond, de bonne foi ou non, les effets et la cause, alors le remède que l'on propose est forcément un faux remède.

Redressement ? Que s'agit-il de redresser si l'on veut sauver la France de l'asphyxie ? Le bon sens, ici, est souverain. Il y a deux problèmes à examiner et à résoudre : la paix en Algérie, la refonte totale des mécanismes de distribution. A-t-on évoqué dans les discours officiels, a-t-on abordé dans les projets officiels ces deux bouleversements profonds, celui de notre politique coloniale, et celui de la structure de notre société ? Non. Les mesures proposées ont-elles une chance de modifier les données de ces deux problèmes-clés ? Non. On nous annonce seulement que la multiplicité des charges françaises oblige à des privations, et que notre infériorité dans la compétition contraint à des sacrifices. C'est un constat, non une politique. C'est un catalogue de conséquences inéluctables, non l'expression d'une volonté.

Où est le redressement, où est l'effort vers les sommets ? Pour dresser la liste des effets de la guerre d'Algérie et de l'entrée dans le Marché Commun n'importe quel Pleven ou Pflimlin faisait aussi bien l'affaire, chacun à sa manière.

DANS LES REVES

Ce qui apparaît, le style en plus, c'est entre le gouvernement au pouvoir et le cours des événements, le même rapport, la même relation que depuis dix ans : on recouvre par des mots — plutôt mieux dits qu'auparavant — une réalité sur laquelle on se résigne à ne pas avoir de prise. En Economie, comme en Algérie.

A la manière près, la nouvelle « pacification » et le discours de Constantine ne diffèrent pas du dernier quart d'heure de M. Lacoste. Au langage près, la dévaluation et le libéralisme de M. Rueff, présentés par un grand soldat, n'innovent guère sur les « programmes » de M. Schuman ou de M. Gaillard. En Algérie, comme au Ministère des Finances, on continue, docilement, à suivre ce que les événements imposent.

Avec un inconvénient supplémentaire, qui est préoccupant. La IVe République « pacifiait » l'Algérie et « laissait faire » les mécanismes économiques, mais elle n'en était pas très fière. Elle s'en défendait, elle n'osait pas l'avouer. Voici maintenant que cette politique, en arrière d'un bon siècle, on la *revendique*. Charles X et Guizot ne sont plus des fantômes gênants qu'on essaye de cacher dans le placard — on les prend pour modèles, on les ressort avec satisfaction et — comment dire ? — avec fierté.

Depuis le 13 Mai nous remontons les âges, de semaine en semaine, et la France devient le Musée Grévin. Le sommet vers lequel on nous guide ce n'est pas 1970, mais 1830. M. Jacques Rueff lui-même qui, au-delà de son expérience avec Pierre Laval en 1935, prend pour exemple dans son rapport le « miracle Poincaré » se sent un peu déphasé, un peu progressiste.

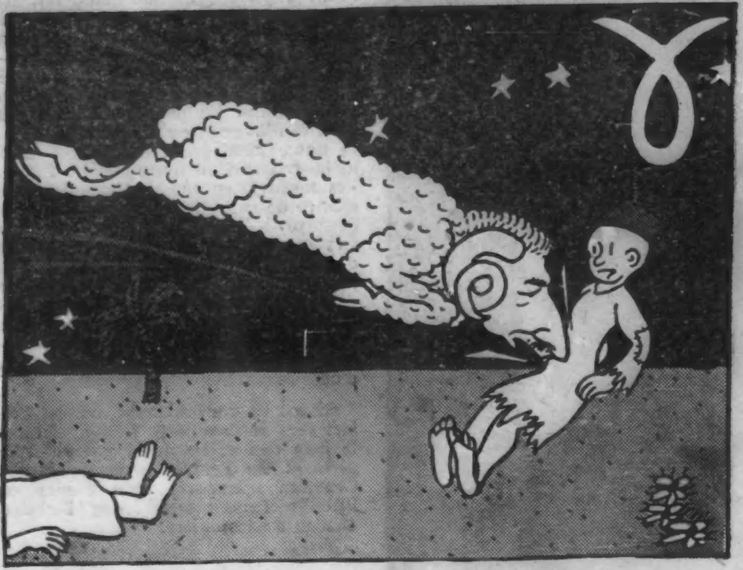
Tout cela serait assez distrayant, assez pittoresque et féal, si les conséquences de ce voyage somnambulesque dans les rêves Louis-Philippards, n'étaient pas de nous faire perdre un temps précieux dans la lutte pour la vie réelle au milieu d'un monde très moderne, et très actif — à l'Est comme à l'Ouest — un monde qui a l'obligeance de rendre hommage à notre esprit d'imagination historique et la gentillesse de l'appeler « sens de la grandeur », mais dont les lois inexorables nous attendent au réveil.

J.-J. S.-S.

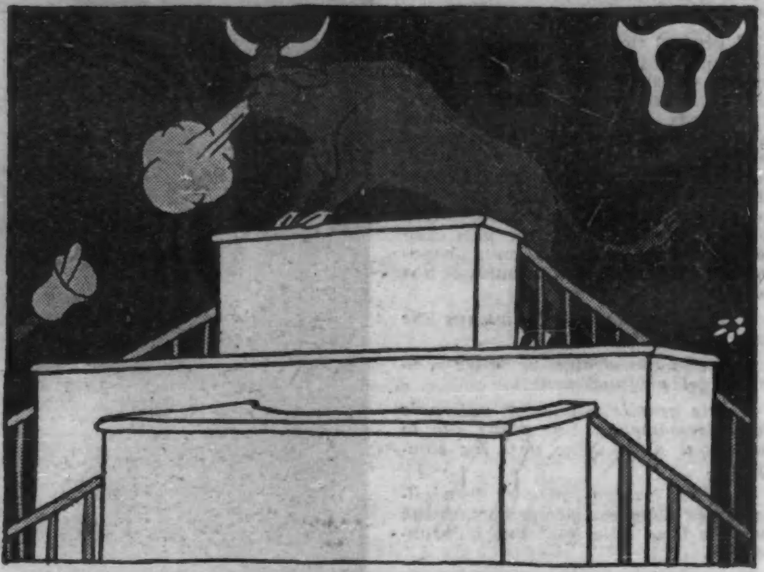
SEPT SERVICES HEBDOMADAIRES
par
SUPER - CONSTELLATIONS
EUROPE - MOYEN-ORIENT - INDE
EXTRÊME-ORIENT
AUSTRALIE
AIR-INDIA
7, RUE SCRIBE - PARIS
OPEra 15-64

AU SEUIL DE VOSTRE SIÈCLE, Ô CAROLUS GALLUS,
(EXPRESS N'AYANT ENCORE ÉTÉ BOUTÉ EX-PRESSE)
DE L'AVENIR DIRA LA FATALE PROMESSE
NOSTRE FÉAL DEVIN JEAN DE NOSTREFFELUS :

LES PROPHÉTIES



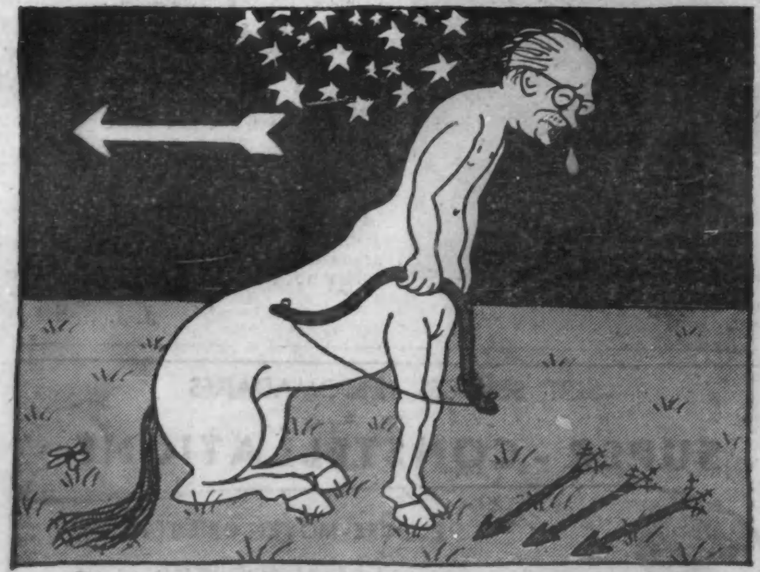
MINERVE S'INTEGGRANT À L'ÂME DU BÉLIER,
PAIDAGOGUE DE CHOCQ AUX ARGUMENTS-MASSUË
VOULDRA, DE CHACQUE AHMED ET CHACQUE FATMA, SUÉ
SAGE LEÇON QU'IL DONNE AU MAGHREB ESCHOLIER.



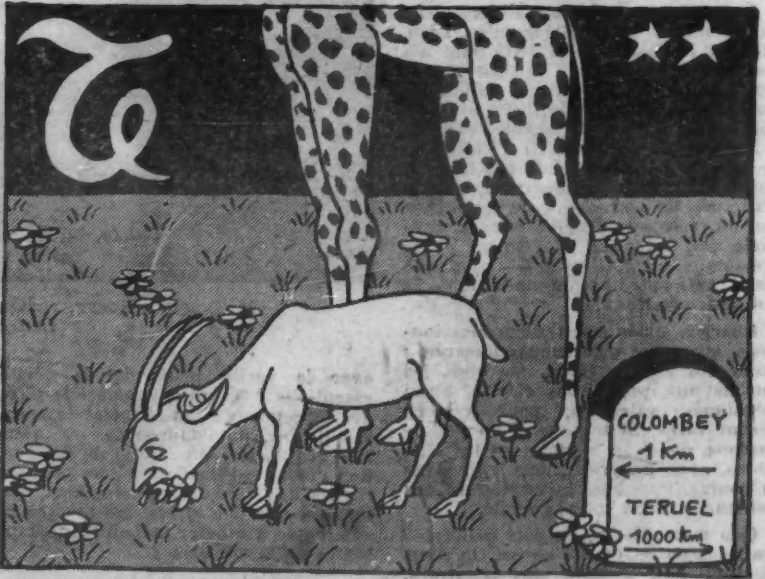
AU SYGNE DU TAUREAU S'ADJOUSTANT UN BEL ASTRE,
D'AQUITAYNE MANADE, UN NOVILLO BELLASTRE,
TEL UN CHAT-SUS-UN-BANC, BONDICT À CE BUREAU
QU'ONCQUES NE PRÉSYDA NI TAURILLON NI VEAU.

EN LUTECYENNE NUICT QUE LE LION CONSTELLE,
CLERC À CRINNIÈRE, YSSU DE TANNIÈRE LYON,
QUY JADIS DÉTERROIT AZTÈQUES MORTS SOUS STÈLE,
DE FRANCAOUAH TOUS VIFS VEULT SA PART DE LION.

EN LA VIERGE MAYSON NAISTRA FILLE NON VIERGE
QU'AULCUNS BAPTIZERONT MARIANNE-CHANTAL:
FŒTUS DESPUCELLÉ DE MARTIALLE VERGE
EN GYRON MATERNEL PAR AMANT TROP BRUTTAL.

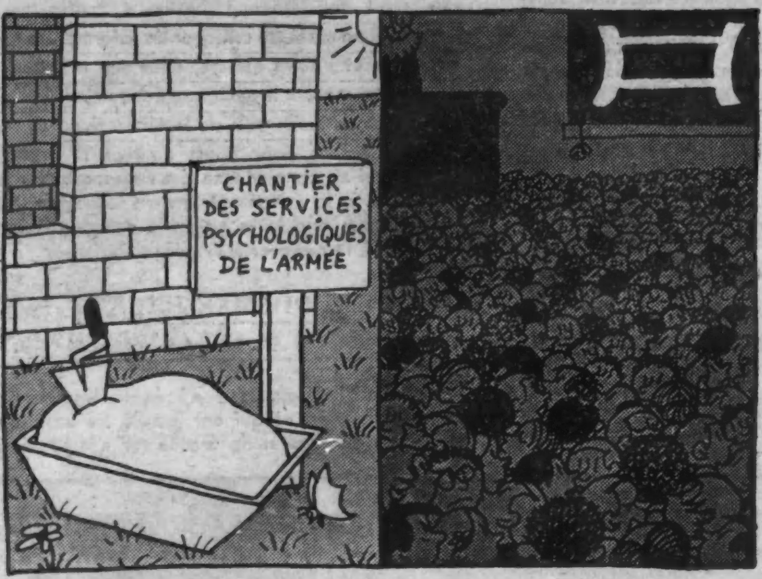


SOUS LE CELLESTE GUY DE L'ARDENT SAGITTAIRE,
TEL CENTAURE ARRASSÉ SUR QUATRE MOUS MOLLETS,
SON ARC PLUS NE BANDANT, LAISSE GÉSIR À TERRE
TROIS FLESCHES EMPENNÉES AU CUL D'UN ROYTELET.

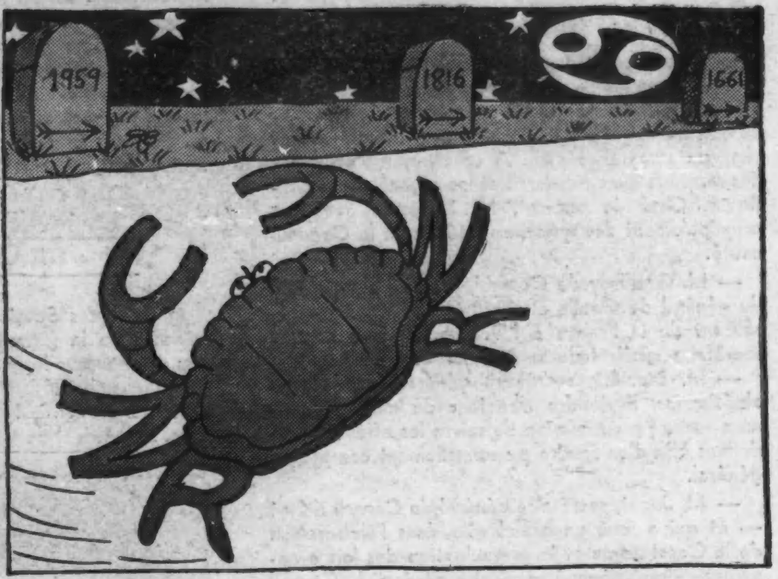


AUX PAGES DE L'ESPOIR AYANT FAICT UNE CORNE,
DESTIN VERRA CHEVREAU, DU HAULT DU CAPRICORNE,
AUPRÈS D'UNE GYRAFFE ET FORT LOING DES TAUREAULX,
BROUTER FLEURS, OVINÉS ASSYMILANT MAL RÔTS.

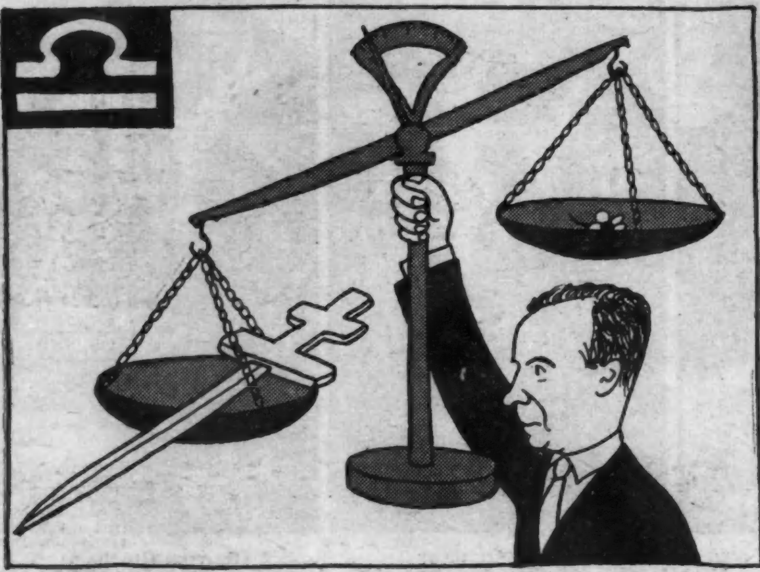
DE JEHAN DE NOSTREFFELUS



SY CASERNE ON BASTYT POUR LICENCIÉS ES-DAGUES,
POINCT NE LUYRA SOLEIL EN MAYSON DES GEMEAUX,
DU MYLLION DE GEMEAUX DICT DE NOUFVELLES VAGUES
EN SORBONNE PRESSÉ, TEL CAVYAR EN TONNEAULX.



QUAND REVOYRONS VIEULX CRABBE EN SAYSON DU CANCER,
QUY DE PATTES TORDUËS À RECULLER SE SERT,
COULERA NOSTRE HYSTOIRE À REBOURS INFLESCHIE
DE NEUFVE RESPUBLICQUE EN VIEILLE MONARCHYE.



MARS ENCOR SURGYSSANT AU FLÉAU DES BALANCES,
QUE BRENNUS SON ESPÉE EN LA BALANCE LANCE:
INSTRUMENCT DE THÉMIS S'EN VERRA DÉLABRÉ...
(EN "DÉLABRÉ" PRENDS "LA", QUE RESTE-T-IL ? "DE-BRÉ")

PARMY SABLES D'AFRICQUE, AUX DÉCANS DU SCORPION,
SCORPIONS POURROIENT PICQUER PATAUGAS OU PIEDS-NÈGRES:
POUR QUE DARD VENYMEUX EN ARPION NE S'INTEGGRE,
SAGE SEROIT AILLEURS DE POSER SES ARPIONS.

SANG ET EAU NOUS POMPANT EN MAYSON DU VERSEAU
SANS QU'OPINER PUYSSIONS, PETICT TANNEUR AVIDE,
NOS SUEURS AYANT VERSÉ AU FUST DES DANAÏDES,
REVENDRA NOSTRE PEAU, NOUS LAYSSANT QUE LES OS.

PLUS NE SCINTILLERONT MILLE FEUX DES POISSONS:
SERPENT DE MER SURGY ENTRE ALGÉRIE ET GAULE,
PLUS QU'EN CENT ANS N'ONT FAICT LE REQUIN NY LA GAULE,
GOBE ROUGETS FRETINS QUY DANS NOS ONDES SONT.

CORRESPONDANCES EXPRESS

LA NOUVELLE EQUIPE DE L'ELYSEE

● Le général de Gaulle a constitué l'équipe de collaborateurs personnels qu'il compte installer à l'Elysée.

— Deux d'entre eux, MM. Guichard et Lefranc, sont déjà membres de son cabinet à la Présidence du Conseil. M. Guichard sera nommé directeur adjoint au cabinet du Conseil de la République et chef du secrétariat civil. A ce titre, il s'occupera des rapports avec les partis et les organisations politiques. Chef de cabinet, M. Lefranc s'occupera principalement des questions intéressant la Communauté.

— M. Geoffroy de Courcel, premier compagnon du général de Gaulle en 1940 (actuellement représentant de la France à l'O. T. A. N.) sera nommé secrétaire général de la Présidence.

— M. Brouillet, secrétaire général aux Affaires algériennes, deviendra directeur du cabinet, mais aura surtout pour mission de suivre les affaires algériennes afin d'en rendre personnellement compte au général.

— M. Janot, secrétaire général du Conseil d'Etat — et qui a joué un grand rôle dans l'élaboration de la Constitution et la promulgation des lois organiques — sera nommé secrétaire général du Conseil exécutif de la Communauté et restera l'homme de confiance du général en matière constitutionnelle.

— Le général de Beaufort sera chef de la maison militaire du général de Gaulle. Comme le gouvernement vient de prendre une ordonnance afin de réformer la Défense nationale, et comme le président de la République — conformément d'ailleurs à la Constitution — se voit confier toute l'organisation de celle-ci, l'importance de la Maison militaire du président de la République sera singulièrement accrue, puisque c'est autour de lui que seront élaborées toutes les réformes et prises toutes les décisions.

L'ARMEE D'ALGERIE ENQUETE SUR ELLE-MEME

● Selon un petit groupe d'officiers des 3e et 5e Bureaux de la 10e région d'Alger :

— 30 % des cadres de l'armée d'Algérie s'opposeraient éventuellement par la force à un putsch militaire.

— 50 % croient l'intégration irréalisable, estiment que la pacification complète sera extrêmement longue et que les interrogatoires poussés demeurent le seul moyen d'assurer la sécurité dans les villes.

— La totalité de l'armée serait hostile à une indépendance obtenue par la négociation avec le F.L.N.

— Les deux livres sur l'Algérie qui ont été lus avec le plus d'attention, et qui ont été l'objet des discussions les plus passionnées dans les milieux militaires sont : « L'Algérie 1957 », de Germaine Tillion, et « Nous, Algériens », de Jacques Chevallier.

M. MICHEL DEBRE A TROIS INQUIETUDES

● A quelques jours de la nomination officielle du futur Premier Ministre, M. Michel Debré convoque déjà les dirigeants de l'Administration. Il étudie tous les dossiers des différents ministères. Il consulte quotidiennement ceux qui doivent être ses futurs collaborateurs au sein du premier cabinet de la Ve République.

M. Debré conservera néanmoins, jusqu'au dernier moment, certaines inquiétudes :

1°) Il sait que le général de Gaulle considère comme impératif que le nouveau cabinet comprenne au moins un ministre socialiste. Or, la S. F. I. O. a émis un veto formel contre toute participation à un gouvernement présidé par M. Debré, considéré comme beaucoup trop « à droite » en matière de politique algérienne.

2°) la nouvelle politique économique accélère l'intégration européenne et resserre dans tous les domaines la collaboration franco-allemande. Les positions anti-européennes de M. Debré lui ont valu de solides inimitiés à Bonn.

3°) enfin, il y a un outsider possible : M. Bernard Cornut-Gentille. On avait déjà noté qu'il était le seul ministre-fonctionnaire du général de Gaulle à s'être présenté aux élections dans une circonscription « sur mesure », et qu'aussitôt après son élection, il était entré, sur un pied d'égalité avec MM. Soustelle, Debré et Michelet, au comité directeur de l'U. N. R. Ceux qui croient à son avenir politique au côté du général ajoutent que sa « fidélité » est hors de doute, qu'il n'a jamais pris de position sur le problème européen ni sur l'affaire algérienne, et qu'il bénéficie de nombreuses sympathies au parti socialiste.

M. SOUSTELLE DESIRE UN « GRAND » MINISTERE

● Le « cas Soustelle » reste actuellement — à la veille de la formation du nouveau ministère — l'un de ceux que le général de Gaulle n'a pas réglés.

M. Soustelle désirait que lui fût confié le Ministère de l'Intérieur ou, à défaut, celui de la Défense nationale. Le général de Gaulle lui a proposé l'Education nationale. Cette fois, c'est M. Soustelle qui a refusé, parce qu'il devait partager avec M. Malraux, futur ministre de l'Expansion culturelle, de trop nombreuses tâches. En dernier recours, le général aurait alors proposé à M. Soustelle de le nommer ministre d'Etat, chargé des affaires de la Communauté. Mais M. Soustelle aurait également refusé ce poste. Il serait prêt à renoncer à tout portefeuille plutôt que d'être « ministre au rabais ».

MM. Geoffroy de Courcel — René Brouillet (A. D. P.) — Olivier Guichard (Intercontinental.)

Pour le nouveau président, trois bras droits.

LA REVANCHE DE M. JACQUES RUEFF

● M. Jacques Rueff, qui a présidé les travaux des experts chargés de mettre au point les décisions financières et économiques qui viennent d'être annoncées, ne s'était vu confier aucune fonction officielle de première importance depuis plus de dix ans. Agé aujourd'hui de soixante-deux ans, il était considéré généralement comme un haut fonctionnaire en fin de carrière, auquel on ne pouvait songer que pour des fonctions honorifiques comme, par exemple, la présidence de la Cour de justice des trois communautés (C.E.C.A., Euratom, Marché commun) qu'il doit à ses amitiés européennes.

Son retour, quasi clandestin, au Ministère des Finances où M. Pinay l'avait installé discrètement avait surpris tous ceux qui le considèrent comme un technicien de la vieille école difficile à transformer en parrain du renouveau. Ancien polytechnicien, inspecteur des Finances, successivement conseiller financier à Londres entre 1930 et 1936 et directeur du Mouvement général des fonds (1936-1939), M. Rueff fut un des auteurs du plan Laval en 1935. Financier orthodoxe, il est l'auteur d'une très classique « Théorie des phénomènes monétaires ». Partisan résolu d'une économie « libérale » et foncièrement hostile à toutes les lois sociales, il ne cessa de critiquer les réformes du Front populaire et s'éleva ensuite, dans une « Epître aux dirigistes », contre la politique économique du gouvernement au lendemain de la Libération.

Les décisions dont il est l'auteur le replacent aujourd'hui au premier plan des responsabilités économiques de la nation, comme en témoigne l'hommage public que lui a rendu la semaine dernière M. Pinay à la radio et à la télévision.

UN DOSSIER URGENT POUR M. DELOUVRIER

● Parmi les dossiers d' « irrégularités » transmis à M. Delouvrier, et qui ont justifié les instructions publiques du général de Gaulle sur « la régularisation rigoureuse de toutes les opérations de police » se trouve celui d'une affaire particulièrement importante.

A la suite du terrorisme F. L. N. en France, quinze cents suspects environ ont été ramassés au cours de rafles successives. Ils ont été concentrés au Vél' d'Hiv'. Cela se passait en septembre dernier. En octobre, quatre cent cinquante d'entre eux ont été incarcérés à la prison d'Oran, quatre cent cinquante autres à la prison d'Alger, le reste dans le département de Constantine.

Le procès-verbal comporte une seule mention : « incarcéré sur dénonciation d'un informateur désirant garder l'anonymat ». Ce sont les seuls éléments donnés aux juges pour « instruire » et inculper. Le cas juridique est sans précédent.

Différents avocats ont décidé, en accord avec les juges, de porter l'affaire devant les instances supérieures. Ils signalent dans leur dossier que ceux qui sont accusés, sur simple dénonciation, d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, se trouvent être, presque tous, des ouvriers algériens titulaires d'un emploi fixe, convenablement rémunéré, détenteurs de certificats de travail, de bonnes mœurs, et aux casiers judiciaires vierges.

Arrivés en Algérie, ils ont été incarcérés dans des prisons où ils sont entassés parce qu'il n'y a plus de place dans les prisons algériennes. A mesure que le temps passe, eux qui se comportaient en « métropolitains assimilés » sont en train de devenir de farouches nationalistes. Dans neuf cas sur dix, l'erreur est si évidente, la faute si flagrante, qu'elle est dénoncée sans ménagement par la quasi-unanimité de ceux qui ont pu étudier les « dossiers ».

ÉCONOMIE

La vie en 59

● *Le gouvernement a pris un ensemble considérable et complexe de décisions financières qu'il qualifie de « révolution profonde ». Si l'on essaye d'y voir clair derrière le jargon des spécialistes, que constate-t-on ? Michel Bosquet décrit les conséquences pratiques, pour les Français, industriels, consommateurs et salariés.*

DIMANCHE soir, le général de Gaulle et M. Pinay annonçaient aux Français un « *projet de salut public* », une « *remise en ordre réelle et profonde de nos affaires* », un programme de « *vérité, de sévérité et de prospérité* ».

Un ensemble de mesures « *efficaces et nécessaires* », « *graves, mais essentielles* », devait arracher la nation au « *drame et à la médiocrité* » et, « *si nous réussissons la grande entreprise nationale de redressement économique et financier* », « *nous mener vers les sommets* ».

Lundi et mardi derniers, une série de précisions étaient publiées dans les quotidiens, sous de grosses manchettes. Quelle est la réelle portée des grands projets gouvernementaux ? Quels effets pratiques les nouvelles mesures auront-elles sur la vie quotidienne des Français ?

« *Dans ma branche, on est plutôt satisfait* », dit M. R.

Il dirige dans le Nord une fabrique de textiles assez importante : plus de deux cents salariés. Son industrie passe pour être particulièrement sensible aux dévaluations, puisqu'elle importe la plus grande partie de ses matières premières (laine et coton). En outre, les salaires représentent une part importante du prix de revient dans l'habillement.

M. R. a toutefois accueilli avec calme la nouvelle de la dévaluation (à laquelle il s'attendait) et le train de mesures fiscales annoncées lundi matin. Il ne prévoit pas, pour le moment, de hausse sur les articles qu'il fabrique. En particulier, il ne pense pas qu'une dévaluation de 17,55 % doive se traduire automatiquement par une flambée équivalente des prix français.

Pour comprendre l'optimisme relatif de M. R., examinons l'établissement de ses prix de revient.

DES STOCKS IMPORTANTS

Les matières premières représentent la moitié environ des dépenses de son entreprise. A première vue, il semblerait donc que la dévaluation de 17,55 % devrait renchérir d'autant la laine ou le coton que M. R. achète à l'étranger et majorer de 8 à 9 % le prix de revient de ses filés.

En fait, M. R., comme la plupart de ses collègues, a effectué de gros achats de matières premières au moment du « coup de Suez ». Les prix mondiaux, à cette époque, étaient très élevés. Or, sous l'effet de la récession américaine, la plupart des matières premières que doit importer la France (coton, laine, cuivre, étain, plomb, caoutchouc...) ont subi une forte baisse depuis deux ans. Cette baisse est d'environ 15 % pour les matières qu'emploie M. R.

Tant qu'il n'avait pas épuisé ses stocks anciens, M. R. ne pouvait répercuter cette baisse sur ses prix de vente. Mais sans la dévaluation, ses tissus et filés, fabriqués avec du coton fraîchement importé, auraient dû baisser prochainement de 6 à 7 %. Cette baisse n'aura pas lieu.

Pour M. R., la situation est donc simple : à cause de la dévaluation, il achètera ses matières premières au même prix qu'il y a deux ans. La dévaluation aura seulement pour conséquence que ces prix ne baisseront pas.

Mais les autres éléments du prix de revient de M. R. ne vont-ils pas subir des augmentations ? Examinons-les.

Le prix du courant électrique, qui subit une hausse de 6 % pour les usagers domestiques, ne variera guère pour l'industrie.

Quant aux salaires, seul sera majoré (de 5,5 %) le salaire minimum garanti (S.M.I.G.). Or, la presque totalité des ouvriers de M. R. sont déjà payés au-dessus du « minimum vital » et leurs salaires, de ce fait, se trouvent bloqués par le gouvernement.

En revanche, la majoration des cotisations patronales aux Assurances sociales (et le relèvement des plafonds d'assujettissement) vont se chiffrer par une dépense assez importante : les charges de main-d'œuvre de M. R. vont se trouver augmentées de 6 % environ. Quelles seront les conséquences de cette augmentation ?

« *En règle générale,* dit M. R., *les frais de main-d'œuvre représentent 25 à 30 % du prix de revient à chaque stade de la transformation. Une hausse de 6 %, cela ferait donc 1,5 à 2 % d'augmentation sur le prix de revient. C'est très peu de chose; une entreprise bien organisée doit pouvoir absorber ce genre d'augmentation ; les marges de sécurité sont en général plus élevées que cela.* »

Restent les majorations d'impôts : l'impôt sur les bénéfices des sociétés passe de 46,5 à 50 % ; la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A. qui frappe à chaque stade de la transformation la différence de prix entre le produit transformé et non transformé) passe de 19,5 à 20 % pour les articles de consommation courante. M. R. répercutera-t-il sur ses prix de vente l'augmentation de ces impôts ?

« *Si je le peux,* dit-il, *oui. Mais il n'est pas du tout sûr que j'y parvienne. Le textile est la branche qui souffre le plus de la récession et de la mévente. Si nous augmentons nos prix tant soit peu, nos affaires risquent d'aller de mal en pis. Mais si les gens sont assez bêtes pour se ruer dans les magasins et acheter n'importe quoi à n'importe quel prix, les fabricants et les commerçants seraient stupides de ne pas profiter de l'aubaine.* »

UNE QUESTION DE SEMAINES

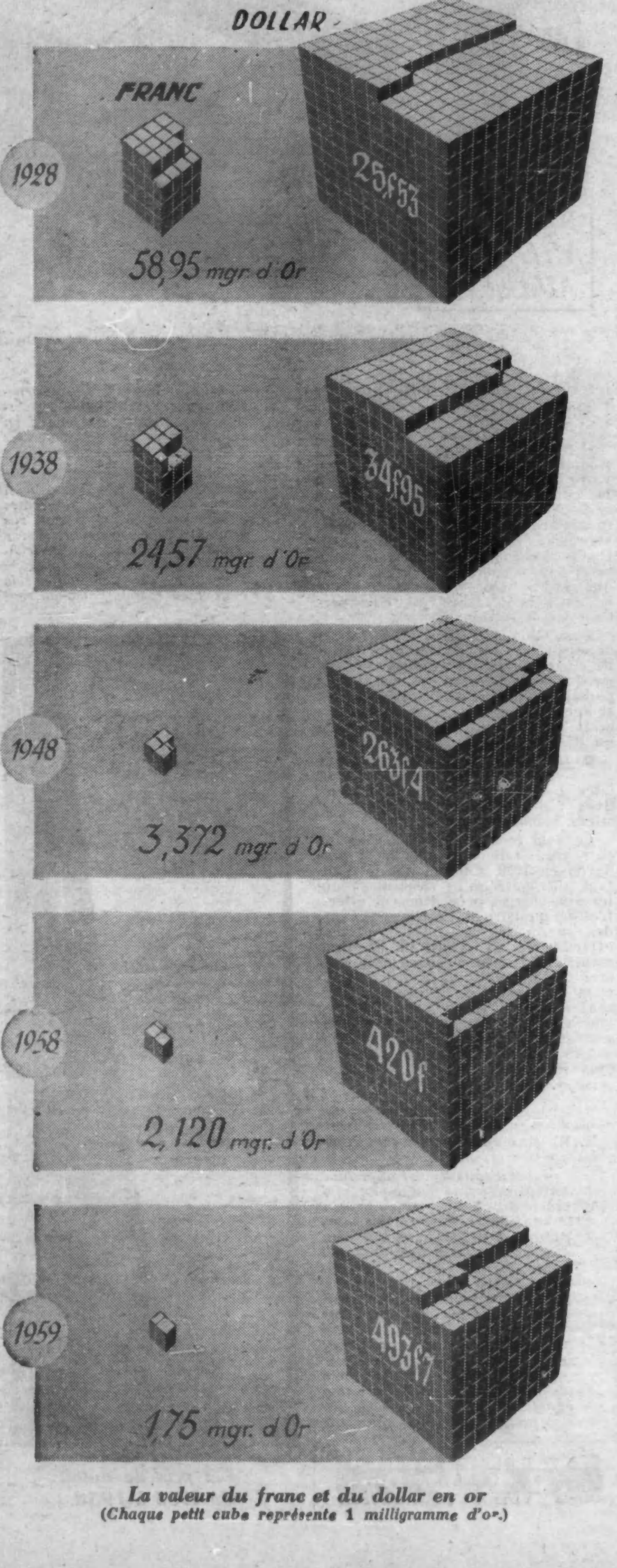
De l'avis de M. R., l'avenir du franc va se jouer dans les semaines qui viennent. Si la dévaluation provoque une fuite générale devant la monnaie ; si les ménages, dans la crainte de hausses à venir, se hâtent de dépenser leurs économies, alors les prix flamberont et leur montée précipitera une cascade de revendications. Celles-ci accentueront encore la spéculation à la hausse et la ronde infernale des prix et des salaires repartira de plus belle.

M. R. pense toutefois que cela ne devrait pas se produire pour le moment. Si la dévaluation, la suppression des subventions, les nouveaux impôts et la méfiance devant la monnaie sont des facteurs de hausse ; en revanche, la mévente, le chômage partiel, le blocage des salaires, la réduction des droits de douane et la libération des importations sont des facteurs de stabilisation, voire de baisse des prix. L'équilibre entre les facteurs de hausse et de baisse est encore précaire ; c'est l'attitude des consommateurs qui, dans l'immédiat, va décider.

A plus longue échéance, toutefois, les nouvelles mesures fiscales et le blocage des salaires vont certainement contraindre les consommateurs à une restriction sérieuse de leurs achats. Une nouvelle question se posera alors à M. R. : Comment écoulera-t-il sa production ? Si les salaires restent bloqués, alors que toute une série de produits de première nécessité (cigarettes, vin, produits alimentaires, chauffage, etc.) renchérissent, la récession et la mévente ne vont-elles pas s'aggraver pour les biens de consommation durables ?

« *Il y a là un risque certain,* dit M. R. *Ce risque est particulièrement sérieux pour le secteur électro-ménager, par exemple, mais moins pour le nôtre. Avec la dévaluation, nos prix sont devenus compétitifs sur les marchés étrangers. Nous pourrons exporter, nous y serons même obligés si nous ne voulons pas licencier du personnel et renoncer à nos projets de modernisation. Le gouvernement*

→



La valeur du franc et du dollar en or
(Chaque petit cube représente 1 milligramme d'or.)

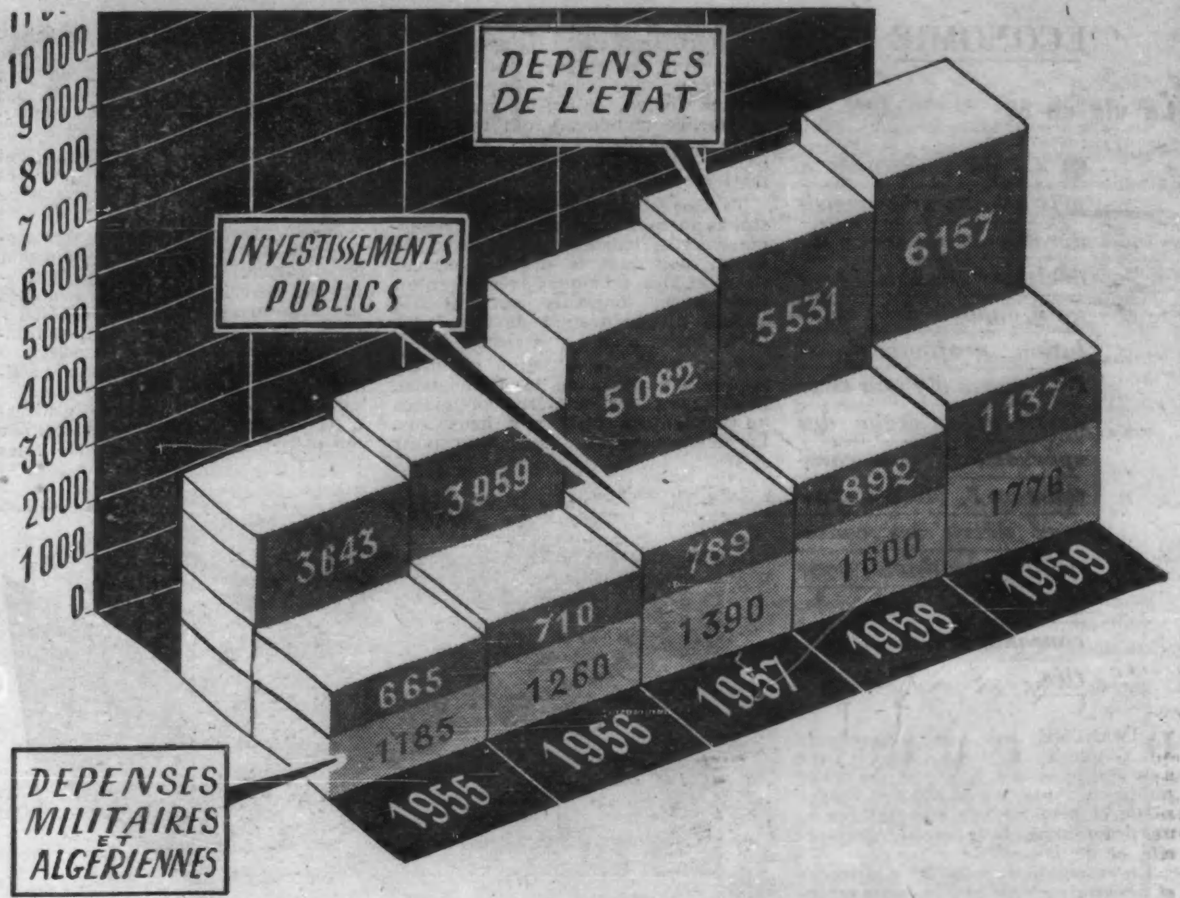
BEREL
tailleur chemisier
HABILLE L'HOMME MODERNE
VETEMENTS DE CLASSE
12, rue de Sèvres - PARIS

HARLEY
SOLDE
SA COLLECTION
PARDESSUS, VESTES, ETC.
TISSUS BALLANTYNE
MOORBROCKE, NOBLE
CROMBIE, WEST OF
ENGLAND, CASHEMERE,
CAMELS, EVERLASTING
Prix exceptionnels
8, BD DE LA MADELEINE — PARIS

nous met dé..bérément le couteau sous la gorge : il s'agit maintenant d'exporter ou de mourir. »

M. R. considère que le gouvernement était littéralement contraint de choisir l'exportation au détriment de la consommation intérieure :

« *L'exportation,* dit-il, *commande tout. Au point où nous en étions, la France avait plus de 300 milliards de dettes envers les pays voisins. Nous avons été avertis que nous n'obtiendrions plus un sou de crédit si nous ne mettions pas nos finances extérieures en ordre. Si l'Allemagne nous avance de nouveau des fonds, c'est à court terme et parce qu'elle croit qu'à l'avenir nous pourrons les rembourser. Mais si les salaires et les prix se remettent en mouvement, l'avantage de la dévaluation sera perdu : nous ne vendrons plus grand-chose à l'étranger ; nous ne pourrons plus payer nos dettes ; nous ne pourrons même plus importer toutes les matières premières et les machines dont nous avons besoin. Ce serait l'asphyxie économique, le chômage et la crise. Je ne vois pas bien à qui ce genre de catastrophe profiterait.* »



L'accroissement des charges publiques en milliards de francs

TROIS OBJECTIFS

Bien qu'il ne soit pas gaulliste par conviction, M. R. considère les mesures financières du gouvernement comme un ensemble cohérent répondant à trois buts très différents :

● LE PREMIER BUT est de restreindre la consommation intérieure, afin d'accroître les exportations. N'importe quel autre gouvernement aurait dû en venir là. Depuis des mois, la France avait crevé, au sein de l'Union européenne de paiements (U.E.P.), le plafond des crédits auxquels elle avait droit. Il lui fallait en conséquence payer en or ou en dollars l'excédent de ses importations.

La disparition de l'U.E.P. et la convertibilité du franc pour les détenteurs *étrangers* de monnaie française, entérinent seulement cette situation. Dévaluation, convertibilité, effort d'exportation, freinage de la consommation, étaient également devenus nécessaires en raison du Marché commun, et pour permettre à la France de libérer ses importations conformément à ses engagements anciens envers les autres pays de l'O.E.C.E.

● LE SECOND BUT du gouvernement est de développer les investissements. Il y était tenu pour préparer l'entrée dans le Marché commun, pour remonter le retard pris par la France dans le domaine de l'équipement. Pour y parvenir, il fallait restreindre encore la consommation privée, lever de nouveaux impôts pour financer les dépenses productives de l'Etat.

Le recours à l'inflation massive était cette fois interdit au gouvernement : il devait « tenir » les prix intérieurs français pour pouvoir exporter. La rigueur financière de M. Pinay paraît donc justifiée à M. R. dans les conditions actuelles.

Cette rigueur comporte toutefois un risque sérieux : celui de la récession, voire de la crise. Les restrictions à la consommation vont sans doute réduire les ressources des entreprises incapables de vendre et de produire autant que par le passé. Même compétitives, toutes les industries ne peuvent pas, comme celle de M. R. — qui est favorisée — « rattraper » sur les marchés étrangers ce qu'elles perdent sur le marché français.

Dans ces conditions, les entrepreneurs privés voudront-ils et pourront-ils encore investir ? Le recul excessif de la consommation ne va-t-il pas paralyser les investissements privés et accentuer encore le retard de certains secteurs industriels ? Il y a là un danger réel.

● LE TROISIÈME BUT du gouvernement est de faire face à ses charges improductives : dépenses et opérations militaires, bombe atomique...

Le coût économique de toutes ces entreprises sera voisin de 2.000 milliards en 1959. Ceux-ci pèsent d'autant plus lourd qu'ils viennent s'ajouter aux charges précédemment citées. L'effort militaire en Algérie a été l'une des causes déterminantes du déficit extérieur et du retard de l'équipement. Les choses en sont maintenant arrivées au point où le déficit extérieur et le retard de l'équipement doivent être remontés à tout prix, sans que les dépenses pour l'Algérie puissent être réduites par un gouvernement que deux votes ont jeté dans les bras des partisans de « l'Algérie française ».

LES PETITS ET LES MOYENS

M. R., pour conclure, cite un journal du soir :

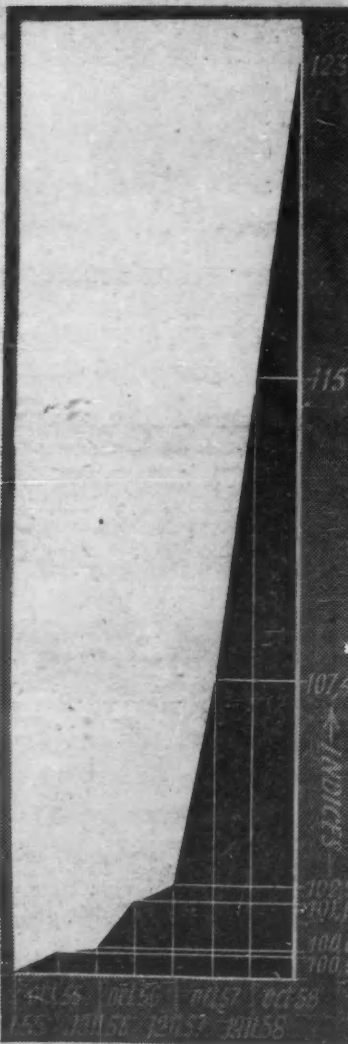
« *Les Français ont approuvé une politique, il faut la payer.* »

Accepteront-ils ?

« *Si vous voulez mon avis personnel,* dit M. R., *je n'ai rien à accepter ou à refuser. D'abord parce que personne ne me demande rien. Tous calculs faits, l'année prochaine je m'en tirerai même, peut-être, à meilleur compte qu'en* 1958. *Parce que mon affaire est en expansion, je payais cette année l'impôt sur les superbénéfices, l'impôt sur les réserves et l'impôt sur les bénéfices : au total 60 % de mes profits. En 1959, il n'y aura plus d'impôt sur les superbénéfices, plus d'impôt sur les réserves. Conclusion : je paierai en impôts 50 % seulement de mes bénéfices.*

Seulement, ne croyez pas que tout le monde s'en tirera aussi bien. Les petites et moyennes entreprises qui ne peuvent pas exporter comme moi, parce qu'elles sont trop chères, ni vendre à l'intérieur parce que la récession va intensifier la concurrence, tous ceux qui sont non compétitifs ou marginaux risquent de devoir fermer boutique l'an prochain. Vous allez voir des milliers de liquidations. Vous verrez tout un secteur du patronat supplier le gouvernement d'accorder des hausses de salaires et encourager les revendications ouvrières en sous-main : pour ceux qui n'exportent pas, c'est la seule chance d'éviter la crise.

« *Somme toute,* conclut M. R., *le gouvernement a le choix entre la récession pour tout de suite et l'assainissement de la situation pour demain, ou un peu de prospérité aujourd'hui et demain une véritable crise. Personnellement, la première formule me paraît meilleure. Mais pour qu'elle réussisse, il faudra empêcher les syndicats de prendre d'assaut le blocage des salaires. En fin de compte, la réussite du plan gouvernemental va dépendre de l'attitude des salariés autant que de celle des industriels et des commerçants.* »



Les prix de détail de 1955 à 1958

LES CALCULS GOUVERNEMENTAUX

Pour connaître, après celui de M. R., le point de vue d'un salarié, nous avons interrogé M. L., ouvrier professionnel et militant syndicaliste dans une entreprise métallurgique de la région parisienne.

M. L. gagne actuellement 50.000 francs environ par mois pour 40 heures par semaine. L'année dernière et jusqu'au printemps dernier, 46 heures hebdomadaires étaient courantes dans son entreprise, et M. L. se faisait plus de 60.000 francs par mois, l'heure supplémentaire étant payée 50 % au-dessus du tarif.

Vacances d'hiver en Israël

En plus du soleil de l'Est méditerranéen dont vous pourrez profiter pleinement, vous passerez des vacances d'hiver à bon marché dans les Maisons d'accueil des Kibboutz.

Vous verrez vivre et travailler le Kibboutz ; vous pourrez conduire un tracteur, cueillir des oranges, planter des arbres ou, plus simplement, vous reposer sur les plages privées que possèdent certains Kibboutz.

Circuit de 11 jours, vols sur les excellents Britannias de la Compagnie EL AL.

Une jeune et belle Israélienne exécutant une danse folklorique

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

— Ne croyez pas, dit M. L., que je suis un cas isolé. Rien que dans la Seine, il y a par mois 500.000 heures de travail de moins pour la métallurgie. Tous les syndicats vous diront que le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés a baissé de 10 à 15 % depuis le printemps. Si vous regardez les indices officiels des prix et des salaires, vous ne pouvez pas comprendre ça. C'est que ces indices sont calculés sur le taux horaire ; mais est-ce qu'ils vous disent combien d'heures on travaille ?

Vous ne tirerez rien non plus des indices officiels des prix de détail : ils sont faits pour tromper le monde. A les en croire, le coût de la vie n'a augmenté que de 21 % en deux ans. Mais si vous prenez le bulletin statistique de l'I.N.S.E.E., vous lirez noir sur blanc : le panier type de la ménagère a augmenté d'environ 50 % depuis janvier 1957.

M. L. énumère en vrac les hausses de prix que devra absorber son salaire bloqué — théoriquement il est vrai — par ordonnance gouvernementale (seul le salaire minimum de 21.000 francs étant augmenté de 900 francs par mois) :

— Hausse de 5 à 10 % sur les loyers des logements modestes ;

— Gaz, électricité et charbon domestique augmentent de 4,5, 6 et 11 % respectivement ;

— le pain augmente de 3 %, les confitures de 8 %, les pâtes de 10 %, le lait de 4 francs par litre.

Quelle augmentation cela représente-t-il pour le coût de la vie ?

— D'après le gouvernement, dit M. L., *tout cela devrait faire 5 à 8 % de hausse. Mais je demande à voir. Qui est-ce qui va empêcher les commerçants et les agriculteurs d'augmenter les prix des produits non contrôlés ? Vous vous rappelez qu'en automne la viande montait dans les boucheries pendant qu'elle baissait à la Villette ?*

UNE BAISSE DE 10 % ?

M. L. estime à 10 % la nouvelle réduction que va subir le pouvoir d'achat des salariés.

— Peut-être qu'on se plaindrait moins, dit M. L., *si on avait l'impression que les « sacrifices » demandés par le gouvernement sont équitablement répartis et qu'ils servent à quelque chose. Mais à quoi servent-ils ? A permettre la dépense de 800 milliards, rien que pour l'Algérie. Je vous demande un peu : pourquoi est-ce que les salariés paieraient la guerre d'Algérie pendant que les autres se sucrent ?*

En s'aidant d'une feuille couverte de chiffres, M. L. fait alors une longue démonstration de « l'iniquité » des mesures fiscales de M. Pinay. Voici ses chiffres, qui peuvent être vérifiés :

Le total des nouvelles charges, directes et indirectes, est de 550 milliards : 240 milliards de subventions supprimées et 310 milliards d'impôts nouveaux.

● LES SOCIÉTÉS ANONYMES ne souffriront guère de la suppression des subventions : pour l'énergie et les transports, elles conserveront des tarifs de faveur. Seul les frappera le relèvement de l'impôt sur les bénéfices qui passe de 46,5 à 50 % et représente 78 milliards de majoration.

Cette majoration, toutefois, est plutôt une exonération. En 1958, en effet, les sociétés avaient dû payer 110 milliards d'impôts exceptionnels, qui ne devront plus être payés en 1959. Bénéfice net pour les sociétés : 32 milliards.

● LES AGRICULTEURS paieront 4,5 milliards d'impôts directs supplémentaires sur les gros revenus. En réduisant la détaxation de l'essence, les subventions du matériel agricole et des engrais, le gouvernement majore d'autre part les frais d'exploitation agricole de 33 milliards. La ponction du revenu agricole brut est de l'ordre de 10 %.

● LES PROFESSIONS COMMERCIALES ET LIBÉRALES acquitteront 42 milliards d'impôts supplémentaires, dont 14 seront prélevés sur les gros revenus.

● L'ENSEMBLE DES CONSOMMATEURS, quel que soit leur revenu, paiera le reste : 190 milliards sous forme d'impôts indirects (sur le vin, le tabac, l'ensemble des produits fabriqués), plus les 207 milliards de subventions non agricoles que le gouvernement a supprimées.

LE DEBUT DE L'ETE

Ainsi, sur les 550 milliards de charges nouvelles, près de 400 (soit plus de 70 %) seront presque uniformément répartis sur tous les citoyens, riches ou pauvres. La modification du taux de la T.V.A. permettra même au multi-millionnaire de payer 2,5 % de moins sur ses achats de luxe (le taux maximum de la T.V.A. étant ramené de 27,5 à 25 %) tandis que l'ouvrière au minimum vital devra payer 0,5 % de plus sur ses achats d'articles courants (le taux normal de la T.V.A. étant augmenté de 19,5 à 20 %).

— C'est ce que j'appelle une austérité de classe, dit M. L. *On se dirait revenu trente ans en arrière. Liberté pour les prix, camisole de force pour les salaires. Même l'Amérique est plus dirigiste, et égalitaire, que nous.*

M. L. prévoit-il des réactions ouvrières ? Il estime qu'il est trop tôt pour faire des prévisions : la désunion de la gauche, la défaite psychologique subie en novembre, le chômage et la crainte du chômage rendent peu probables de grandes batailles syndicales. M. L. croit qu'il faudra plusieurs mois aux travailleurs pour se ressaisir. Il lui paraît exclu cependant que les salariés supportent longtemps, sans réagir, les sacrifices nouveaux qui leur sont imposés.

— A mon avis, dit-il, *ça va barder au début de l'été.*

Quelle est, devant tout cela, la perspective du gouvernement ? Sa politique économique libérale ne peut réussir que par la stabilité des prix et la paix sociale. Seulement, telle qu'elle vient d'être conçue, cette politique économique ne peut obtenir le libre consentement de toutes les classes sociales : son iniquité est déjà manifeste, elle apparaîtra bientôt plus clairement.

Pour réussir son expérience économique libérale, le gouvernement pourrait ainsi être contraint à l'usage de la force contre les récalcitrants. Pour obtenir le blocage des salaires, il lui faudra sans doute lancer une armée d'inspecteurs contre les commerçants tentés par les hausses spéculatives. Il lui faudra peut-être mater par la force un mouvement néo-poujadiste. Encore ne sera-t-il pas assuré pour autant de pouvoir maintenir la paix sociale sans une mise au pas des syndicats.

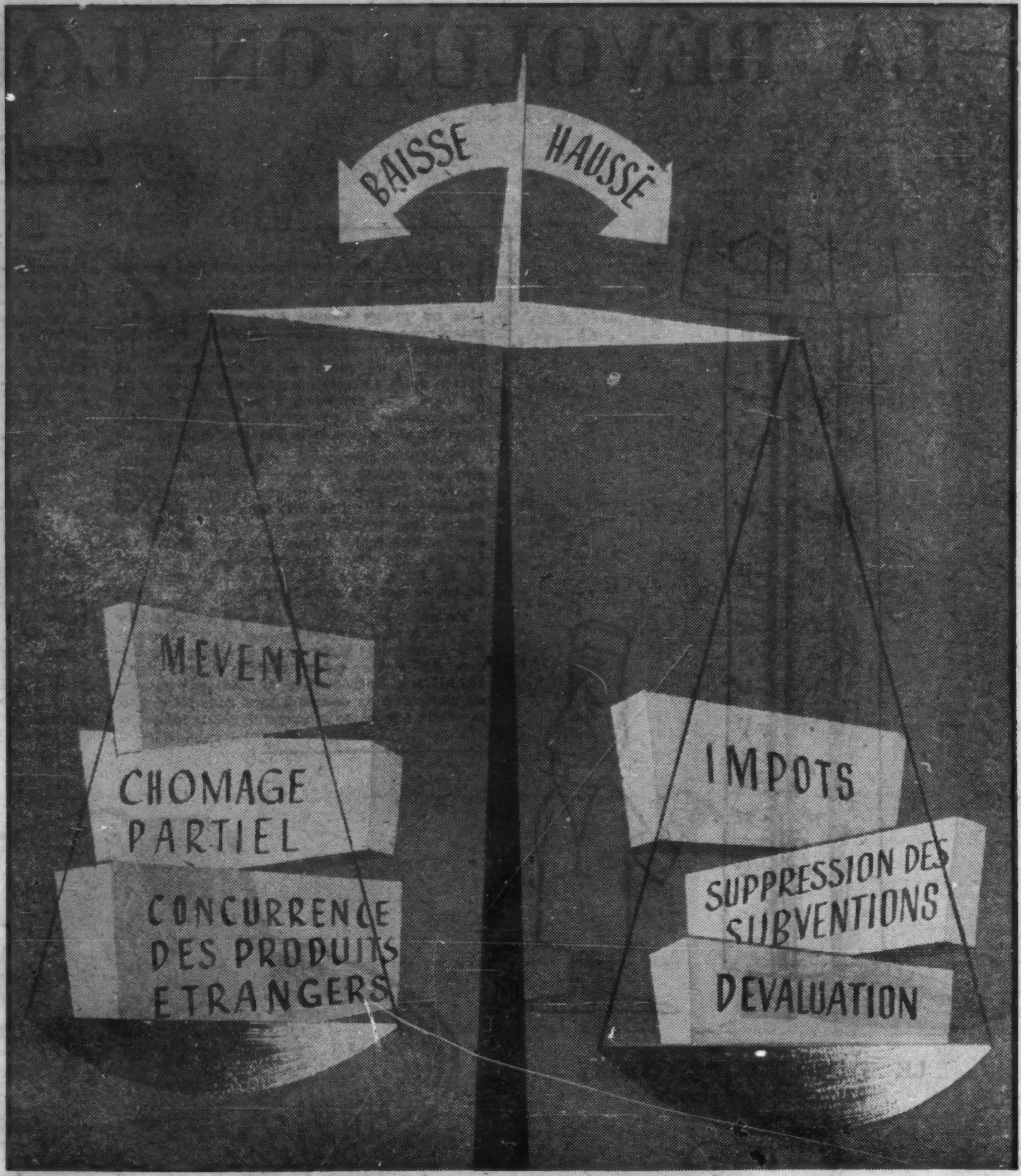
Le libéralisme économique risque ainsi de conduire à une autorité policière. Mais cette évolution, surtout si la récession s'aggrave, sera combattue avec l'énergie du désespoir par toutes les catégories sociales qui en feraient les frais. A moins de pouvoir alléger ses charges extérieures et ses dépenses improductives (Armée et Algérie en particulier) le gouvernement aura des difficultés à venir à bout des résistances.

Pour éviter à la fois les grèves et les révoltes possibles dues à une austérité injuste et pour ne pas avoir à réduire ses charges — si la guerre continue — il pourra être tenté de nouveau par l'inflation. Mais les prêteurs allemands et américains s'y opposent formellement (et c'est même ce qui explique le budget Pinay 59 et sa rigueur).

Ainsi on aperçoit, après le tour d'horizon auprès des entrepreneurs et des salariés, un examen rapide des diverses hypothèses sur les prix et salaires en 59 après les nouvelles mesures, que la solution du problème français n'est pas abordée. On a simplement, en fin de compte, demandé à tout le monde de se restreindre un peu plus — ce que nos charges et la concurrence nous imposaient de toute manière.

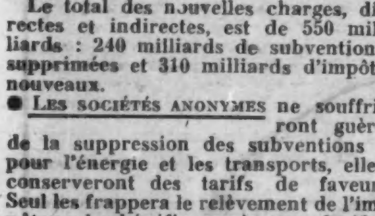
MICHEL BOSQUET.

En raison de l'actualité économique, l'article de conclusion de l'enquête de notre collaborateur Michel Bosquet sur la France dans le Marché commun, est reporté au prochain numéro de « L'Express ».



CE QU'ESPERE LE GOUVERNEMENT

Tout le plan du gouvernement est fondé sur l'espoir d'une hausse des prix modérée (contenue entre 5 et 10 %). Or trois au moins des mesures prises sont des facteurs automatiques poussant à la hausse (voir graphique ci-dessus). Pour freiner et stopper cette hausse inévitable le gouvernement compte sur trois autres facteurs. Mévente et concurrence étrangère : pour freiner les prix. Chômage partiel : pour freiner les revendications de salaires.



LA RÉVOLUTION (LOURDE)

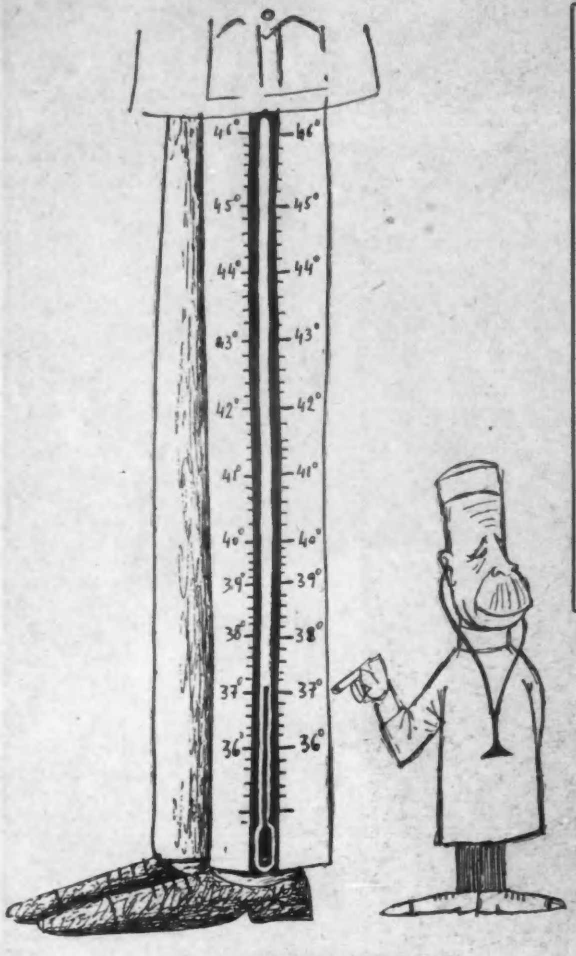
expliquée par TIM

LA plupart des gens éprouvent une grande répulsion pour tout ce qui est économique. Cela leur paraît compliqué, confus et toujours plus ou moins soumis à on ne sait quelles puissances secrètes. Pourtant, s'ils le voulaient, ils découvriraient facilement un monde merveilleux de logique. Pour bien comprendre la portée de la « révolution » économique qui vient de nous être proposée, il suffit de regarder l'application de ce principe révolutionnaire dans des domaines de la vie quotidienne.

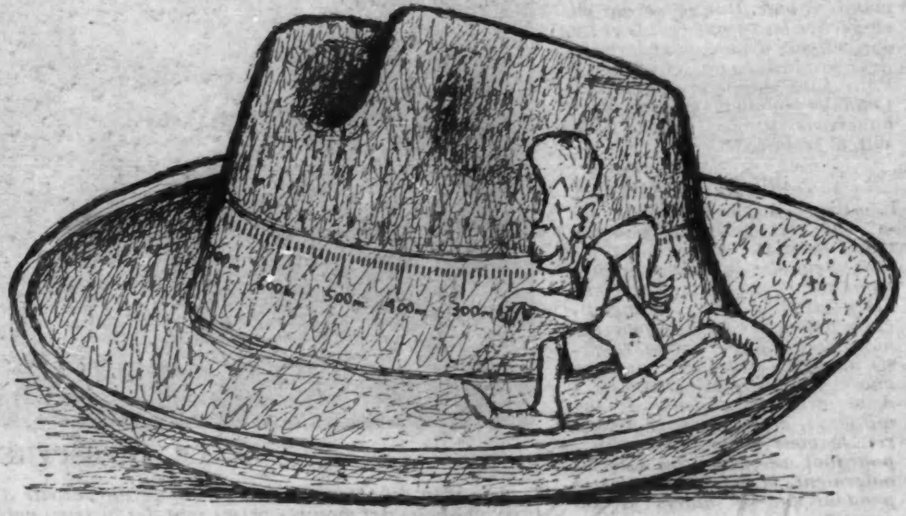
Prenons le thermomètre. Un jour, des médecins ont décidé que toute température supérieure à 37 degrés centigrades signalait chez l'homme un état fiévreux. Rien n'est plus arbitraire. Ils auraient tout aussi bien pu décider que cette température critique était 3,7° (lourds). Qu'est-ce qui nous empêche d'ailleurs de le faire pour éliminer définitivement la fièvre, et donc la maladie ?

Prenons le sport. Le record mondial des courses à pied sur 100 mètres est de 10 secondes. Changeons légèrement le système métrique de façon qu'un mètre (lourd) égale 100 mètres. Entrons dans la pratique : prenons un champion de course à pied sans lui révéler la vérité sur notre nouveau système métrique. Laissons-le partir pour la course de 100 mètres (il ne sait donc pas qu'il s'agit de 100 mètres-lourds, c'est-à-dire 10 kilomètres), on se borne à lui rappeler que le record mondial pour la distance est de 10 secondes. On ne lui demande pas de battre le record. Simplement de l'égaler. Puisque nous sommes dans le domaine de la pratique et non dans celui de la théorie, qu'est-ce que ça peut bien lui faire qu'il s'agisse de mètres ordinaires ou de mètres (lourds). Quand nous aurons réussi à former, ne serait-ce que deux ou trois coureurs à courir le 100 mètres (lourds) en 10 secondes, l'étranger sera bien obligé de s'incliner devant cette performance.

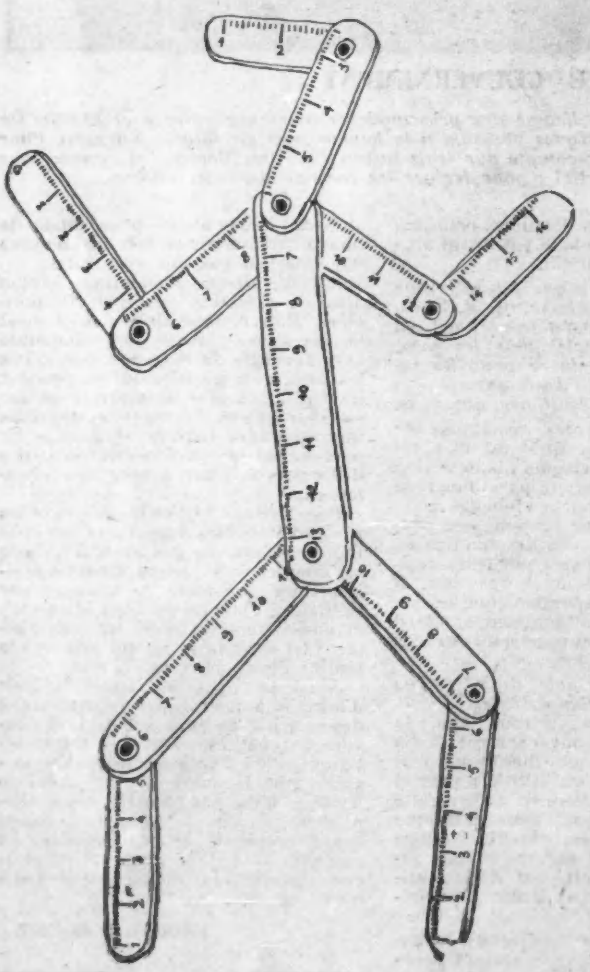
Et nous couronnerons alors notre « révolution » en l'appliquant, enfin, au Temps. Nous déciderons que chaque minute (lourde) dure une heure. Vous voyez immédiatement les applications possibles : pendant une heure (lourde), par exemple, les ouvriers, pour leur salaire horaire — et d'ailleurs on pourrait l'augmenter un peu — travailleront soixante fois plus. Il est facile d'imaginer alors l'abaissement de nos prix de revient, les bénéfices que pourront réaliser nos entreprises et enfin, bien entendu, la rapidité foudroyante avec laquelle nous conquerrons les marchés extérieurs.



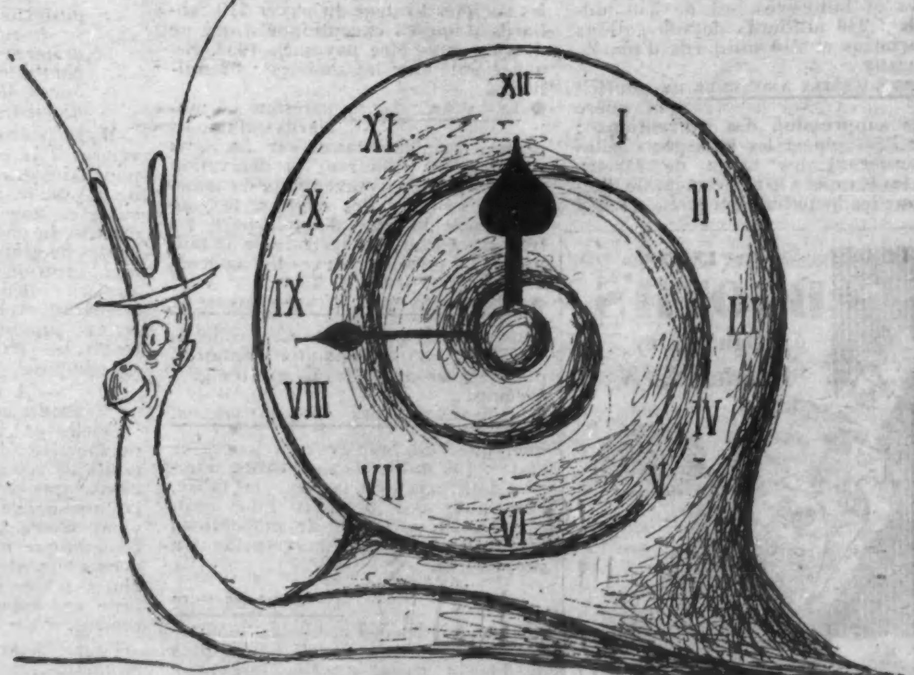
LE THERMOMETRE (lourd)
Pour avoir la santé



LE CENT METRES (lourd)
Pour gagner la course



LE CENTIMETRE (lourd)
Pour assumer la grandeur



L'HEURE (lourde)
Pour conquérir les marchés

ALGÉRIE

Le soulagement

La guerre d'Algérie : en France elle n'existe plus. Jean Daniel, qui a été avec l'armée dans le bled, est stupéfait de ce qu'il entend à Paris, en rentrant.

LORSQU'ON rentre d'un long séjour en Algérie, l'arrivée en France est difficile. Il faut plusieurs jours pour s'adapter. A vrai dire, le divorce a toujours été grand entre les deux opinions publiques, mais il n'avait jamais peut-être revêtu une forme aussi déroutante.

Un fait, surtout, est frappant : pour les métropolitains il semble que la guerre d'Algérie ait disparu. Il n'en est pratiquement plus question. La presse quotidienne d'information est d'une discrétion laconique. Les préoccupations ministérielles ignorent le conflit (sauf pour dire avec le général de Gaulle que « la pacification avance »). La plupart des personnalités qui ont affirmé pendant la campagne électorale que le problème algérien était à l'origine de tous nos maux paraissent l'avoir oublié.

Les raisons profondes de cette volonté d'aveuglement ne sont pas ici en cause. Les résultats sont là : une démission collective conduit les Français à s'installer, avec bonne conscience, dans la « nouvelle pacification ».

LA VERITE DU BLED

Il y a quelques mois, la politique de M. Lacoste écartelait certains citoyens « *entre un lâche soulagement et la honte* ». Aujourd'hui la honte n'existe plus. Elle a disparu grâce au prestige d'un chef dont il est admis qu'il ne saurait couvrir des choses honteuses.

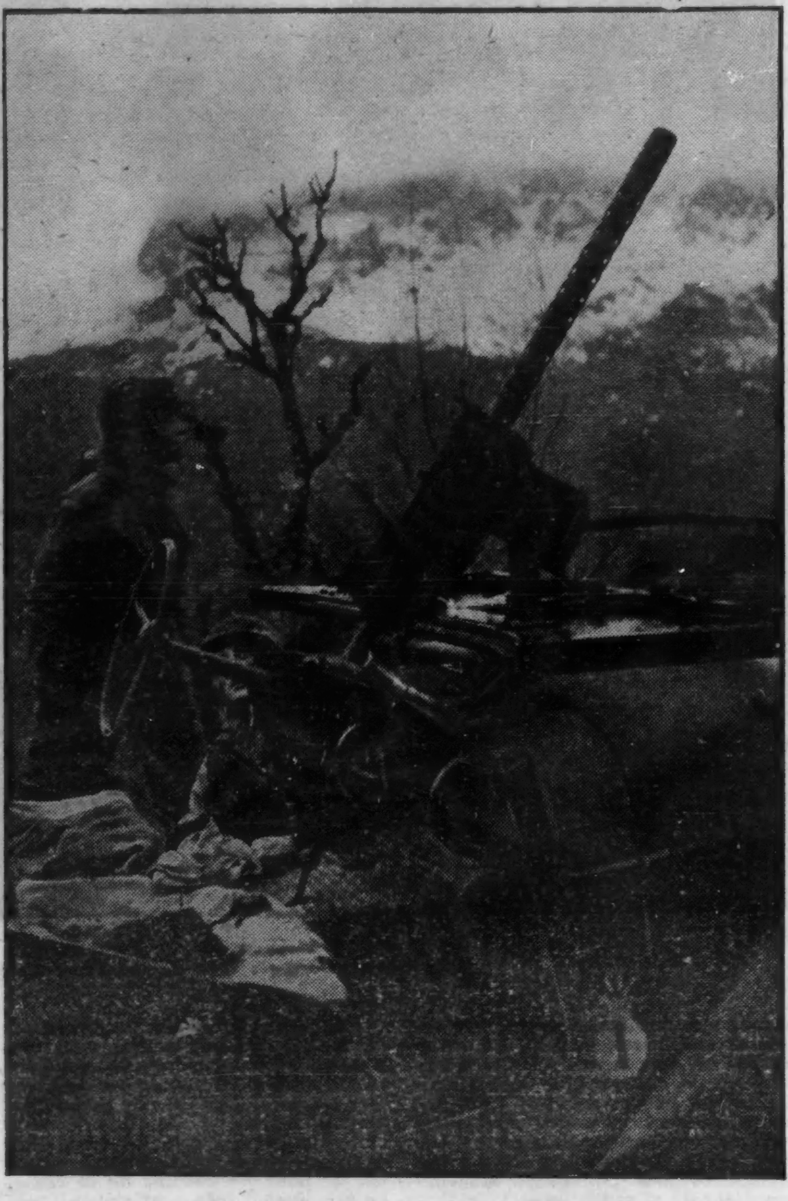
Non seulement la honte a disparu, mais le soulagement ne paraît même plus lâche : le conflit algérien ne peut plus poser de problème puisqu'il n'existe pratiquement plus. Il n'y a là-bas que des bâtisseurs. Les autres, le F.L.N. — ceux dont le combat fait précisément que l'on songe à bâtir aujourd'hui en Algérie — le plus simple est de ne point en parler.

C'est pourquoi je dois dire qu'on se sent beaucoup plus à l'aise, beaucoup plus dans la vérité, en Algérie. Dans l'Algérie du bled. On y rencontre des militaires qui, s'ils font un faux calcul, ne songent pas un instant à minimiser les forces adverses, à sous-estimer les risques et les pertes, à supputer les chances de ce qu'ils savent n'être qu'un pari. On y rencontre des Français qui, au nom d'une fausse conception de l'honneur national, estiment qu'il faut lutter jusqu'au bout, quoi qu'il arrive et de toute façon, mais qui reconnaissent en même temps que cela coûte cher, que cela peut être désespéré.

Ils croient la guerre juste, et l'enjeu digne de sacrifices. Mais ils savent d'expérience, eux, qu'il s'agit d'une guerre véritable, qu'elle est loin d'être terminée, et qu'elle ne saurait se ramener aux égarements de « quelques attardés de la guerre civile ». En bref, si ces hommes se trompent, et tragiquement, soit sur l'efficacité de leur combat, soit sur sa dignité, au moins sont-ils dans la vérité du combat.

« VINGT ANS S'IL LE FAUT... »

On se sent plus à l'aise avec eux parce qu'on part des mêmes prémisses : les réalités de la guerre. Lorsqu'on apprend dans les hauts plateaux algériens qu'un leader F.L.N. a déclaré au général vietminh Giap : « *S'il le faut, nous nous battrons dix ans comme vous, ou vingt ans comme les Chinois* », il ne vient à personne l'idée d'en douter ; surtout pas à ceux qui participent en ce moment à la 5e année de la guerre algérienne. Surtout pas à ceux qui désespèrent devant l'attentisme des élites musulmanes, qui interrogent les chefs de bataillon F.L.N. prisonniers, et qui voient déçues leurs espérances sur des dissidences adverses.



UN COMBATTANT D'ALGÉRIE
Une discrétion laconique.

Sans doute se disent-ils — et j'essayai de montrer pendant mon voyage comment ils y étaient amenés — qu'une grande partie des masses musulmanes est encore disponible et qu'on peut agir sur elles par la justice sociale et la prospérité économique. Mais ils sont nombreux à savoir qu'il s'agit d'une course de vitesse qu'ils ne tentent parfois que pour l'honneur sinon pour le sport.

A Paris, rien de pareil. C'est l'évasion par le silence. J'ai en vain cherché trace d'opérations auxquelles il m'a été donné d'assister personnellement. On ne peut même pas en accuser la 10e Région puisque j'ai lu un communiqué, bref, il est vrai, mais explicite. Prenons l'exemple de cette semaine écoulée.

L'assassinat de la descendance de ces otages français dont nous avons fait des députés, trois embuscades dont l'une très meurtrière, deux sabotages des principales lignes de voie ferrée avec déraillement d'au moins huit wagons, une recrudescence du terrorisme urbain dans cinq villes, dont Bordj et Tiaret : tout cela n'est pas le signe du déclin ou du dernier sursaut. « L'ultime étreinte » que le général Allard envisage sur « le rebelle » est une expression malheureuse et que les militaires du bled avaient bannie de leur vocabulaire, depuis le fameux « dernier quart d'heure ».

C'est pourquoi on souhaiterait au début de l'année 1959 que les options fussent conscientes, et que même si les Français se résignent au pari de la pacification des bâtisseurs, ce soit en connaissance de cause. Il ne faut rien cacher des éventuels excès du F.L.N., du caractère bénéfique (à très long terme) des réalisations sociales et économiques et des intentions égalitaires d'une partie de l'armée qui, là où elle est bien commandée, se comporte avec honneur. Mais c'est se dérober au plus simple devoir que de ne pas rappeler, sans cesse et de façon lancinante, le prix actuel, croissant, tragique du conflit.

CE QU'IL FAUT SAVOIR

Et d'abord, en parlant des méthodes. *Il faut savoir, être convaincu que tant que durera la guerre, celles-ci peuvent être atténuées, non transformées.* L'objectif étant les populations, le moyen étant le renseignement, on n'empêchera jamais un fonctionnaire d'être tenté de « pousser » son interrogatoire jusqu'aux aveux...

Ensuite on voudrait simplement que les Français pensent du F.L.N. ce que les officiers d'Algérie en pensent : qu'il n'a pas de problème d'effectifs. Réfléchir sur cette seule affirmation peut mener très loin.

Enfin la poursuite de la guerre d'Algérie conduit inévitablement à la mise en cause de la Communauté, à la rupture progressive avec le monde arabe, et à une alliance occidentale belliqueuse autour de l'enjeu algérien.

Cela, jusqu'au jour où les Etats-Unis changent de politique arabe : c'est ce qui vient d'arriver, et au Moyen-Orient, et à l'O.N.U. Jusqu'au jour où les Allemands demandent des garanties avant de s'engager dans l'entreprise saharienne : Adenauer en a demandé à de Gaulle. Jusqu'au jour où l'on n'a plus le choix qu'entre l'isolement et les concessions.

C'est le moment aussi, me semble-t-il, au seuil de la nouvelle année et de la formation du nouveau gouvernement, de rappeler ces évidences à ceux qui (comme M. Robert Buron ou M. Edmond Michelet, par exemple) déclaraient participer à l'expérience gaulliste pour faciliter des pourparlers, qu'ils jugeaient indispensables, avec les nationalistes algériens.

JEAN DANIEL.

ENSEIGNEMENT

L'illusion d'une réforme

Depuis la Libération une des réformes les plus nécessaires, les plus urgentes, celle de l'éducation nationale, est restée dans les dossiers. Elle s'apprête à en sortir. Dans quel état ?

DEPUIS 1945, l'enseignement français vit dans l'attente d'une réforme de structure. Certes, au cours de ces treize années, les projets n'en ont pas fait défaut, lentement élaborés sous un ministère, hâtivement abandonnés dès qu'une autre équipe s'installait au pouvoir. Mais qu'en reste-t-il ?

Le rapport Langevin-Wallon (1947), les projets Depreux (1948), Delbos (1949), Marie (1953), Berthoin (1955), et Billères (1957), jalonnent sans résultat pratique cette longue et obscure période. Pourtant, le 19 décembre, un nouveau projet Berthoin était examiné et approuvé en Comité interministériel : c'est lui, selon toute vraisemblance, qui sera promulgué avant l'expiration des pouvoirs spéciaux. Les vigoureuses critiques dont il est déjà l'objet prouvent qu'une législation aussi exceptionnelle n'était pas superflue pour son adoption.

Mais pour comprendre la nécessité, et apprécier les réalités d'une telle réforme, il est tout d'abord indispensable de bien savoir « ce qu'il y avait à réformer ».

> « *En vérité*, écrit M. Raymond Poignant, qui fut longtemps conseiller technique de M. Billères à l'Education Nationale et rapporteur du fameux plan Le Gorgeu, *notre enseignement est resté prisonnier de structures administratives et de cloisonnements qui sont le reflet des structures sociales du XIXe siècle. Loin d'élever largement tous les enfants qui le méritent, quel que soit leur milieu social, vers les cimes de la culture, il continue plus ou moins à les canaliser en fonction de leur origine sociale ; loin de constituer un moteur, un accélérateur du brassage social, il constitue un frein.* »

La carence fondamentale de l'enseignement français est ainsi clairement définie.

VIRAGE DANGEREUX

Jusqu'à l'âge scolaire de 11 ans, pourtant, nul motif d'alarme. Même l'existence des classes élémentaires des lycées, face à l'école primaire, n'altère pas sensiblement l'unité de notre enseignement de base réparti sur cinq années. Par contre, dès ce premier cycle achevé, surgit tout à coup la bifurcation décisive, le choix brusquement offert entre les trois dernières années de la scolarité primaire obligatoire, et l'entrée en 6e dans un lycée, collège, cours complémentaire, voire collège technique.

Alors, tout se décide. Souvent même tout se joue.

Les plus récentes statistiques nous apprennent qu'environ 38 % seulement des enfants, arrivés à ce stade, entrent en 6e. Qu'advient-il donc des 62 % ? Sont-ils définitivement condamnés à ne pouvoir s'élever au-dessus du primaire ? Théoriquement non.

Au total cependant, à peine 2 % des enfants qui sont demeurés à l'école primaire jusqu'à

→

Avec l'honnêteté et le sérieux des Maisons de qualité
NICOLL
La Tradition Anglaise du Vêtement
29, RUE TRONCHET
vous propose
à titre exceptionnel
jusqu'au 6 janvier
son
SMOKING ou HABIT
SUR MESURES
en granité noir ou bleu nuit
à 39.000 francs
Coupe et façon
NICOLL
Maison de confiance fondée en 1820

→

14 ans s'engagent ultérieurement dans l'enseignement secondaire.

Les autres ont pratiquement perdu l'essentiel de leurs chances d'accéder un jour par le canal des études secondaires ou supérieures aux postes ou emplois considérés comme « dirigeants ».

Or, comment réagissent les différentes catégories sociales devant ce choix décisif ? Là encore, les statistiques nous enseignent que :

— 13 % des enfants d'ouvriers agricoles entrent dans une 6e.
— 16 % des enfants de cultivateurs.
— 21 % des enfants des ouvriers de l'industrie.
— 39 % des enfants de commerçants et d'artisans.
— 43 % des enfants d'employés et de contremaîtres.
— 47 % des enfants de petits fonctionnaires.
— 81 % des enfants de cadres de l'industrie et du commerce.
— 86 % des enfants des hauts fonctionnaires.
— 87 % des enfants des membres des professions libérales.

MILIEU SOCIAL ET POSITION GEOGRAPHIQUE

Dès lors, impossible de parler d'une véritable liberté du choix. Quatre facteurs apparaissent au contraire déterminants pour l'orientation de celui-ci.

Tout d'abord, la « réussite scolaire ». Il est évident que le « bon élève » de l'école primaire est en général encouragé par son maître à franchir le seuil du secondaire, et inversement, bien que la valeur de telles indications se révèle le plus souvent peu probante.

Vient ensuite le « niveau de vie » : un faible revenu familial ou un grand nombre d'enfants feront hésiter les parents devant la poursuite d'études longues et coûteuses.

Néanmoins, le troisième facteur, le « milieu social », s'affirme comme beaucoup plus fort. On ne peut affirmer, en effet, qu'un enfant de petits fonctionnaires soit économiquement plus favorisé qu'un fils d'ouvrier. Or, la comparaison des pourcentages cités plus haut est éloquente : ils varient du simple au double entre deux catégories sociales dont l'une nourrira l'ambition d'une certaine promotion intellectuelle et sociale, et l'autre visera surtout, en revanche, la mise au travail rapide de ses enfants, le certificat d'études qui a suffi au père pouvant bien également convenir au fils.

Enfin, le facteur géographique n'est pas négligeable non plus, notamment dans les campagnes où l'éloignement d'un lycée ou collège fera souvent préférer, à l'entrée en 6e, trois dernières vagues années passées à l'école du village.

S'il fallait une preuve supplémentaire du rôle joué par ces deux ultimes facteurs dans le déséquilibre actuel de l'enseignement français, il suffirait de celle-ci trouvée au sommet de l'édifice, c'est-à-dire dans l'enseignement supérieur : les étudiants issus de familles d'agriculteurs et d'ouvriers ne représentent encore que 7 à 8 % de l'ensemble alors que ces deux groupes sociaux réunis totalisent plus de la moitié de la population française.

Tous les problèmes d'ordre théorique et pratique posés par la réforme de l'enseignement pourraient donc se résumer ainsi : faire de la porte étroite qui mène encore à la 6e un seuil largement ouvert sans distinction de passé scolaire, de situation économique, de milieu social ou de répartition géographique.

Il ne s'agirait d'ailleurs pas d'une simple mesure de justice en faveur de ceux qui en bénéficieraient soudain mais d'une chance réelle offerte au pays.

La démocratisation totale de l'enseignement est en effet devenue l'une des conditions primordiales de notre expansion économique. Pour celle-ci, le rythme beaucoup trop lent de la formation de nos cadres est en effet paralysant.

Alors qu'il nous faudrait produire chaque année 12 à 13.000 ingénieurs au lieu de 4 à 5.000 et augmenter pareillement le nombre de nos licenciés scientifiques pour pouvoir recruter normalement professeurs et chercheurs, on constate qu'en l'absence d'une véritable orientation scolaire, à peine un tiers de nos bacheliers possèdent une formation scientifique solide et que, parmi ceux-ci, beaucoup s'orientent vers la médecine et même le droit. Or, comment parvenir à multiplier leur nombre (environ 8.000 par an se dirigent vers des disciplines réellement scientifiques) sinon en faisant largement appel aux enfants des classes sociales populaires actuellement encore si mal utilisés ?

Progrès social et progrès économique sont donc étroitement liés dans les impératifs d'une véritable réforme de l'enseignemenf.

(Rapho.)

DES PETITS DE LA COMMUNALE
Malgré la « réforme », peu de chances pour ceux-ci...

ECOLES MOYENNES D'ORIENTATION

De tous les projets envisagés puis abandonnés — et avant d'en arriver au dernier en date — il apparaît que le projet Billères fut peut-être celui qui contenait les solutions les plus efficaces à l'ensemble des problèmes posés.

Ses deux principes essentiels étaient : prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, mais surtout de l'école unique jusqu'à 13 ans, grâce à la création d'un nouvel enseignement dit « enseignement moyen » donné dans des établissements dénommés « écoles moyennes d'orientation ».

Au fameux choix survenant jusqu'ici à l'âge de 11 ans, et dont nous avons vu les facteurs décisifs et les graves inconvénients, se substituait en effet un « cycle obligatoire d'orientation » de deux ans, commun à tous, correspondant aux classes de 6e et 5e et dispensant un enseignement du 2e degré avec algèbre et langue vivante. C'était le principe du « tronc commun » mis en avant par les différents autres textes, mais sensiblement réduit puisque le rapport Langevin-Wallon l'avait fixé à quatre ans et le projet Depreux à trois.

Afin de rendre cet enseignement réellement commun à tous, sans distinction d'aucun ordre, des établissements totalement autonomes devaient être créés qui, sans doute, pourraient parfois bénéficier de locaux déjà existants (lycées, collèges, etc.) mais devraient aussi fréquemment surgir du sol pour les besoins de la cause. Ce problème d'ordre matériel et financier n'était pourtant pas le plus difficile. Celui de la formation et du recrutement du personnel enseignant se posait de façon autrement plus ardue, si l'on voulait que tous les enfants bénéficiassent de maîtres d'égale qualité à l'instant même où commençait à se faire sentir le poids de la forte natalité d'après guerre. Il s'agissait, en effet, du jour au lendemain, d'encadrer chaque année de 800.000 à 1 million d'élèves avec des professeurs dignes de l'actuel enseignement secondaire, donc non seulement de susciter de nouvelles vocations, mais aussi de former et de promouvoir l'instituteur, d'en faire un « enseignant à part entière ». Tâche complexe et de longue haleine.

DISPATCHING SCOLAIRE

Pour les campagnes, un « ramassage scolaire » était prévu, avec regroupement des enfants dans les chefs-lieux de canton, d'arrondissement et les petites villes départementales, où des « écoles moyennes » étaient créées. Dans 50 % des cas, celles-ci devaient prévoir l'internat. Mais le projet Billères donnait évidemment une chance jusque là inespérée aux jeunes paysans d'échapper en temps utile à l'inévitable cul de sac de la campagne ou même de la ville où ils arrivaient sans formation appropriée et donc souvent promis aux plus bas emplois.

Grâce à une telle réforme, une orientation selon leurs qualités leur était au contraire proposée, et à ceux qui resteraient à la terre, une chance d'acquérir de plus solides connaissances de base par la prolongation de l'enseignement obligatoire.

Au bout de deux ans communs dans ces écoles moyennes d'orientation, on conseillait donc officiellement les parents sur la suite qu'il conviendrait de donner aux études de leurs enfants.

Aux uns, on suggérait la poursuite de celles-ci au lycée, soit classiques (le latin apparaissait seulement alors) soit scientifiques, conduisant aux différents baccalauréats.

Aux autres, le cours complémentaire jusqu'à 17 ans (« collèges d'enseignement général court ») qui délivrait une sorte de « baccalauréat général court » ou de « brevet d'études générales » dont le titre n'avait d'ailleurs pas été déterminé exactement.

Aux troisièmes, enfin, était offerte la possibilité de passer leurs trois dernières années d'études dans des « écoles terminales » strictement limitées à l'âge de 16 ans, où l'on continuait à faire une langue vivante et des mathématiques, mais où l'on imprimait également une formation professionnelle industrielle ou agricole.

Evidemment, nul n'était obligé de suivre les conseils donnés, et tel fils d'industriel, jugé théoriquement inapte au secondaire, pouvait parfaitement y persévérer s'il réussissait son examen de passage dans la classe supérieure. Néanmoins, ce système présentait l'immense avantage de « pomper » dans les milieux sociaux jusque là sacrifiés, les sujets doués, alors que dans le type d'enseignement précédent, ils étaient, pour la plupart, ignorés, donc perdus.

Tel était dans l'essentiel le projet

(Paris-Match.)

DES GRANDS DU LYCÉE
...de devenir ceux-là.

Billères, à la fois modeste (durée réduite du « tronc commun ») et ambitieux (un plan quinquennal devait permettre sa mise en application).

La principale critique qui lui fut adressée portait d'ailleurs sur l'âge où était prononcé le jugement d'orientation, c'est-à-dire 13 ans, alors qu'il eût semblé préférable d'attendre deux années supplémentaires et l'âge de la puberté qui, sur un plan intellectuel, déclenche une évolution considérable. « *De toute façon*, répondaient les auteurs du projet, sans nier la valeur de l'objection, *un petit « tronc commun » de deux ans est préférable à son absence totale* ».

CHACUN CHEZ SOI A ONZE ANS

Le nouveau projet Berthoin qui serait donc bientôt promulgué, conserve évidemment la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, mais ne l'appliquera pour la première fois qu'aux enfants atteignant l'âge scolaire de base (6 ans) en octobre 1959. Elle ne prendra donc réellement effet qu'en 1967, et jusqu'à cette date, aucune des générations actuellement engagées dans leur carrière scolaire n'en bénéficiera. Déjà, la Fédération de l'Education Nationale s'élève contre cet étrange délai.

D'autre part, le projet Berthoin reprend l'idée d'un « cycle d'observation » de deux ans (à noter que chez Billères il s'appelait « cycle d'orientation ») correspondant aux classes de 6e et 5e mais se montre sur ce point fort en retrait par rapport au texte précédent. En effet, au lieu de rechercher ce brassage total des différentes catégories scolaires auquel devaient aboutir les « écoles moyennes d'orientation », chacun restera désormais chez lui au cap fatidique des 11 ans, et les « cycles d'observation » feront partie intégrante des différents établissements où ils seront restitués.

Autrement dit, les trois enseignements parallèles et cloisonnés demeurent, même si quelque direction pédagogique commune vient à être créée entre les lycées et les cours complémentaires.

CLASSES PASSERELLES

Tel qu'il est actuellement défini, le « cycle d'observation » fonctionnerait de la manière suivante : les élèves admis en 6e recevraient tout d'abord un enseignement uniforme durant le premier trimestre. A la fin de celui-ci un conseil — jugé prématuré par beaucoup — serait donné aux familles et les enfants invités, selon leurs capacités, à passer dans un des types d'enseignement classique, moderne ou pré-technique. Ainsi, l'élève doué en grammaire serait-il immédiatement lancé vers le latin et tel autre s'en verrait-il peut-être définitivement écarté, ce qui semble, à ce stade, bien imprudent.

A la fin de la 6e, un nouveau conseil confirmerait ou non l'orientation du premier. Enfin, à l'issue du cycle, un examen de passage en 4e serait institué pour les enfants qui ne désireraient pas suivre les avis d'orientation.

Par ailleurs, pour les élèves qui n'auraient pas été admis dans ce « cycle d'observation » (c'est-à-dire ceux des écoles primaires) une classe « passerelle » correspondant à la 4e tenterait de les « récupérer » à l'âge de 13 ans et de leur donner une chance de rejoindre leurs camarades plus favorisés. Chance bien minime et illusoire, disent les critiques du projet, pour l'enfant qui, jusqu'à 13 ans, sera demeuré à l'école du village sous la coupe d'un instituteur unique, alors que le cycle d' « orientation » prévu par le projet Billères permettait au contraire de mettre tous les enfants du même âge dans des conditions égales, et de les « jauger » en diminuant les risques d'omission.

GARDER SES PRIVILEGES

Pour les élèves des cours complémentaires, cet aménagement atténué du projet Billères doit néanmoins avoir d'heureuses conséquences. La commission d'orientation pourra en effet à l'issue de la 5e envoyer certains d'entre eux au lycée, alors que jusqu'à présent les mêmes bons éléments ne pouvaient être sauvés qu'à la fin de la 3e.

Quant aux 62 % de l'école primaire — c'est en majorité des fils d'ouvriers et de paysans — ils resteront dans une situation sensiblement inchangée, à ce détail près que de 14 à 16 ans, leur sera offerte une sorte de préformation professionnelle s'ajoutant à un complément de leurs études de base et comportant de véritables options.

Mais la grande masse demeurera perdue pour la promotion sociale dont le secondaire pouvait lui ouvrir la voie si l'instituteur n'a pas la clairvoyance et l'esprit de persuasion nécessaires pour orienter dès l'âge de 11 ans ses sujets les plus doués vers le lycée, plutôt que de les garder encore trois ans avec lui et de ne leur laisser que la chance très hasardeuse d'une « quatrième de rattrapage ».

Deux facteurs semblent avoir été déterminants sur l'ensemble de ces décisions quant à leur caractère antidémocratique par rapport au projet Billères : l'un est d'ordre social, l'autre économique.

Il est tout d'abord évident que l'action de diverses associations de parents d'élèves s'est révélée puissante. Les enfants qui entrent dans les classes de 6e des lycées et collèges y trouvent actuellement ce que l'enseignement français offre de mieux : des agrégés et des licenciés. Ils sont donc manifestement des privilégiés et leurs parents veulent conserver ce privilège.

Or, s'il s'agissait d'encadrer tout d'un coup de 800.000 à 1 million d'enfants dont 62 % étaient promis au seul instituteur de l'école communale, au brassage des catégories scolaires devrait correspondre fatalement un égal brassage du corps enseignant. D'où l'inconvénient pour la clientèle ordinaire des lycées et collèges qui fait alors jouer ce réflexe égoïste :

> « *Non seulement nos enfants vont être mis en concurrence avec les enfants de tous les milieux, mais nous n'aurons même plus pour eux la garantie d'un maître licencié : empêchons cette réforme.* »

D'autre part, le projet Billères offrait aux yeux de la rue de Rivoli un grave défaut : son article final qui réclamait 54 milliards par an pour appliquer la réforme. Le projet Berthoin, lui, ne coûtera pratiquement rien, du moins jusqu'à la prolongation effective de la scolarité obligatoire. C'était évidemment dans la conjoncture actuelle l'argument le plus susceptible de jouer en sa faveur.

REORGANISATION OU REFORME ?

A l'heure où les pays de l'Est annoncent précisément des dispositions spectaculaires ayant pour objet de combattre l'existence de certaines stratifications sociales dans l'enseignement — ce qui ne va d'ailleurs pas sans opposition — on ne pourra s'empêcher de leur comparer un ensemble de mesures présentées sous le vocable de « réforme » et qui ne font, elles, qu'accentuer les cloisonnements entre les catégories scolaires issues des différentes structures sociales, et risquent même de les entériner pour longtemps sous couvert d'y remédier.

Autant que ces mesures elles-mêmes, les circonstances particulières de leur élaboration appellent d'ailleurs la critique, et dans un récent communiqué, la Fédération de l'Education Nationale dénonçait précisément « *les conditions insolites dans lesquelles le ministre de l'Education nationale a mis au point ce qu'il considère abusivement comme une réforme de l'enseignement. S'agissant d'un problème vital dont la complexité risque d'être méconnue par ceux-là mêmes qui prétendent la résoudre dans une semi-clandestinité, la Fédération estime que l'extrême discrétion observée par le ministre est particulièrement dangereuse.* »

Certes, plusieurs aspects particuliers de la réforme Berthoin ne manqueront pas d'être accueillis favorablement, notamment celui qui accorde aux diplômes de fin d'études délivrés par l'enseignement technique la même valeur que le baccalauréat pour l'entrée dans les facultés. Néanmoins, il s'agit là d'une réorganisation partielle beaucoup plus que d'une réforme puisque les vrais problèmes ont été soigneusement éludés.

Hélas ! au « Journal officiel », c'est bien de « réforme » qu'il s'agira. Le terme fait à la fois image et illusion.

Mais sa véritable et profonde réforme de structure, l'enseignement français l'attend toujours.

Il risque désormais de l'attendre longtemps.

THOMAS LENOIR.

E.
Productivité
OUT. 44-26 +
AIGLE
Équipez vos bureaux avec le mobilier indispensable à l'activité moderne des affaires
ÉTS AIGLE - 51, rue Vivienne. - PARIS 2e
(Angle des Boulevards) Parking dans l'immeuble
ACTUELLEMENT :
SOLDES fins séries Bureaux Direction, chêne, acajou ou métal. Prix sans suite. Quantités limitées

U. R. S. S.

La première des sept

1959 ! Première année d'un gigantesque pari, pour le monde communiste, résolu à dépasser l'Occident. K.S. Karol montre à quoi tendent les mesures que vient de prendre M. Kroutchev.

(Hsinhua News Agency.)

NIKITA KROUTCHEV ET MAO TSÉ TOUNG
« C'est à table qu'on juge le bortch. »

LES quinze derniers jours de l'année 1958 ont été marqués à Moscou par une effervescence législative sans précédent dans l'histoire récente de l'U.R.S.S. Le comité central du P.C., puis le Soviet suprême, ont siégé tour à tour pour mettre le point final à un train de réformes allant de la révision du code pénal à celle du système d'enseignement, en passant par les projets de développement de l'agriculture et l'élaboration du budget pour l'année 1959. Chaque matin, la « Pravda » publiait plusieurs pages supplémentaires expliquant aux Soviétiques la lettre et l'esprit des nouvelles lois.

A suivre de loin cette avalanche de nouveautés, on avait l'impression qu'un gouvernement au mandat limité par le temps s'efforçait d'utiliser au maximum les délais disponibles pour faire passer toutes les réformes du système qu'il s'était promis de réaliser. On sait pourtant que le président du Conseil soviétique n'a pas à compter avec l'expiration prochaine de « pouvoirs spéciaux » et que son mandat ne prend pas fin au début de 1959. **Les raisons de l'accélération du train de réformes soviétiques sont ailleurs.**

CINQ ANS DE FLOTTEMENT

Il suffit de regarder les titres qui accompagnent cette fois-ci chaque nouvelle loi. Ainsi, le budget de 1959 s'appelle déjà « le budget de la première année du plan septennal » et la référence à cette période nouvelle qui s'ouvre le 1er janvier revient sans cesse dans tous les éditoriaux, dans tous les discours, bref dans tout ce qui se passe et qui se fait actuellement en U.R.S.S.

C'est que ces quinze derniers jours de l'année 1958 marquent la fin d'une époque de flottement et de mise en ordre de l'héritage stalinien, époque ouverte presque aussitôt après la mort du dictateur et officiellement caractérisée au cours de la session plénière du comité central du P.C. de l'U.R.S.S. en septembre 1953.

Les héritiers de Staline avaient alors ouvertement reconnu que les anciennes méthodes ne permettaient plus le développement harmonieux de l'économie, que le retard de l'agriculture constituait un goulot d'étranglement insurmontable, que des méthodes de gestion et de planification nouvelles étaient indispensables.

La remise en ordre a duré cinq ans pendant lesquels la Russie a mis en sommeil la planification à long terme, tandis que les principaux dirigeants s'affrontaient dans une implacable lutte doctrinale. M. Kroutchev, on le sait, s'est finalement imposé et ce sont ses conceptions administratives et économiques qui ont été mises en application.

LES « MALFAITEURS »

Après avoir imposé une réforme de la structure industrielle (création de sovnarkhozes) et du régime kolkhozien (suppression des stations de machines et de tracteurs), le premier secrétaire du P.C. de l'U.R.S.S. a annoncé au milieu de novembre dernier qu'il considérait son pays mûr pour entamer une nouvelle et gigantesque entreprise.

Ce jour-là, il a présenté les « chiffres de contrôle » du plan septennal qui doit démarrer le 1er janvier 1959. Son objectif est de dépasser en 1965 le niveau économique des pays capitalistes les plus développés et de relever d'une façon spectaculaire le niveau de vie des travailleurs soviétiques.

Tout est désormais subordonné à l'accomplissement de cette entreprise et les réformes effectuées dans des secteurs apparemment très éloignés de l'économie n'ont été réalisées que parce que ces secteurs constituent des rouages importants de la machine septennale.

Ainsi la révision et la libéralisation du code pénal constituent une condition préliminaire exigée par les cadres techniques soviétiques pour marquer la différence entre les nouvelles conceptions et les méthodes qui prévalaient à l'époque des plans quinquennaux staliniens.

L'industrialisation forcée entreprise en 1928 reposait sur le principe juridique de la responsabilité individuelle de chaque exécutant du plan. Le « Gosplan » fixait la tâche de chaque entreprise, de chaque machine-outil, mais les exécutants étaient seuls responsables, devant la loi, de l'accomplissement des normes — souvent fixées sans tenir compte des possibilités réelles.

UNE FIGURE RASSURANTE

A la moindre défaillance, le directeur de l'usine ou son ingénieur en chef devenaient « ennemis du peuple » ou « vrediteli » (malfaiteur) et allaient grossir la grande armée des travailleurs forcés qui mettaient en valeur les régions pour l'exploitation desquelles on ne trouvait pas de volontaires. Le stimulant essentiel était ainsi la menace que faisait peser sur chaque cadre sa « responsabilité personnelle » dans la réalisation du plan.

Ce système a été abandonné dès 1953, mais sa disparition a reçu cette semaine une consécration légale dans le nouveau code pénal. La notion d' « ennemi du peuple » en a pratiquement disparu, ainsi que les articles très vagues — mais qui ont fait tant de victimes — sur la « malfaisance économique ». Le plan septennal kroutchevien doit être exécuté non pas par des méthodes coercitives, mais grâce aux stimulants économiques, grâce à l'initiative librement consentie de l'immense armée des techniciens et des ouvriers soviétiques. La loi les protège désormais contre l'arbitraire suprême et ce n'est plus par crainte des sanctions mais par l'espoir d'une amélioration de leurs conditions de vie qu'ils doivent s'appliquer à la réalisation du plan.

Symboliquement, pour confirmer cette transformation, la session du Soviet suprême s'est attachée à donner une importance particulière à la nomination du nouveau chef de la Sûreté qui, par rapport à ses prédécesseurs, est une figure rassurante pour les Soviétiques. M. Chelepine, en effet, n'a jamais appartenu à l'appareil de la police. Ancien dirigeant des Jeunesses communistes, c'est un « civil ». La fameuse N.K.V.D. passe pour la première fois sous le contrôle d'un homme qui n'a pas été formé dans ses rangs.

La réforme de l'enseignement est elle aussi étroitement liée au plan septennal. Contrairement à la Russie de Staline qui disposait d'un réservoir presque inépuisable de main-d'œuvre rurale, celle de Kroutchev est de plus en plus préoccupée par le problème du recrutement, tant pour son industrie que pour l'agriculture. On a vu, au cours des dernières années, des mobilisations massives de jeunes gens des grandes villes pour les travaux saisonniers de mise en valeur des terres vierges.

La priorité accordée au développement de l'enseignement technique — auquel la Russie doit ses spoutniks et ses fusées intercontinentales — a eu pour résultat que la seule branche où les cadres ne manquent pas est celle des techniciens.

Pour pallier cette difficulté, M. Kroutchev a décidé que tous les jeunes Soviétiques dès l'âge de 15 ou 16 ans entreraient directement dans le circuit productif (dans les usines et dans les kolkhozes) et qu'ils continueraient leur éducation au ralenti, tout en travaillant. Cette réforme déplaira sûrement à certaines couches de la haute bureaucratie soviétique, mais elle est de nature à créer des réserves de main-d'œuvre indispensables à l'exécution du plan septennal.

UNE VICTOIRE DE BOUKHARINE

Enfin, le dernier mais sans doute le plus important sujet de débat au comité central a été, une fois de plus, le développement de l'agriculture. Instruits par leurs expériences passées, les dirigeants soviétiques savent qu'il s'agit là du secteur à la fois le plus difficile à planifier (à cause des impondérables de la nature) et le plus essentiel pour le développement harmonieux de l'ensemble de l'économie.

C'est dans la mesure seulement où l'agriculture pourra progresser au même rythme que l'industrie que les promesses du régime sur l'amélioration du niveau de vie pourront être tenues. Les promesses économiques faites aux exécutants du plan septennal (ce que M. Kroutchev a appelé « le socialisme beurré ») ne pourront être tenues que si les kolkhoziens réussissent effectivement à produire des millions de tonnes de céréales, de coton, de betteraves sucrières, etc., en plus.

C'est pourquoi M. Kroutchev a passé outre à toutes les objections qui lui ont été faites au sujet du régime privilégié accordé aux kolkhozes. Il a freiné l'ardeur de ses amis doctrinaires qui s'indignent de l'extension des lopins de terre individuels. Le premier secrétaire a imposé son point de vue : il faut que l'attrait économique des kolkhozes soit tel que les paysans vendent d'eux-mêmes leurs propriétés personnelles, mais aucune discrimination fiscale ni aucune autre forme de pression ne doit être exercée.

UNE ANNEE DECISIVE

Paradoxalement, pour cette entrée dans l'ère du plan septennal, la Russie a vu renaître le vieux débat sur la redistribution du revenu national entre les villes et les campagnes, sur le danger d'une accumulation des richesses entre les mains des paysans, sur la nécessité de constituer des réserves de capitaux pour la grande industrie, soit au détriment des villes, soit à celui des campagnes.

Ce débat avait divisé gravement le parti bolchevik au moment de l'élaboration du premier plan quinquennal. Il s'était terminé par la victoire de la thèse Preobragenski (nettement défavorable à la paysannerie) sur celle de Boukharine, qui s'élevait contre des mesures de collectivisation prématurée. Aujourd'hui, ce dernier connaît une sorte de victoire posthume, dans la mesure où le secteur paysan semble être nettement favorisé par les auteurs du plan septennal.

Les objectifs du plan ne paraissent pas fantaisistes ni irréalisables, bien qu'ils soient extrêmement ambitieux. Mais « c'est à table qu'on juge le bortch », dit un proverbe russe. Et c'est selon les résultats enregistrés dans l'exécution du plan septennal qu'on pourra juger de sa conformité aux réalités soviétiques, de sa cohérence interne, de ses possibilités d'exécution harmonieuse.

L'année 1959 sera à cet égard décisive. Elle peut déterminer l'avenir de

(Suite en page 19.)

A votre service...

Supplément pratique 4 pages

MADAME EXPRESS

Cette semaine

Madame Express a :

● ***Dressé*** la liste des « bonnes résolutions » pratiques que vous pouvez être tentées de prendre pour l'année 1959. Certaines dépendent uniquement de votre volonté et de votre suite dans les idées (maigrir, faire des rangements, etc)... d'autres représentent une dépense d'argent (changer un abat-jour, faire de la gymnastique, aller chez le dentiste, etc.). Mais êtes-vous sûres que cette somme nécessaire n'est pas souvent un excellent alibi que vous fournissez, même inconsciemment, à votre négligence?

Voici l'occasion de faire un petit examen de conscience pratique. Ne décidez pas, dans un grand élan de courage, d'adopter toutes les suggestions ci-dessous. Elles resteraient dans le domaine des... « bonnes résolutions » (sans doute aux côtés de celles que vous aviez déjà prises le 1er janvier 1958). Mais marquez d'une croix rouge les deux ou trois points qui correspondent à un remords précis. Vous trouverez à l'intérieur de ce supplément des conseils et des adresses qui vous aideront à les mener à bien, tout de suite... ou d'ici au 1er janvier 1960.

Pendant l'année 1959, aurez-vous le courage de :

Budget

1) Faire des comptes que la situation financière rendra indispensables cette année ?

2) Vérifier si vos contrats de gaz et d'électricité vous font profiter d'un tarif dégressif ?

3) Ouvrir un compte en banque qui vous aidera à organiser votre budget et à contrôler de plus près vos dépenses ?

4) Acheter vos fleurs au marché ?

5) Arrêter de fumer ?

Maison

6) Faire poser un verrouillage de sécurité sur la porte d'entrée ?

7) Installer un chauffe-eau dans la cuisine au lieu d'acheter trois chandails ?

8) Changer les abat-jour défraichis avant de penser à remplacer les lampes ?

9) Remplacer les voilages usés ?

10) Equiper des penderies à la taille des enfants plutôt que de les attraper parce qu'ils laissent traîner leurs manteaux ?

11) Protéger les portes avec des plaques de propreté avant d'envisager de repeindre la pièce ? Si une petite pièce a besoin d'un « coup de peinture », décider de le donner vous-même plutôt que de faire appel à un professionnel ?

12) Ranger la bibliothèque un dimanche au lieu d'aller au cinéma?

13) Classer les papiers entassés dans un tiroir avant de jeter en vrac les inutiles et les indispensables?

14) Remettre en état toutes les petites dégradations plutôt que de déclarer que votre appartement est en « ruine » ?

15) Faire nettoyer les tapis (à condition que le chien soit propre) ?

Santé-Beauté

16) Prendre rendez-vous chez le dentiste (sans commentaire) ?

17) Perdre ces « quelques » kilos qui vous obsèdent; et votre entourage par votre intermédiaire ?

18) Faire de la gymnastique si vous êtes courageuse, ou vous faire masser, si vous l'êtes moins ?

19) Soigner régulièrement votre peau (dans dix ans il serait trop tard pour commencer)?

20) Décider, une fois pour toutes, si vous laissez ou non pousser vos cheveux ?

21) Arrêter de fumer (bis) ?

Enfants

22) Les faire vacciner avant le printemps ?

23) Prendre rendez-vous chez un ophtalmologiste pour vérifier la vue des écoliers ?

24) Rendre visite, même si vous avez peur d'entendre des choses désagréables, à leurs professeurs ?

25) S'ils ont plus de huit ans, aborder avec eux les questions délicates plutôt que de laisser d'autres s'en charger ?

26) Jeter les vieux jouets ?

27) Les laisser, au moins une fois dans l'année, inviter leurs petits amis?

Loisirs

28) Apprendre, enfin, l'anglais (ou une autre langue étrangère) ?

29) Passer, si vous avez dix-huit ans, votre permis de conduire ?

30) Revoir les bons vieux films plutôt que certains mauvais jeunes ?

31) Relire les bons vieux livres, plutôt que certains mauvais jeunes ?

32) Arrêter de fumer (ter) ?

Budget

1 **Les comptes**

Inutile de se faire des illusions, vous ne vous astreindrez pas à faire vos comptes au jour le jour toute l'année. Mais voici deux moyens pour limiter les dépenses :

a) Déduire au début du mois de votre revenu mensuel les grosses dépenses (loyer, impôt, gens de maison, écoles, etc.). La somme qui reste sera consacrée aux dépenses courantes, et principalement à la nourriture. Si cette somme est, par exemple, de 60.000 fr., ne jamais aller faire le marché et les courses avec plus de 2.000 fr. en poche. Les jours où l'on dépensera moins que ces 2.000 fr. compenseront ceux où l'on reçoit et où il faudra bien dépenser plus.

b) Faire ses menus semaine par semaine dès que la famille compte au moins quatre personnes. On répartit mieux les achats, on peut prévoir des plats avantageux et une utilisation des restes rationnelle.

2 **Les tarifs du gaz et de l'électricité**

Les tarifs vont beaucoup augmenter, mais le Gaz de France et l'E.D.F. consentent des tarifs spéciaux très intéressants aux gros consommateurs. Dans le cas du gaz, si plusieurs appareils (cuisinière, radiateur, chauffe-eau, etc.) sont en fonctionnement, le tarif binôme permet de substantielles économies.

Pour l'électricité, tous les tarifs dégressifs, heures creuses, force, s'il y a lieu, sont à étudier.

Demander précisions aux services de renseignements des secteurs les plus proches du domicile, en apportant si possible les quittances de l'année écoulée.

3 **Le compte en banque**

C'est le meilleur moyen de mettre son argent en lieu sûr, de limiter les tentations, de payer les grosses dépenses et de les organiser.

Une femme peut se faire ouvrir un compte en banque si elle est :

— Majeure : célibataire, veuve, divorcée.
— Mariée sous le régime de la séparation des biens.
— Si elle exerce une profession distincte de celle de son mari.

Dans certains cas, on lui demandera :
— Une autorisation du mari.
— La communication du contrat de mariage.

Les femmes mariées sous le régime de la communauté légale peuvent avoir un « compte de ménage » qui sert uniquement aux virements et aux retraits, à condition que leur mari n'y mette pas opposition.

Vous pouvez aussi :

— Demander à votre mari une procuration pour son propre compte en banque. Mais vous devrez penser à lui signaler chaque chèque tiré par vous.

— Ouvrir un compte de chèques postaux : les formalités d'ouverture sont similaires à celles d'un compte en banque. Plus pratique à tenir que le compte en banque parce qu'on reçoit un relevé après chaque opération. Moins rapide pour le retrait immédiat puisqu'il faut aller à la poste ou dans un bureau de retrait à vue où l'attente est parfois longue.

4 **Les fleurs**

Savoir résister à la tentation du fleuriste du coin de la rue, et prendre la peine d'aller au marché ou dans un self-service fleurs acheter les fleurs pour la maison permet de les payer beaucoup moins cher.

La semaine dernière, Madame Express a payé 1.000 fr. les cinq douzaines d'œillets de Nice au marché de l'Alma.

5 **Le tabac**

Lorsque l'équipe de Madame Express a décidé d'inscrire cet article au chapitre des bonnes résolutions, elle a constaté :

a) que chacune avait à la main une cigarette allumée ;

b) qu'aucune n'avait jamais trouvé un moyen efficace pour renoncer à cette cigarette. C'est donc une affaire de volonté et nous vous souhaitons d'en avoir plus que nous-mêmes sur ce point.

A 110 ou 120 francs le paquet de gauloises, c'est un effort qui en vaut la peine.

Maison

6 **Les verrous**

Tous les ans la police enquête sur plus de 200.000 vols avec effraction commis en France. Et beaucoup de polices d'assurance ne prévoient le remboursement que si la porte d'entrée comporte un verrou de sécurité antivol.

Demandez à un spécialiste de venir chez vous, puis de vous établir un devis. (Barre Hercule, 48, rue du Moulin-Vert. Tél. : SEG. 94-15, ou Mono-Bloc, 26, rue du Mont-Tabor. Tél. : OPE. 45-20.)

7 **Le chauffe-eau**

L'eau chaude au-dessus de l'évier est un élément primordial de confort, fait gagner du temps et supprime les risques de s'ébouillanter en transportant de lourds récipients remplis d'eau bouillante du fourneau à l'évier.

Toutes les grandes marques (Chaffoteaux et Maury, Vesugaz, Pain, ELM, Ochod, etc.) fabriquent des appareils qui chauffent l'eau instantanément au fur et à mesure de son puisage. Ce genre de chauffe-eau à débit rapide ne demande pas de sortie d'évacuation. Les prix varient de 15.000 à 18.000 fr. Les frais de plomberie viennent s'ajouter à cette somme et, sauf cas particulier, se montent en général à une dizaine de mille francs (demander au plombier d'établir un devis et d'apporter les catalogues des différentes marques).

8 **Les abat-jour**

La mode étant aux abat-jour très nets en papier, rhodoïde ou carte simplement bordés, changer les abat-jour défraîchis ne représente pas une dépense excessive.

A titre indicatif, un abat-jour de 60 cm. de diamètre à la base (taille classique pour un lampadaire) coûte : en papier : 1.950 fr. ; en carte : 1.950 fr. ; en rhodoïde : 2.800 fr. (Bitana, 27, rue Franklin, Paris-16e.)

9 **Les voilages**

Si les voilages ont besoin d'être remplacés, faites le sacrifice financier nécessaire pour acheter des voilages en tergal sur lesquels la poussière glisse, qui se lavent comme un mouchoir de poche et QUI NE SE REPASSENT PAS.

A titre indicatif, voici quelques prix comparatifs d'un panneau de voile tout confectionné, livré avec les crochets de suspension. Nous avons choisi une taille classique : 240 de large sur 280 de haut (fenêtre de 1,25 m. environ) :

En voile de coton : 4.000 fr. ; en voile rhodia : 4.500 fr. ; en rhovyl : 5.800 fr. ; en tergal : 6.800 fr.

(Franquinet-Goetschel, 47, rue de Rome.)

10 **La penderie des enfants**

Jusqu'à 6 ans, le point de suspension doit être à 0,80 m. du sol. De 7 à 14 ans, il faut prévoir l'accrochage à 1,20 m. du sol. Dans un couloir ou un vestiaire, des patères pour les manteaux et imperméables doivent également être fixées à bonne hauteur, si vous désirez que vos enfants prennent l'habitude d'y suspendre eux-mêmes leurs vêtements de sortie.

11 **Les portes et la peinture**

Aucune peinture ne résiste à des lessivages répétés plusieurs fois par an, et les doigts finissent par laisser des traces indélébiles sur les portes de communication.

Il existe des plaques de propreté à tous prix, et en toutes matières, dans les rayons spécialisés des grands magasins parisiens ou chez Raymond, 100, fg Saint-Honoré.

Pour repeindre vous-même une pièce, attendez quelques jours avant de vous y mettre. Madame Express publiera en janvier un article complet sur ce sujet.

12 **Le rangement de la bibliothèque**

Une fois par an au moins, un rangement complet de la bibliothèque est nécessaire. Ce travail ennuyeux et fatigant est également salissant. N'oubliez ni le foulard sur la tête, ni les gants, ni les souliers plats.

Une bonne méthode consiste à vider complètement les rayonnages et à ranger les livres par terre, par ordre alphabétique des noms d'auteurs. Les rayonnages une fois nettoyés à fond, reprendre les livres un par un, les dépoussiérer, puis les ranger dans l'ordre établi sur ces rayonnages.

13 **Le classement des papiers**

Le jour où l'on décide de faire un grand rangement de ses papiers, la meilleure méthode consiste à étendre un grand drap par terre pour y jeter au fur et à mesure tout ce qui semble désormais inutile. (Aucune corbeille à papiers n'est assez grande pour une opération de ce genre.)

Les papiers à conserver doivent ensuite être classés (il est inutile de conserver des papiers épars que l'on ne retrouve jamais le jour où on en a besoin !).

Plusieurs systèmes existent. Dans un appartement, pour les papiers couramment en usage : le classeur extensible à soufflets Extendos : 3.200 fr., permet d'avoir tous les papiers relatifs au ménage réunis.

Les cartons-tiroirs et les cartonniers de notaire que l'on peut gainer de tissu ou feutrine ou simplement d'Archer Contact, sont bien commodes et prennent facilement place au milieu des livres, encastrés sur des rayonnages.

(Cartons-tiroirs, cartonniers, suivant taille : environ 800 fr. Bazar de l'Hôtel de Ville, Paris.)

14 **Les petites dégradations**

Un carrelage descellé, des prises de courant à remplacer, le cordon de tirage cassé, les robinets qui fuient à cause de leur joint de caoutchouc, le porte-serviettes tombé, etc., toutes les petites dégradations qui s'accumulent périodiquement dans un intérieur lorsque le maître de maison n'est pas de la race des bricoleurs, créent une impression de délabrement fort désagréable. D'autre part, il est difficile de faire appel à un ouvrier spécialisé pour changer un cordon de tirage (il vous fera du reste attendre des mois). Alors dressez une liste détaillée et appelez, si vous habitez Paris, Station-Service Appartement, CAR. 55-69. On vous enverra un bricoleur qui, en quelques heures, se chargera de tout remettre en état.

15 **Le nettoyage des tapis**

Le procédé américain du shampooing pour tapis, qui se fait à domicile, nettoie à fond, ravive les couleurs et n'oblige pas à un aller-retour des carpettes ou à un déclouage des moquettes toujours onéreux et compliqué.

Le prix de base pour le shampooing à domicile des tapis est de l'ordre de 420 fr. le m2. Ce prix peut être légèrement augmenté si les tapis sont vraiment très sales et demandent un traitement particulier. Le travail se fait après établissement de devis. (Jo Bergmans, 52, rue Custine, MON. 80-29.)

Santé-Beauté

16 **Le dentiste**

Une visite par an évite les mauvaises surprises et les grosses dépenses. Si l'on cotise à une mutuelle, ne pas oublier de lui envoyer les bordereaux de remboursement de sécurité sociale. La mutuelle complétera de façon appréciable les prestations souvent très faibles de la S.S. pour les soins et même les prothèses.

17 **Les « quelques » kilos**

Ayant beaucoup observé, Madame Express a appris ceci : pour maigrir, le seul vrai moyen est de moins manger. Deux façons de se donner du courage :

— se regarder toute nue et impitoyablement dans la glace de sa salle de bains. Faire la même expérience en maillot de bain pour noter l'emplacement des « bourrelets » ;

— se peser régulièrement au moins une fois par semaine. On constate vite qu'on peut maigrir en mangeant moins, c'est très encourageant. Si vous n'avez pas de pèse-personne, vous pouvez louer une véritable bascule médicale de précision à l'adresse suivante : Dayton-Janodet, 3, rue du Général-Lanrezac, Paris (17e), ETO 51-44. Vous paierez à la livraison : 5.000 fr. de caution et 3.400 fr. pour le premier trimestre, et ensuite 3.000 fr. chaque trimestre.

Attention : avant de décider de maigrir, demandez l'avis de votre médecin.

● La gymnastique et les massages

Oui, mais pas sans l'avis du médecin. La gymnastique fait parfois grossir, ou bien elle représente une fatigue excessive. Si vous pouvez en faire sans danger, comme vous n'aurez sans doute pas le courage de travailler seule régulièrement, l'inscription dans une salle vous coûtera chaque mois :

2.000 fr. environ pour une séance par semaine.

3.000 fr. environ pour 2 ou 3 séances par semaine.

Si vous travaillez, vous pouvez fréquenter des salles qui organisent des cours collectifs à l'heure du déjeuner, ou en fin de journée. (Doris Halphen, 16, rue Saint-Simon. Lundi, mardi, jeudi et vendredi à 12 h. 30, et le soir à 18 h. ou 19 h.)

Vous pourrez en outre vous faire masser pour 950 fr. environ après votre séance de gymnastique. A domicile, les tarifs des massages vont de 800 à 1.500 fr. la séance, selon les cas. La sécurité sociale rembourse les massages prescrits par un médecin. Le nombre des séances remboursables n'est pas limité par la sécurité sociale, mais c'est le médecin lui-même qui juge du cas à traiter. Cependant, ces remboursements sont soumis au régime de « l'entente préalable » tout comme les prothèses dentaires, et ils ne sont pas toujours accordés.

Ne dites pas : « *la gymnastique, c'est ennuyeux, j'aime mieux faire du sport* ». En ville, le sport est un luxe qui demande beaucoup de temps et beaucoup d'argent. Il y a, bien sûr, la piscine, mais en hiver...

● Les soins de la peau

Pour prévenir les rides et surtout pour faire net, trois règles capitales :

— Se démaquiller tous les soirs, même si on rentre tard, même si on est fatiguée.

— Aller trois fois dans l'année dans un bon institut de beauté. Là seulement on nettoiera la peau en profondeur. Vous paierez 1.800 fr. environ pour un traitement avec désincrustation, massage facial, masque et maquillage simple. Prendre rendez-vous par téléphone en vous assurant du prix demandé.

— Utiliser deux ou trois fois la semaine une crème nourrissante ou hydratante.

● La longueur des cheveux

Si vous les gardez courts, pas de problèmes. Mais si vous vous décidez à les laisser pousser, vous devrez pendant deux ou trois mois :

— soit aller plus souvent chez le coiffeur. Rien ne fait plus négligé que des cheveux ni courts ni longs et mal coiffés. Il faudra tenir compte de la dépense supplémentaire et du temps passé ;

— soit apprendre à faire vos mises en plis vous-même avec quelques rouleaux et des épingles achetées dans un grand magasin. Vous raterez sans doute votre premier essai. C'est plus facile si vous alternez coiffeur (pour une sortie par exemple) et mise en plis faite à la maison. Vos cheveux se placeront mieux d'eux-mêmes. Et naturellement, si vous jouez au coiffeur, choisissez le moment où vous êtes seule.

● Le tabac

(*Voir N° 5*)

Enfants

● Les vaccinations

Deux vaccins « facultatifs » :

— La coqueluche : surtout très grave chez les nourrissons. Doit être pratiqué vers 3 mois, 3 injections à un mois d'intervalle.

— La poliomyélite : à faire au début de l'année pour que les enfants soient immunisés au printemps. 3 injections à un mois d'intervalle. Un rappel l'année suivante.

Trois vaccinations obligatoires :

— Antivariolique : obligatoire au cours de la première année, pratiquée généralement vers le quatrième mois. Doit être renouvelée jusqu'à ce que le vaccin prenne. Rappel dans la onzième année.

— Antidiphtérique et antitétanique : se pratique entre 1 et 2 ans. 3 injections sous-cutanées espacées de 15 jours. Une injection de rappel un an après.

— Antituberculeux ou B.C.G. : ne se fait qu'en cas de cuti-réaction négative. Obligatoire pour tous les enfants d'âge scolaire, sauf contre-indication du médecin qui suit l'enfant, lui demander toujours conseil. Le vaccin se fait en une fois, par scarification. Rappel uniquement si la cuti-réaction redevenait négative.

En principe, les vaccinations sont inoffensives. En pratique, bien observer les enfants après la vaccination et suivre scrupuleusement les conseils du médecin.

23

● La vue des écoliers

C'est souvent parce qu'il voit mal qu'un enfant est mauvais élève. Le début du second trimestre est le bon moment pour y remédier. Les examens médicaux scolaires, en général fort bien faits, ne portant pas sur la vue, il est absolument indispensable de consulter un spécialiste. En outre, s'assurer que la table de travail et la chambre de l'écolier ont un éclairage suffisant et bien réparti.

24

● La visite aux professeurs

Pas pour s'entendre faire des compliments. Ils font toujours plaisir mais les bonnes notes suffisent. Pas non plus pour récriminer. Si quelque chose ne va pas, il faut chercher à savoir pourquoi, objectivement. Et, dans ce cas, on peut :

— demander conseil au professeur qui a certainement son opinion ;

— penser, en cas de troubles sérieux, à une consultation dans un centre psychopédagogique où l'on fera faire des tests à l'enfant et où l'on pratiquera un traitement s'il y a lieu. Les consultations sont assez difficiles à obtenir, il faut toujours prendre rendez-vous. Voici deux adresses pour Paris :

— Hôpital Henri-Rousselle, 1, rue Cabanis, Paris (14e).

— Centre psycho-pédagogique Claude-Bernard, 1, av. du Parc-des-Princes, Paris (16e).

— Enfin, si une question d'orientation scolaire ou professionnelle vous préoccupe, sachez qu'il existe un centre d'orientation dans chaque mairie du département de la Seine. On peut également s'adresser :

— à l'Institut National d'Orientation Professionnelle, 41, rue Gay-Lussac, Paris (5e). ODE. 83-94 ;

— au B.U.S., 5, place Saint-Michel. DAN. 71-42.

Et bien entendu au « Service-Orientation » de Madame Express.

25

● Les questions délicates

Si vos enfants ont plus de huit ans, et si vous n'avez pas déjà eu l'occasion de le faire, voici trois ouvrages pour vous y aider :

— « Maman, dis-moi... », par Mme Montreuil-Strauss (Delachaux et Niestlé) (ouvrage non confessionnel).

— « Comment le leur dire ? », par P. Secrétan-Rollier (Mission Intérieure de l'Eglise Protestante, Genève).

— « D'où viennent les petits enfants ? », par le Dr Hoppeler (Delachaux et Niestlé).

26

● Les vieux jouets

Ils vous encombrent et c'est le bon moment pour les faire disparaître puisque vos enfants viennent d'en recevoir des neufs qui les remplaceront tout naturellement.

Attention ! Il est très mauvais d'obliger un enfant à donner ses jouets volontairement. Vous n'aimeriez pas qu'on vous oblige à donner votre robe préférée, même si elle a cinq ans. De plus, ne leur parlez pas de « petits pauvres », vous risqueriez de ne pas être comprise. Si vous voulez donner des jouets, choisissez, parmi ceux que votre enfant a reçus, ceux qu'il n'a pas encore vus.

27

● Les petits amis

Les enfants ne sont pas exigeants. Il suffit de ne pas en inviter trop à la fois, de ne pas avoir des âges trop disparates, et de les séparer de leurs mères pendant qu'ils jouent ensemble, pour que tout se passe très bien.

Loisirs

28

● Les langues étrangères

Vous avez deux moyens de vous y mettre vraiment :

— en suivant des cours collectifs deux fois par semaine, par cours de deux heures (8 élèves) pour 4.000 fr. par mois (Berlitz, 31, bd des Italiens) ;

— sans vous déranger, avec la méthode Assimil qui comprend : un manuel à 900 fr. et une série de disques (6 pour 15.000 fr. en 33 tours ou 22 pour 12.500 fr. en 78 tours). Pour un élève normalement doué, on compte six mois d'études à raison d'une demi-heure par jour. (Assimil, 15 *bis*, rue de Marignan.)

29

● Le permis de conduire

Si vous décidez d'apprendre à conduire, mieux vaut ne pas attendre le printemps, période où moniteurs et examinateurs surchargés sont particulièrement nerveux.

Si vous êtes douée :

Il vous en coûtera 9.600 fr. qui se décomposent comme suit :

Dix leçons, un cours de code, un cours de dépannage, la présentation à l'examen 4.600 fr. Gratification obligatoire au moniteur : 1.000 fr. (Wagram Auto Ecole, 73 *bis*, avenue de Wagram).

Demande de permis : 2.500 fr. (taxe préfectorale).

Réception du permis définitif : 1.500 fr. (retaxe).

Si vous n'êtes pas douée, vous aurez besoin de leçons supplémentaires, celles-ci coûtent 335 fr. plus 100 fr. de gratification au moniteur.

30

● Les bons vieux films

Vous en trouverez la liste et la salle où ils passent dans notre sélection hebdomadaire.

31

● Les bons vieux livres

Il y en a un certain nombre dans votre bibliothèque, vous vous en apercevrez en la rangeant. (*Voir n° 12.*)

32

● Le tabac

(*Voir n° 5*)

[LES PRIX INDIQUÉS DANS CETTE PAGE NOUS ONT ÉTÉ COMMUNIQUÉS AVANT LE 1er JANVIER. NOUS LES PUBLIONS DONC SOUS TOUTE RÉSERVE... EN RAISON DES CIRCONSTANCES.]

A conserver jusqu'au 1er janvier 1960

A voir, écouter, lire, savoir...

● expositions

A PARIS

Toulouse-Lautrec : Les principaux chefs-d'œuvre du Musée d'Albi à Paris. (*Musée Jacquemard André, 158, boulevard Haussmann.*)

L'Art du Gandhara et de l'Asie Centrale : Dix siècles de gréco-bouddhisme, ce style dont on parle tant et qu'on peut, enfin, juger sur pièces. (*Musée Guimet, place d'Iéna.*)

Les Arts d'Orient et d'Occident : Un inventaire didactique comportant d'admirables objets. (*Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez.*)

Derain : Le vrai visage d'un des grands peintres contemporains révélé par un des principaux collectionneurs. (*Maeght, 13, rue de Téhéran.*)

De Callot a Degas : Comment les dessinateurs français ont vu l'Italie. (*Le Louvre, Cabinet des dessins, entrée porte Denon.*)

Art Dogon : Le classicisme de l'Afrique noire. (*Musée de l'Homme, place du Trocadéro.*)

Galeries : La plupart des quelque deux cents galeries privées parisiennes profitent de la période des fêtes pour accrocher sur leurs cimaises leurs principaux « poulains ». C'est donc l'occasion de les visiter pour se rendre compte des tendances qu'elles défendent et faire son choix.

EN PROVINCE

Miniatures persanes : Au musée des Beaux-Arts, Pau

Prud'hon et ses origines bourguignonnes : Au Palais des Etats, Dijon.

La gravure italienne (XV^e^ et XVI^e^ siècles) : Au musée des Arts décoratifs, Strasbourg

● enfants

Le Cerf-volant du bout du monde : Si tous les enfants du monde voulaient se donner la main... Trois poulbots à Pékin. (*Studio Universel.*)

Charlot, Buster Keaton, Mac Laren et 12 dessins animés : Permanent le samedi et le dimanche, une matinée à 16 h. 30 le jeudi. (*Studio Parnasse.*)

Le Ballon rouge : Pour vous et vos enfants si vous avez la chance qu'ils ne l'aient pas encore vu. (*Le Club, Orléans-Palace.*)

Fantasia et Bambi : Deux grands dessins animés signés Walt Disney. (*Plazza, Saint-Lambert.*)

● variétés

Yves Montand : Vingt-trois chansons, deux heures de grand talent. (*Théâtre de l'Etoile.*)

Les Frères Jacques : Vingt-huit chansons, deux heures d'esprit. (*Comédie des Champs-Elysées.*)

Colette Renard et Paul Anka : Une jeune chanteuse parisienne, un jeune chanteur américain. La gouaille tendre et l'hystérie syncopée. Pour tous les goûts (*Olympia.*)

● cinéma

Les Vikings : Des géants blonds qui savent distraire en se battant. Beaucoup d'action, peu de paroles. Un parfait film d'aventure. (*Biarritz*, V.O. ; *Richelieu, Madeleine, Gaumont*, V.F.)

Le pousse-pousse : Dédié aux cœurs d'enfants, un délicat film japonais plein de jolies images et de jolis sentiments. (*Bonaparte, Lord-Byron*).

Les Amants : La plus vieille histoire du monde contée par un homme jeune et heureux, qui n'a pas peur des images. (*Vendôme, Broadway, George-V.*)

La Grande Illusion : Un message de fraternité qu'il faut entendre et voir malgré quelques rides. (*Studio Publicis.*)

Les Grandes Familles : Les grands bourgeois français tels qu'ils sont. Ni caricature ni complaisance. Gabin remarquable. Une plaisante soirée. (*Berlitz, Paris, Wepler.*)

Les Tricheurs : Surboums et jaguars. Carné décrit le mal du siècle 1958. Les « tricheurs » y viennent avec leurs parents. (*Marignan, Français.*)

Le Cri : Dans une Italie insolite et glacée, une histoire désespérée racontée par Antonioni. (*Studio Ursulines, Cinéma d'Essai Caumartin.*)

Indiscret : Ingrid Bergman, Cary Grant, un marivaudage raffiné. (*Les Reflets.*)

Mon Oncle : Tati fait en pointillé la satire du modernisme. (*Hollywood.*)

Rêves de femmes : Un univers féminin dans lequel Ingmar Bergman pénètre avec précision et tendresse. (*Agriculteurs.*)

De la bouche du cheval : Alec Guinness dans une vie de bohème insolite, vous fera rire... jaune (*Monte-Carlo.*)

La ruée vers l'or : Charlot à l'état pur, drôle et poignant. (*Studio 28.*)

Anna Karénine, La Reine Christine : Deux personnages historiques, un seul visage inoubliable : celui de Greta Garbo. (*Celtic, Studio Cujas.*)

Topaze : Le petit « prof' » immortalisé par Marcel Pagnol prend le visage de Louis Jouvet. (*Champollion.*)

En cas de malheur : Bardot-Gabin, couple fatal, dans une histoire assez sordide de Simenon. (*Cluny-Palace, Danton, Bosquet, Gaumont*, etc.)

Noblesse oblige : Meurtres et gags en cascade avec Alec Guinness. (*Studio 43.*)

Ma femme est une sorcière : Veronica Lake et ses célèbres cheveux blonds rappellent l'époque américaine de René Clair. (*Studio République.*)

L'Inconnu du Nord-Express : Hitchcock à la recherche du crime parfait. (*Studio Raspail.*)

Le Gorille vous salue bien : Série noire 1958, la DS prend la relève de la traction avant. (*Novelty.*)

● siné-sélection

● télévision

Jeudi 1^er^ janvier, à 17 h. 45 : N'oubliez pas que Télématch a exceptionnellement changé d'heure.

Jeudi 1^er^ janvier, à 18 h. 45 : Revue de l'année du Journal télévisé, une sélection des meilleurs documents recueillis par les reporters et les journalistes de la R.T.F.

Vendredi 2 janvier, à 20 h. 35 : « En votre âme et conscience », émission judiciaire (et souvent intéressante) de Pierre Desgraupes, Pierre Dumayet et Claude Barma. L'affaire Troppman sera jugée à nouveau devant vous et vous frémirez sans doute à l'évocation de l' « horrible forfait » (l'assassinat d'une famille de six personnes) perpétré par Jean-Baptiste Troppman en 1869.

Samedi 3 janvier, à 20 h. 35 : « Le Gros Lot ». Pierre Sabbagh essayera de coller de nouveaux incollables.

Dimanche 4 janvier à 20 h. 30 : « Il marchait la nuit » film policier anglo-américain qui a obtenu le grand prix du Festival de Locarno en 1949. Principal interprète : Richard Basehart.

Lundi 5 janvier, à 22 h. : « Signes de vie », de Marcel Lherbier. Naissance, balbutiements, progrès de la télévision évoqués... à la télévision. L'émission démontrera également quelles sont les conséquences morales, sociales et culturelles de la T. V.

Mardi 6 janvier, à 20 h. 35 : « Une grande fille toute simple », le premier succès d'André Roussin est joué par Evelyne Eyfel, Gianni Esposito, Mady Berry, réalisation de Philippe Ducrest.

Mercredi 7 janvier, à 20 h. 45 : Toujours à voir par tous : « Lectures pour tous ».

● théâtre

L'Intrigante amoureuse : Suzanne Flon donne à cette comédie de Goldoni son mouvement et sa respiration heureuse. (*Petit Théâtre de Paris.*) (Voir la critique de Robert Kanters, page 29.)

Les Portes claquent : Une famille moderne où les parents sont pris en fourchette entre une grand-mère qui fait encore des galipettes et de grands enfants qui font des leurs. Du talent et de la malice. (*Daunou.*)

Le Soulier de satin : Une grand-messe claudélienne fort bien célébrée, sous les plafonds galants du Palais-Royal. (*Palais-Royal.*)

La Vie parisienne : Le Paris d'Offenbach et des demi-mondaines, déchaîné par la Compagnie Renaud-Barrault. Une soirée qui chasse les plus solides idées noires. (*Palais-Royal.*)

Scènes de Comédie d'Alain : L'occasion d'entendre de l'Alain parlé et animé. (*Théâtre de Lutèce*).

L'Année du bac : Pour les moins de 20 ans pendant les fêtes. (*Edouard-VII*).

Les Caprices de Marianne : Un spectacle de jeunesse et de bonheur à la manière de Musset et de Jean Vilar. (*T.N.P.*)

La Bonne Soupe : Une femme ambitieuse raconte sa vie (jeune, elle a le visage de Jeanne Moreau ; âgée, celui de Marie Bell). C'est presque un film en chair et en os, signé Félicien Marceau. (*Gymnase.*)

Sergent, je vous aime : Un brave soldat américain aux prises avec le règlement militaire. Jacques Fabbri en fait une pantalonnade souvent drôle. (*Sarah-Bernhardt.*)

Deux sur la balançoire : Les problèmes de ce mari américain ne passionnent pas les Français, mais Annie Girardot, dirigée par Visconti, vaut la soirée. (*Ambassadeurs.*)

Vu du pont : La dernière pièce (habile) d'Arthur Miller. Un excellent acteur (Raf Vallone). Du bon spectacle. (*Antoine.*) (Dernière le 4 janvier.)

L'Œuf : Jacques Duby dans une pièce insolite et drôle (*Atelier*).

Le Journal d'Anne Frank : Le document poignant laissé par une petite fille. (*Montparnasse-Gaston-Baty.*)

Procès a Jésus : Le Christ en appel. Diego Fabbri plaide dignement sa cause. (*Hébertot.*)

Ouragan sur le Caine : Un cas de conscience militaire qui ne laisse pas une seconde le spectateur indifférent. (*Théâtre en rond.*)

● livres pratiques

« **Regards neufs sur les budgets familiaux** », par Paul Thibaud et Bénigno Cacérès. Publié dans la collection « Peuple et Culture ».

Cet ouvrage n'est pas du tout un manuel pour vous apprendre à faire des comptes. C'est d'abord une initiation aux mécanismes économiques qui déterminent le budget des familles : niveau de vie, pouvoir d'achat, systèmes économiques. Certaines pages se lisent comme un roman ; l'histoire de M. 20 %, par exemple le commerçant parisien qui, le premier pratiqua le rabais systématique : D'autres sont vraiment pratiques : celles qui expliquent comment se calcule le prix du crédit par exemple. Enfin, une quantité de chiffres intéressants, dont celui-ci qui parle tout seul : 10 % des Français seulement arrivent sans peine à boucler leur budget. Et le livre date de 1958 ! (Ed. du Seuil, 190 p. 500 fr.).

« **Aidez-le à bien travailler le français** », par Pierre Frémy. L'auteur, lui-même professeur à Janson-de-Sailly, a voulu montrer aux parents comment aider les lycéens à bien faire leur travail scolaire. Dans son livre, le premier d'une nouvelle collection, on trouve : — les fautes de français les plus répandues chez les élèves de la 6^e^ à la 1^re^ ; — la façon de présenter une narration ; — les lectures qui aideront à l'étude des auteurs ; — des sujets de dissertations avec leur corrigé ; — et même des conseils pour les révisions. (Ed SEDES 5, place de la Sorbonne. 336 p., 1.250 frs.)

AGNEAU ORCHIDÉE
PANTHÈRE
OCELOT
CASTOR DE COULEUR
et
VISON A FOISON
JULES SACK
22, rue Royale - OPE. 29-77

Ce supplément pratique a été réalisé par : Christiane Collange avec la collaboration de : Jean-François Chabrun, Djénane Chappat, Martine Fell, André Gobert, Danièle Heymann, Ariane Misrachi.

(Suite de la page 14)

toute l'entreprise et du même coup du régime kroutchevien.

Tous les experts de la politique soviétique admettent aujourd'hui que la principale raison de la collectivisation forcée entreprise par Staline en 1929 fut l'insuccès de la première année du premier plan quinquennal. Le recours à la manière forte, la mise au pas totale des campagnes lui parurent nécessaires parce qu'il était conscient que sans ces bouleversements le plan n'avait aucune chance d'être exécuté. La suite de ses actes découlait logiquement de cette décision devenue irrémédiable. Le lancement du premier plan quinquennal a été pour Staline l'expérience catastrophique de l'apprenti-sorcier.

L'U.R.S.S. N'EST PLUS SEULE

Il y a sans doute peu de risques de voir M. Kroutchev acculé, à la fin de 1959, à des options aussi dramatiques. Mais l'ensemble de sa politique future dépendra certainement des premiers résultats de son grand pari.

Si la Russie se développe harmonieusement conformément à son plan, si les succès économiques donnent satisfaction à la masse de la population, la libéralisation continuelle du régime semble plus que probable. L'échec, au contraire, ne manquerait pas de relancer la campagne contre le groupe « antiparti » (destiné d'avance à jouer le rôle de bouc émissaire) et aggraverait singulièrement le climat politique de la Russie.

Les répercussions d'un tel revirement dans un sens ou dans un autre seront d'une importance encore plus grande qu'au cours des années 1930. L'U.R.S.S., en effet, n'est pas le seul pays dirigé par le P.C. Elle est le centre d'un bloc multinational qui s'étend de l'Elbe aux frontières orientales de la Chine et les secousses internes qu'elle subit se répercutent dans un tiers du globe.

De la même façon, les succès de ses partenaires sont de nature à peser singulièrement sur son propre destin. Le grand pari de Mao Tsé-toung, pour qui 1959 sera également une année décisive, aura à cet égard une importance primordiale. Le succès de sa révolution des communes est lié à celui de la première année du plan septennal.

« PLUS JUSTE ET PLUS EFFICACE »

La différence très évidente des méthodes employées en U.R.S.S. et en Chine, le silence réciproque observé par les dirigeants des deux pays sur leurs expériences ont fait croire parfois à l'existence d'un conflit entre Kroutchev et Mao Tsé-toung. Il semble que l'explication de ce silence soit ailleurs.

Si M. Kroutchev ne parle pas des communes chinoises, ce n'est pas parce qu'il souhaiterait voir Mao Tsé-toung adopter la même politique agricole que l'U.R.S.S., mais parce qu'il ne veut pas officialiser l'existence d'une multiplicité de voies vers le socialisme et reconnaître que l'exemple soviétique n'est pas applicable dans des pays aux structures différentes. Cela ne l'empêche pas de savoir que la Chine est avant tout un pays sous-développé, aux campagnes surpeuplées et aux traditions paysannes très particulières, tandis que l'U.R.S.S. est déjà un pays industrialisé, qui commence à manquer de main-d'œuvre et qui a fait subir à ses campagnes le grand traumatisme d'une collectivisation violente.

Des réserves, des inquiétudes existent sans doute de part et d'autre. Mais aussi un désir sincère d'entraide et l'espoir d'un succès commun. Après tout, la Chine et l'U.R.S.S. sont alliées dans la compétition engagée avec le monde occidental auquel elles veulent prouver que leur système est à la fois plus juste et plus efficace que le capitalisme.

C'est pourquoi les spéculations sur le développement d'un « conflit » sino-soviétique au cours de 1959 paraissent aujourd'hui moins plausibles que jamais.

Il est certain, en revanche, que les deux pays entrent dans une année historique et que leur comportement sera conditionné avant tout non pas par des échanges de notes ou des désaccords avec l'Occident au sujet de Berlin ou de Formose, mais par le succès ou l'échec des transformations économiques qu'ils se sont fixées pour but immédiat.

K.S. KAROL.

LE CHEF RIFAIN MOHAMED SALEM A'MEZZIAN
« Le roi sait bien ce que nous voulons. »

MAROC

Le Rif bouge

● ***Un journaliste américain vient de passer dix jours parmi les insoumis du Rif. Il y a trouvé, derrière la nostalgie du passé, des volontés précises pour l'avenir.***

Le roi Mohammed V a pris l'audacieuse décision d'encourager à Rabat la formation d'un « cabinet de gauche » dont les réalisations seront mal freinées par les quelques personnalités indépendantes et dévouées au Palais Royal, qui ne figurent qu'à des postes de responsabilité secondaire.

Que veut dire au Maroc être « à gauche » ? Essentiellement faire partie de cette tendance, affirmée en 1956, dont les leaders sont Abdallah Ibrahim (aujourd'hui président du Conseil), Abderrahim Bouabid (ministre de l'Economie nationale et des Finances), Driss M'Hammedi (Intérieur) et Mehdi ben Barka (président de l'Assemblée Consultative). A l'exception de ce dernier, dont le rôle a singulièrement diminué, ce groupe contrôle le gouvernement. Au Palais, il reste la direction de la Police et la Justice. Mais l'intention du roi a été d'éprouver enfin ceux que la jeunesse des villes marocaines considérait comme les seuls vrais révolutionnaires.

LES SYNDICALISTES

Le nouveau président du Conseil, M. Ibrahim, est un ancien ministre du Travail qui fut, après sa démission, l'un des soutiens les plus actifs des syndicalistes marocains. Pour lui, être à gauche, cela signifie principalement croire que l'accession à l'indépendance et la révolution marocaine sont deux choses différentes, et que la première n'est rien sans la seconde. Il pense en particulier que l'économie marocaine doit être entièrement réorientée. L'objectif n'est pas l'équilibre bourgeois, grâce aux capitaux européens, mais l'extension du profit par la planification intérieure.

En gros ses thèses sont celles de M. Bouabid, lequel reste d'ailleurs vice-président du Conseil chargé de l'ensemble des Affaires économiques. N'était le veto des amis de M. Balafrej, c'est M. Bouabid qui aurait dû logiquement prendre la succession de l'ancien président du Conseil. Mais il faut ajouter aussi que M. Bouabid paraissait dans les derniers temps beaucoup plus sceptique que M. Ibrahim sur les chances immédiates d'une planification féconde de l'économie marocaine.

1 MILLION D'HOMMES

Ce gouvernement, plus encore que son prédécesseur, doit commencer par faire face à la grave situation rifaine. Un journaliste américain, Stanley Karnow, est le premier journaliste à avoir été admis à passer dix jours avec les tribus ombrageuses et belliqueuses des montagnes arides du Nord marocain, autrefois sous protectorat espagnol.

Les Rifains sont environ 1 million. Ils ne se sont pas encore consolés de ce que l'indépendance n'ait par ramené au pouvoir le vieux leader rebelle, champion de la résistance marocaine au colonialisme, l'exilé Abd el Krim, qui, du Caire, continue de distribuer des bénédictions et des oukases. Aux yeux du reporter américain, les fonctionnaires du gouvernement marocain, les juges comme les instituteurs et les troupes de l'armée royale ont presque paru les représentants de forces étrangères d'occupation parmi des Berbères au bord de la rébellion ouverte.

Le « Mouvement Rifain de Libération et d'Epuration » qui a organisé les réseaux clandestins, est conduit par de jeunes chefs ardents et dynamiques. Le plus prestigieux d'entre eux tient son P.C. dans un nid d'aigle qu'on atteint après plusieurs heures de sentiers montagneux. C'est Salem A'Mezzian, 33 ans, qui a étudié les mathématiques à Fez, qui parle couramment l'arabe, l'espagnol et le français, mais qui entend ne s'exprimer qu'en dialect rifain. C'est lui qui a préparé la charte revendicative des populations. Il l'a adressée directement au roi. Lorsque la commission royale a visité sa région, il a refusé de demander audience :

« Le roi sait très bien ce que nous désirons », a-t-il déclaré.

D'abord le retour d'Abd el Krim. Ensuite l'évacuation des troupes étrangères. Enfin, et semble-t-il surtout, des administrateurs, des juges, des instituteurs et des soldats rifains dans le Rif. Ils déclarent ne pas vouloir un gouvernement autonome, mais en fait ils désirent une administration régionale.

QUI EST LE CHEF ?

Salem A'Mezzian parle aussi d'un mystérieux chef suprême qui se cache dans les montagnes et sur lequel, selon les cas, au Maroc, on met un nom. Est-ce l'ancien commandant Aardane, ou le Dr Khatib, qui viennent d'être mis en liberté provisoire ? Est-ce le caïd Lyoussi, ancien conseiller de la couronne, qui vient de gagner le Rif ? Est-ce enfin un homme sous les ordres directs d'Abd el Krim et du Caire et qui recevrait des instructions d'un état-major à la fois algérien et marocain ? On ne le sait.

Mais ce qu'on peut dire avec certitude, c'est que la population rifaine soutient entièrement les hommes du réseau clandestin et que A'Mezzian ne manque ni de renseignements, ni de communications avec toutes les parties de son territoire.

Il faut dire que les Rifains ne nient pas — au contraire — leurs liaisons avec le F.L.N. Ils s'en flattent, désapprouvent ce qu'ils appellent la tiédeur de Rabat et déclarent que l'aide à l'Algérie combattante va être désormais décuplée grâce à eux. Bref ils posent à tous un problème.

Il n'est sans doute pas possible au nouveau gouvernement de donner satisfaction aux Rifains et de céder sur les 17 points de la charte revendicative. Mais il est à peu près certain que le point de rencontre sera précisément le soutien des revendications algériennes, bien qu'il soit contradictoire avec les perspectives économiques des nouveaux dirigeants. Il va en effet falloir compenser l'hostilité au nassérisme qui pour être moins publique et moins spectaculaire qu'en Tunisie, demeure chez les Marocains extrêmement vive. Or le paradoxe veut que ces pures Berbères que sont les Rifains — c'est-à-dire les moins perméables au panarabisme — trouvent leurs soutiens dans des influences cairotes inlassables.

En dehors de ce problème, une remarque s'impose sur la tendance commune qui se dessine à la fois en Tunisie et au Maroc et dont Paris ne semble tenir aucun compte. La volonté de M. Bourguiba de racheter les terres aux colons étrangers, bien qu'elle ne s'inscrive encore dans aucune révolution véritable, rejoint le désir planificateur de M. Ibrahim. Les nécessités économiques, la naissance d'un prolétariat, la mystique africaine, et plus que toute autre chose la persistance du conflit algérien, conduisent les Nord-Africains à chercher leurs exemples à Pékin plutôt qu'en Occident.

LETTRE D'UN MÉDECIN

Le Dr M..., professeur agrégé, nous écrit :

M. S. LAFAURIE a, dans son admirable article « Révolution dans la médecine » (1), fait un inventaire juste et précis des défauts de la médecine et des médecins français, et ceci dans un but très louable : la défense du projet Debré auquel ont tenté de s'opposer tant d'intérêts privés.

Son article aurait été plus efficace encore si, en face de ses défauts, il avait montré les qualités de la médecine et des médecins français. Ce sont, en effet, ces qualités que le projet Debré va réveiller, utiliser, amplifier.

Le médecin français, qui rencontre tant de difficultés pour s'instruire, est, en effet, malgré la mauvaise organisation actuelle (ce qui est dû en grande partie à la pénurie des pouvoirs publics et à la division des responsabilités entre les ministères de la Santé et de l'Education), le meilleur du monde. Et ceci est vrai pour l'ancien stagiaire ou l'ancien externe installés comme praticiens, pour l'ancien interne, l'assistant ou le patron (médecin ou chirurgien des hôpitaux) exerçant le plus souvent comme consultants, soit en médecine interne, soit dans une spécialité.

Tandis qu'à la MayoClinic l'acte médical commence par de multiples prélèvements de sang, d'urine, de fèces, de crachats, par de multiples radiographies (dont on sait maintenant le danger cancérigène), se poursuit par de nouveaux prélèvements et examens endoscopiques multiples et systématiques, pour se terminer par un bilan où se rencontrent machine à calculer, médecin et malade, en France, l'acte médical commence par le contact médecin-malade.

L'interrogatoire en est le premier temps : de même que le mécanicien cherche à deviner, sur les bruits anormaux d'une voiture que lui décrit le chauffeur, la raison de la panne, de même le médecin français cherche à s'orienter vers le viscère ou le système biologique atteint, et ceci par un interrogatoire minutieux, en laissant d'abord parler le patient, puis en l'interrogeant.

L'examen physique est le second temps : les médecins français, héritiers de Laennec, savent percuter, palper, ausculter. Ils évitent ainsi irradiations et frais inutiles.

Il faut, en général, une demi-heure à une heure pour un examen convenable (les honoraires parfois élevés de certains consultants qui ne consacrent à la clientèle privée qu'un temps très réduit sont le plus souvent parfaitement justifiés, d'autant que ces honoraires sont abaissés lorsque le patient semble de condition modeste et que le même médecin est à la disposition de tous à l'hôpital si on lui en donne le temps, ce que fera le projet Debré).

Un premier bilan « clinique » est donc fait à partir des résultats de l'interrogatoire et de l'examen physique : parfois le diagnostic est déjà porté ; sinon le médecin s'est au moins orienté dans une direction ; il va maintenant demander des arguments, pour préciser la valeur des hypothèses. Mais là encore, il ira progressivement, par paliers, pratiquant telle radio, tel examen de sang, telle biopsie ; il aura souvent à persuader son malade de l'intérêt de l'investigation ; toujours, il évitera l'excès.

Conçoit-on l'économie de fatigue, de souffrance, d'argent que réalise le médecin français dans sa tradition de « clinicien » dont on sourit peut-être à l'étranger, mais bien à tort et souvent jalousement ?

Des concours malhonnêtes, pénibles et stérilisants

L'externat, l'internat et l'assistanat sont des concours malhonnêtes, pénibles et stérilisants. Je le pense plus que vous encore ! Ce bachotage apprend à retenir plus qu'à comprendre, à passer des concours plus qu'à examiner et à traiter les malades.

Il se trouve pourtant qu'il laisse à ceux qui sont reçus (grâce à leurs dons d'orateur, à leur mémoire, à leur style littéraire ou à la fille du patron qu'ils ont su séduire), comme d'ailleurs à ceux qui ne sont pas reçus, une solide connaissance des maladies (et souvent aussi des hommes !).

La préparation à ces concours se fait précisément dans des « conférences d'externat et d'internat » qui sont des sortes de « séminaires » (terme utilisé à l'étranger) où le « conférencier » et une dizaine d'élèves s'entraînent non seulement aux exercices oratoires et littéraires mais aussi et beaucoup aux raisonnements du diagnostic et du traitement.

Vous voyez que les étudiants ont eux-mêmes suppléé la carence des pouvoirs publics.

Il suffira que le gouvernement nomme ces « conférenciers » professeurs, professeurs agrégés ou moniteurs (si les professeurs ont peur d'être trop nombreux à partager les privilèges de leurs titres si péniblement acquis) pour que l'enseignement officiel n'ait plus à être doublé d'un enseignement officieux.

Ces « conférences d'externat et d'internat », bases officieuses solides de l'enseignement de la médecine officielle, ont lieu dans les « salles de garde » des hôpitaux.

Disons clairement ici que si l'enseignement pratique aux stagiaires est insuffisant (il l'est dans beaucoup de pays, presque tous), il n'existe, dans aucun autre pays, un enseignement pratique aussi efficace que celui que l'Assistance Publique et les autres hôpitaux de France permettent aux externes de recevoir, tout en leur donnant un salaire qui, pour être modeste, n'en est pas moins apprécié.

Qu'on augmente simplement le nombre des externes, comme le demande le projet Debré, comme les administrateurs sont prêts à le faire s'ils obtiennent des crédits, et l'enseignement de la médecine n'aura plus rien à envier à celui des autres pays.

Ajoutons que, dans nos hôpitaux, les chefs de service, les assistants et les internes dispensent toutes les matinées un enseignement de classe, ouvert à tous (étudiants et praticiens). Aux « discussions de malades » participent le patron, l'assistant, les internes, les externes, les stagiaires, les auditeurs.

> **Le médecin français qui rencontre tant de difficultés pour s'instruire est, malgré la mauvaise organisation actuelle, le meilleur du monde.**

Des cours et conférences sont organisés non seulement par les médecins des hôpitaux qui sont en même temps professeurs ou professeurs agrégés à la Faculté, mais encore par ceux qui ne le sont pas et qui ne le seront jamais (même s'ils sont d'excellents médecins et pédagogues).

Si le confort matériel est très insuffisant dans nos hôpitaux, et cela en dépit des efforts et des miracles chaque jour accomplis par les administrateurs (qui, plus que les autres, souffrent de ce dilemme : besoins s'élevant sans cesse, crédits se réduisant toujours), le confort moral n'est pas mesuré : plus de cinquante lettres de reconnaissance reçues en cette fin d'année par une seule surveillante qui me les montrait il y a quelques jours, les larmes aux yeux, en feraient foi s'il était utile.

Ajoutons que, dans les consultations de certains services, les malades régulièrement suivis peuvent obtenir, en quelques heures de présence, les investigations de laboratoire et la consultation de leur médecin, qui dispose déjà, au moment de son examen, des résultats préliminaires des études de laboratoire. Ceci n'est réalisé dans aucune clinique ou consultation privée, et n'est possible que grâce à une organisation intelligente du service et à la bonne volonté de tous.

J'aimerais encore apprendre à ceux qui ne le savent pas que l'aspect technique de nos hôpitaux, en dépit de l'insuffisance manifeste des crédits, ne doit en rien nous complexer : non seulement la qualité des médecins, celle des infirmières et de leurs aides, celle des administrateurs, est supérieure à celles que j'ai rencontrées dans les pays les plus évolués, mais de plus, il convient de mentionner l'existence, à Paris et dans plusieurs villes de province, de services techniquement spécialisés, parfaitement équipés et dont le fonctionnement est admirablement efficace : centres de réanimation (dont il n'existe pas d'équivalent à l'étranger), et qui sont spécialisés dans la toxicose infantile, l'insuffisance sanguine, l'insuffisance rénale, l'insuffisance respiratoire ; centres de traitement des maladies du cœur, des maladies de l'appareil digestif, des maladies du système nerveux, des tumeurs ; centres de gérontologie, des prématurés ; services de chirurgie cardio-pulmonaire et de neuro-chirurgie...

En dépit du manque de crédits, ces services sont équipés des appareils les plus modernes : reins artificiels ; appareils de respiration artificielle ; cœur-poumon artificiel, etc.

La recherche médicale française moderne est née, il y a dix ans, de parents qui ne la « désiraient pas » : qui, paramédicaux, ont eu cet enfant de leurs relations politiques. Après une période d'embarras, ils en sont devenus fiers, si fiers qu'ils l'ont couvé, gardé « dans leurs jupons », jaloux de tous les contacts qu'il pourrait avoir, les évitant, s'opposant à toute émancipation. Et ils ont préféré une petite recherche médicale française chétive, dont ils étaient les seuls maîtres, à une grande recherche médicale saine dont ils risqueraient de perdre en partie le contrôle.

Et voici les raisons d'espérer

Cependant, la recherche médicale française s'est émancipée. Certains centres indépendants, certains chercheurs particulièrement tenaces ont donné l'exemple. Les administrateurs des hôpitaux ont créé des centres qu'ils administrent eux-mêmes admirablement.

Qu'on donne à la recherche médicale française une nouvelle structure basée sur ses bons aspects, des crédits suffisants, qu'on respecte le chercheur et le candidat chercheur, qu'on laisse aux jeunes le droit au travail, à la parole et à la propriété de leur travail et je suis convaincu qu'ils feront honneur à leurs ancêtres qui, autrefois, créèrent non seulement la recherche médicale française mais la recherche médicale mondiale, les Laennec, les Pasteur, les Claude Bernard dont beaucoup portent encore intactes dans leurs chromosomes les qualités : l'imagination créatrice, l'adresse technique, la conscience expérimentale, l'esprit critique, l'enthousiasme.

Pendant des années, les revues médicales n'ont pas répondu aux critères du sérieux qu'on exige à l'étranger, et les travaux de recherche ont été noyés parmi des articles de vulgarisation, laissant croire aux étrangers que la littérature médicale française était réduite à cet aspect. Les contacts entre les chercheurs français (en activité) et les chercheurs étrangers ont été impossibles par manque de crédits (et pour d'autres raisons). Les stages de chercheurs et étudiants étrangers dans nos services et laboratoires ont été insuffisamment nombreux en raison du nombre trop petit des bourses accordées, malgré le nombre élevé des demandes.

Et si la France n'est pas représentée dans tel ou tel chapitre de la médecine moderne, ce n'est pas toujours par absence de travaux, c'est souvent par manque de diffusion de ceux-ci : ainsi attribuez-vous à un médecin anglais le mérite d'avoir signalé les dangers de l'aspirine ; ceux-ci ont été parfaitement bien précisés par un médecin français qui a publié son travail en 1955 (« Le Sang », T 26, p. 880). Peut-être le médecin anglais, dans son travail que vous avez lu dans le « Lancet », ne le cite-t-il même pas.

∴

Voilà donc les bases solides et enviables qui nous permettent d'espérer beaucoup du projet Debré.

Je vais même jusqu'à penser que les intérêts de quelques médecins-hommes d'affaires vont s'effacer devant l'intérêt commun, l'amour de la médecine française à laquelle ils appartiennent, dont ils sont assez fiers et dont ils seront encore plus fiers après sa renaissance grâce au projet Debré.

Alors ils mettront leurs qualités d'hommes d'affaires au service de la médecine, de la recherche médicale française, ce qui ne sera pas la moindre acquisition.

Mais laissons-les venir sans les brusquer, presque spontanément. Il y a quelques jours, un médecin des hôpitaux, des plus hostiles au projet Debré, voyant le succès de celui-ci aussi inévitable qu'un événement biologique, n'a-t-il pas déclaré : « *Ce projet de réforme de la médecine ne mérite pas vraiment le nom de projet Debré ; à beaucoup d'égards, en effet, il coïncide avec les idées que je défends depuis des années.* »

(1) « L'Express » n° 392, page 20.

TECHNIQUE

La couleur dans le « quotidien »

● *Pour la première fois dans l'histoire de la presse, un quotidien parisien, « Paris-Journal », vient de sortir en couleurs. C'est un exploit technique.*

LORSQUE, les 5 et 19 décembre, un encartage de quatre pages hélio (dont deux en couleurs) apparut dans l'édition quotidienne normale de « Paris-Journal », l'innovation sembla d'autant plus sensationnelle que, techniquement, ces pages sont dignes des meilleurs magazines illustrés.

A l'origine de cet exploit se trouvent deux professionnels audacieux : Cino del Duca et Raymond Seguin, qui travaillent depuis six mois à sa réalisation.

Raymond Seguin (46 ans) est directeur des Imprimeries Parisiennes Réunies qui disposent aujourd'hui des machines les plus modernes de France, et qui impriment 27 publications. Il est l'un des rares spécialistes qui ont toujours cru à l'avenir de l'emploi de la couleur dans le « quotidien ».

Cino del Duca (59 ans), d'origine italienne, est le roi, en France, de la presse du cœur (« Nous Deux », « Intimité », « Madrigal », « Secrets de Femmes », etc.) où sa réussite a été incontestable et, sur le plan financier, spectaculaire. Imprimeur, éditeur, producteur de cinéma, propriétaire d'une écurie de courses, etc., il passe pour être, aujourd'hui, plusieurs fois milliardaire.

On sait que là où les hommes riches entretenaient autrefois des danseuses, ils entretiennent aujourd'hui des journaux. De la presse du cœur, cet homme d'affaires pétulant et dynamique voulut passer à la presse quotidienne. En octobre 1957, il se rendait donc maître de « Franc-Tireur », le rebaptisait « Paris-Journal », et appuyé sur une série de campagnes publicitaires intenses, tentait d'en faire un quotidien populaire à grand tirage.

HELIO ET TYPO

Les résultats (20.000 lecteurs environ gagnés en un an, ce qui porte la diffusion moyenne de « Paris-Journal » à 85.000 exemplaires) n'ont pas été jusqu'à présent à la mesure de ses espoirs et de ses efforts.

C'est pourquoi il compte sur un nouvel atout : la couleur.

Le problème est le suivant : les pages-couleurs ne peuvent pas être réalisées proprement en typographie, mais seulement en héliogravure. Ce procédé, exigeant un délai minimum de vingt-quatre heures entre la remise des documents et le tirage, n'est pas compatible avec la fabrication d'un quotidien qui s'effectue normalement selon le procédé typographique.

La première difficulté consistait donc à composer d'une part les pages-couleurs (dans l'imprimerie spécialisée que possède del Duca à Maisons-Alfort), d'autre part les pages ordinaires, et à *synchroniser* leur tirage sur les rotatives de façon qu'elles s'encartent les unes dans les autres.

ŒIL ELECTRONIQUE

C'est en combinant l'œil électronique anglais (Crossfield) et le différentiel italien (Cerutti) que l'opération a pu être menée à bien. Les bobines de papier imprimées en couleurs à Maisons-Alfort sont transportées à Paris et montées sur un groupe de bobinage annexe à celui sur lequel se déroule le papier qui sera imprimé en typo. Un œil est fixé sur la bande couleurs, un autre sur la bande noir et blanc. Ils enregistrent des repères de vitesse. Branché sur eux, un différentiel ralentit ou accélère la bobine couleurs de façon qu'elle se déroule exactement à la même cadence que l'autre.

Un dispositif de contrôle électronique assure la coupe du papier sur les deux bobines aux repères convenables. Le pliage est synchronisé par une tête chercheuse et un interrupteur magnétique.

Les résultats, tels qu'ils sont apparus le 5, le 19 et le 31 décembre dans « Paris-Journal », sont excellents.

C'EST CHER

Mais l'autre difficulté majeure demeure pour que la couleur soit adaptée aux exigences du quotidien : le délai de fabrication en héliogravure.

En d'autres termes, une photo en noir et blanc, prise à neuf heures du soir, peut se trouver reproduite sur une page en typographie ordinaire d'un journal mis en vente le lendemain matin. Par contre, une photo en couleurs prise à 9 heures du soir, ne pouvant être reproduite que dans une page en héliogravure, ne pourrait se trouver dans le même journal que le surlendemain.

L'usage de la couleur semble donc interdit pour le moment à la « une » d'un quotidien, dans la mesure du moins où celui-ci doit faire sa manchette sur l'actualité du jour, pour soutenir la concurrence avec ses confrères dans le domaine de l'information.

C'est à ce problème que s'attaquent en ce moment les techniciens.

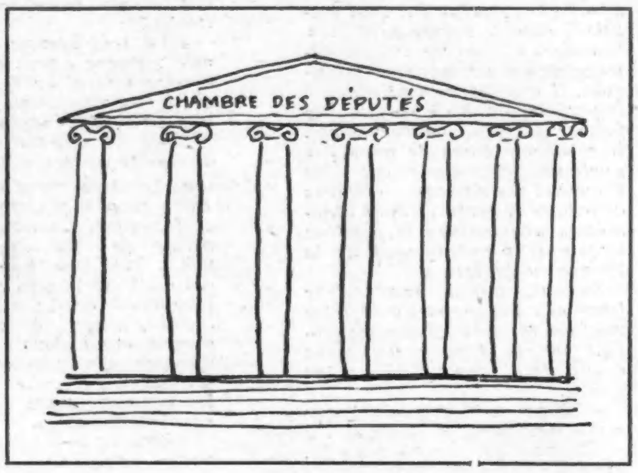
L'aspect financier de l'opération est également à considérer : pour sortir deux fois par semaine un encart en couleurs, il en coûterait à « Paris-Journal » plusieurs millions par semaine. C'est très cher. Trop cher.

Quel que soit l'avenir immédiat de cette expérience, on conçoit facilement l'intérêt que lui portent déjà les grands maîtres de la presse étrangère, et l'inquiétude qu'elle provoque dans les états-majors de la presse quotidienne française. Auprès des premières bandes dessinées en couleurs, par exemple, l'intérêt des autres paraîtra bien pâle aux amateurs.

Siné-projets d'affiches officielles pour 1959

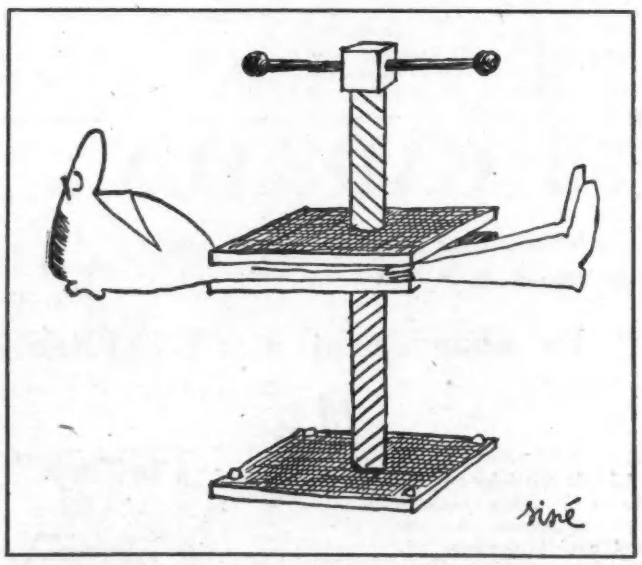
Il sera interdit d'afficher ses opinions

Il sera interdit de déposer des ordures



On sera prié de laisser les lieux aussi propres qu'on aurait désiré les trouver en entrant

Il sera interdit de rire en français...



...Mais la presse sera libre

PRESSE

Les « hommes de l'année »

● ***Après Churchill, Eisenhower, Kroutchev, de Gaulle vient d'être élu « homme de l'année » par la revue « Time ». Un seul autre Français, avant lui, en 1932, avait été distingué.***

TOUS les ans, depuis 1927, le magazine américain « Time » consacre la couverture et un important article de son premier numéro de janvier à « l'homme qui a dominé l'actualité de l'année ». Cette personnalité est choisie par les directeurs de « Time » en fonction de critères « verticaux » (la rapidité, l'éclat, le « brio » de son ascension politique) et « horizontaux » (l'étendue de l'influence qu'elle peut exercer sur les affaires internationales).

Pour 1958, le choix s'est porté sur le général de Gaulle. Motifs :

« Il est un des rares hommes d'Etat qui vient su convertir à des fins positives le désir explosif de changement qui s'est manifesté dans le monde en 1958. »

« Dans la plus formidable démonstration de maitrise politique... il a pratiquement éliminé le parti communiste en tant que facteur actif de gouvernement. Il a jeté les bases de nouvelles relations fructueuses entre la France et ses anciennes colonies africaines et renforcé dans d'immenses proportions la position morale et psychologique de la France en Algérie. »

Surtout, *« il a rendu leur fierté aux Français et balayé les miasmes du scepticisme qui planait sur la France depuis sa capitulation devant Hitler en 1940 ».*

« Time » note cependant que *« peu d'hommes d'Etat ont été si longtemps incompris. Franklin Roosevelt voyait en lui — comme le romancier anglais H.G. Wells — « un mégalomane d'une sincérité absolue ». D'autres le qualifièrent de « candidat dictateur » ou de « farceur politique inepte ».*

Citant cette phrase du général : *« La gloire ne se donne qu'à ceux qui ont toujours rêvé d'elle »*, « Time » conclut : *« En 1958, fidèle à sa maxime, la gloire s'est donnée au général de Gaulle ».*

Lindbergh avait été, en 1927, le premier « homme de l'année ». La liste comprend également Hitler, Churchill, Kroutchev, la reine Elizabeth (woman of the year), et des personnages symboliques comme le « G.I. » (le soldat américain, « Government Issue ») et le « combattant hongrois ».

Il faut remonter à 1932 pour trouver dans le palmarès annuel du magazine américain le seul autre Français qui y ait figuré : un homme qui incarne aujourd'hui politiquement et humainement pour tous les Français — et pour les Américains aussi sans aucun doute — l'opposé de ce que représente le général de Gaulle. C'était Pierre Laval, président du Conseil depuis janvier 1931.

QUI A FAIT TOUT CELA ?

La façon dont « Time » justifiait son choix vaut tout de même la peine d'être relue :

« L'année 1931 a vu le Mahatma Gandhi mécontent retourner aux Indes, Joseph Staline se débattre avec les graves difficultés de son plan quinquennal. Adolf Hitler (possible « homme de 1932 ») échouer à constituer un gouvernement fasciste en Allemagne. Mais qui donc est sorti de l'obscurité pour s'élever au premier rang de la scène mondiale, qui a su gouverner sagement une grande nation, qui a terminé l'année plus populaire que jamais parmi ses compatriotes ?

« Un seul homme a fait tout cela : Pierre Laval. Il vient de donner le ton de l'année 1931 en déclarant, avant de s'envoler pour Washington : « Une période de redressement et de discipline sévère s'impose. »

Lorsque Laval est venu au pouvoir, *« peu de gens ont su percevoir la formidable volonté de gouverner de « l'homme de l'année ».* Peut-être Georges Mandel a-t-il été le plus clairvoyant lorsqu'il a écrit : *« Le cabinet Laval n'a rien à craindre. Il durera aussi longtemps qu'il donnera l'impression de faire quelque chose... Ce pays aime les gouvernements qui gouvernent réellement. »*

« Pendant toute l'année, mois après mois, Pierre Laval a donné l'impression de faire du véritable travail. La Chambre et le Sénat ont approuvé plusieurs mesures très controversées qui s'appuyaient sur le prestige personnel de Pierre Laval et de son ministre des Finances M. Flandin.

« La France termine l'année 1931 avec des réserves d'or supérieures à celles de tous les autres pays européens. Mais sa balance commerciale est déficitaire. Les Français ont le sentiment que des temps difficiles vont s'ouvrir pour eux... »

Il est vrai que « l'homme de l'année » peut être, selon les critères de « Time », « a villain » aussi bien que « a hero ».

CHURCHILL, HOMME DE L'ANNÉE 1940
« Il a donné ce qu'il avait promis. »

MACKENZIE KING : 1945
« Il a gouverné plus longtemps qu'aucun autre. »

TIRAGES

Que lisent les Français ?

● ***Ce sont les bons sentiments qui font les gros tirages.***

DEUX millions quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent trente-trois exemplaires, tel est le plus gros tirage de la presse française, celui d'un mensuel que l'on ne peut pas trouver dans les kiosques : « L'Echo des Françaises ».

Créé en 1903, « L'Echo des Françaises » est édité pour les adhérentes de l'Action Catholique Générale Féminine, auxquelles il est envoyé automatiquement dès leur inscription.

Tiré sur 12 pages, consacrées en majorité aux questions religieuses, ce journal comporte aussi des rubriques pratiques, telles que médecine, enfants, cuisine, cinéma, cadeaux et un courrier des lectrices très varié où l'on peut trouver des questions de ce genre :

« Je voudrais faire attribuer un prix de vertu à une jeune fille, où m'adresser ? ». « Peut-on fumer avant de communier ? Je me tourmente à ce sujet ».

« Mon fils voudrait être enfant de troupe, où dois-je m'adresser ? »

Selon « L'Echo de la Presse et de la Publicité », qui publie la liste des tirages (1) de toute la presse française, voici les dix plus importants :

« L'Echo des Françaises » est suivi par « Paris-Match » (hebdomadaire) : 1.814.651 exemplaires, « Nous Deux » (hebdomadaire) : 1.527.129, « France-soir » (quotidien) : 1.375.000, Sélection du « Readers' Digest » (mensuel) : 1.266.833, « Marie-Claire » (mensuel) : 1.215.610, « L'Echo de la Mode » (hebdomadaire) : 1.083.940, « Modes et Travaux » (mensuel) : 1.024.666, « Le Parisien Libéré » (quotidien) : 922.821, « Le Coopérateur de France » bimensuel) : 874.400.

PUBLICITÉ

3.000.000 de dollars perdus

● ***Quand la presse ne paraît pas, les grands magasins newyorkais perdent leur clientèle.***

LA grève de 4.400 distributeurs de journaux a coûté environ 3 millions de dollars (1 milliard et demi de francs) aux grands magasins newyorkais durant la période des fêtes. La disparition des journaux, donc de la publicité qu'ils contiennent, est responsable de cette énorme mévente.

Pour y remédier, certains commer-

(1) Ces chiffres correspondent au tirage moyen au cours du 2e trimestre 1958.

52 CADEAUX... POUR LE PRIX D'UN

Qu'allez-vous offrir à vos amis pour le Nouvel An ? Un petit objet qui leur fera plaisir une fois ? Ou un cadeau qui se renouvellera toute l'année, que le facteur leur apportera de votre part chaque jeudi, pendant 52 semaines :

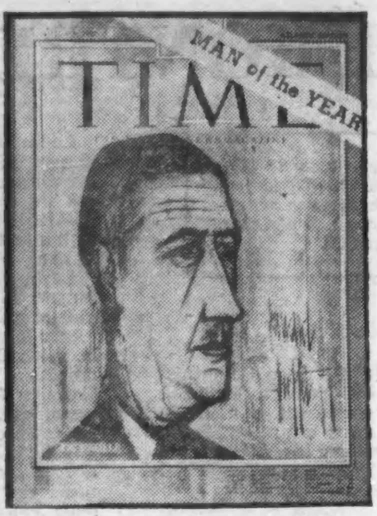
Un abonnement à « L'EXPRESS » avec vos vœux signés par JEAN EFFEL

Afin de participer nous-mêmes à votre cadeau, nous enverrons à vos amis, avec le premier numéro de l'abonnement, cette carte de vœux qui sera DESSINEE ET ECRITE SPECIALEMENT POUR EUX par Jean EFFEL.

Pour cela, il suffit de nous retourner, rempli, le formulaire ci-contre, en joignant un chèque ou un virement postal de 4.000 francs pour chaque abonnement.

M. ....
Adresse : ....
désire souscrire les abonnements suivants, au prix de :
- 4.000 fr. un an - 2.200 fr. six mois (tarif France).
- 5.000 fr. un an - 2.700 fr. six mois (tarif étranger) (1).
au bénéfice de :
1° Nom : ....
Adresse : ....
2° Nom : ....
Adresse : ....
3° Nom : ....
Adresse : ....
Je vous envoie ci-joint la somme de .... francs
par chèque
par virement à votre C.C.P. 7378-19 Paris (1)
Je désire que l'abonnement soit précédé de l'envoi d'une carte de vœux qui sera adressée - anonymement - de ma part (1).
(1) Rayer la mention inutile.

ELIZABETH : 1952
« *Elle a rendu confiance à un peuple troublé.* »



CHARLES DE GAULLE : 1958
« *Il a converti le désir explosif de changement.* »

çants de Manhattan ont affiché des réclames aux fenêtres des wagons de métro ou passé de la publicité dans les petites feuilles de quartier, comme « The Villager » de Greenwich Village. Le grand magasin Stern (42e rue) a installé derrière une vitrine huit jolies filles chargées d'inscrire à un tableau noir les articles en réclame. Cette « publicité vivante » eut tant de succès qu'il est question de la conserver même après la reprise des journaux. Mais son effet demeure très limité.

Radio et TV ont évidemment été mises à large contribution, sans que l'on obtienne d'elles le succès attendu, ce qui d'ailleurs — à quelque chose malheur est bon — a renforcé pour l'avenir la position de la publicité presse.

Quant aux 15.000 chômeurs forcés de la presse, ils ont gagné leurs salaires de fin d'année en triant le courrier supplémentaire dans les postes avant de retourner à leurs machines à écrire ou à leurs imprimeries.

DUEL

M. de Bénouville renonce

● *Général, député et journaliste — mais pas très sérieux.*

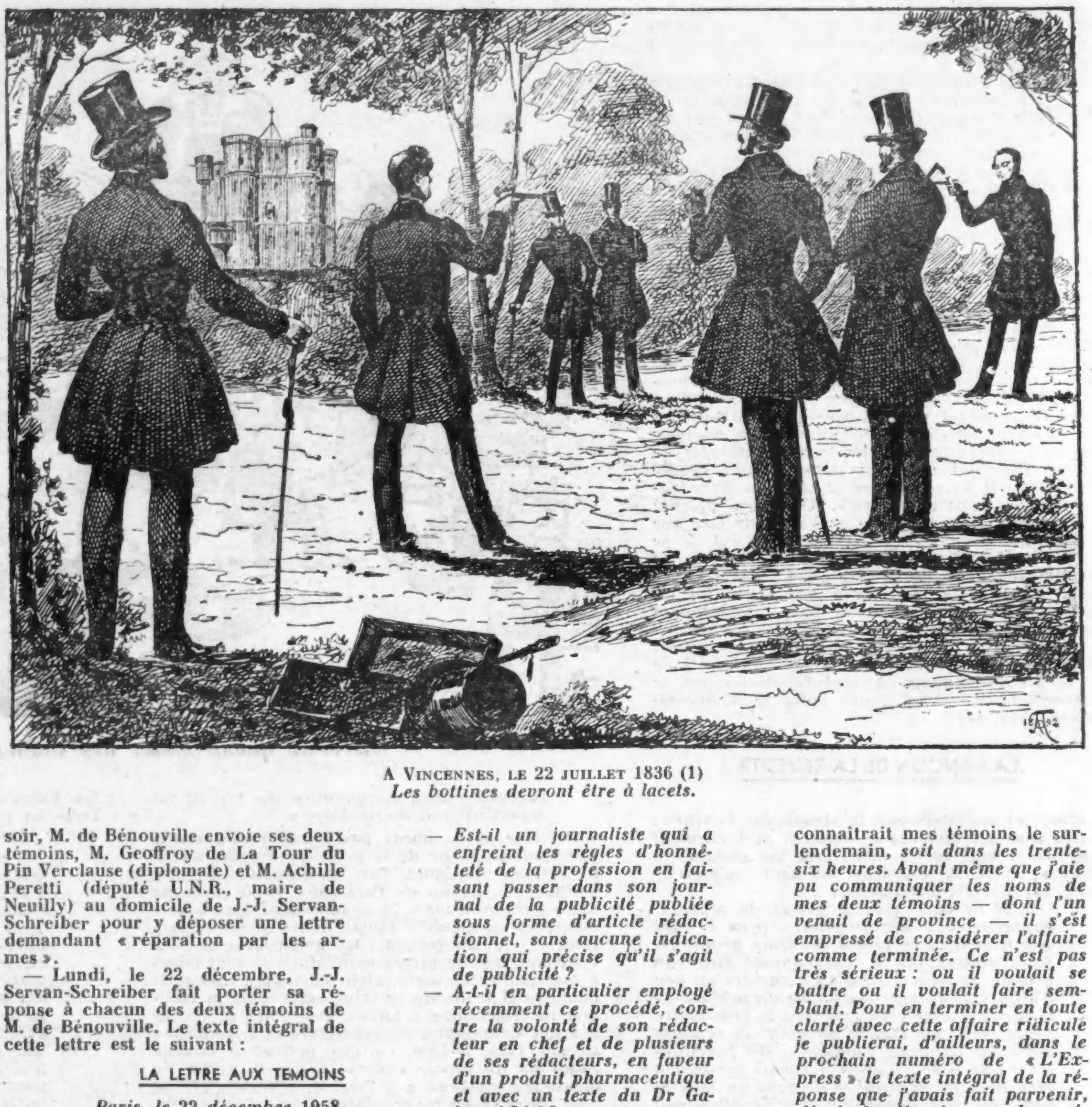
M. DE BENOUVILLE, député U.N.R. d'Ille-et-Vilaine, s'estimant offensé par un article publié dans « L'Express », a provoqué, dimanche 21 décembre, J.-J. Servan-Schreiber en duel. Ayant ensuite renoncé à cette « réparation par les armes » il a inondé les agences de presse et les journaux quotidiens de communiqués qui nous imposent de parler ici de cette affaire. En voici donc le compte rendu exact :

— Le jeudi 11 décembre, à la première séance de l'Assemblée nationale, M. de Bénouville réclame des mesures contre « L'Express ».

— Dans le numéro de « L'Express » qui suit immédiatement (paru le jeudi 18 décembre) un court article révèle pourquoi M. de Bénouville n'est pas en mesure de donner des leçons de moralité à des confrères journalistes.

— Trois jours plus tard, le samedi soir, M. de Bénouville envoie ses deux témoins, M. Geoffroy de La Tour du Pin Verclause (diplomate) et M. Achille Peretti (député U.N.R., maire de Neuilly) au domicile de J.-J. Servan-Schreiber pour y déposer une lettre demandant « réparation par les armes ».

— Lundi, le 22 décembre, J.-J. Servan-Schreiber fait porter sa réponse à chacun des deux témoins de M. de Bénouville. Le texte intégral de cette lettre est le suivant :



A VINCENNES, LE 22 JUILLET 1836 (1)
Les bottines devront être à lacets.

LA LETTRE AUX TEMOINS

Paris, le 22 décembre 1958.

« *Monsieur,*

La proposition de M. de Bénouville, que vous m'avez transmise, est étrange. On ne « répare par les armes » ni la manière injurieuse dont M. de Bénouville s'est exprimé à notre égard en séance de l'Assemblée nationale, ni les faits, le concernant, que nous avons alors été dans l'obligation de rendre publics. Ces faits, sur le comportement de M. de Bénouville comme journaliste professionnel, sont - ils exacts ou inexacts ? Telle est la seule question à considérer. Le rite absurde et archaïque du duel ne prouve rien, ne tranche rien, et ne sert à rien — sauf à conduire ceux qui y participent à des sanctions pénales.

Que M. de Bénouville cherche, par cette manœuvre de diversion, à obscurcir l'examen des faits que mon journal a publiés, c'est manifeste.

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir lui transmettre la réponse que voici :

1° J'accepte de le rencontrer les armes à la main où il le voudra, quand il le voudra. Quels que soient la manière, le lieu et la date, ce cérémonial sera toujours aussi vain et aussi ridicule. Mais je ne chercherai pas à m'y dérober : à une seule condition, formelle, qui est la suivante.

2° Deux représentants désignés par lui et deux autres désignés par moi, plus un arbitre compétent en matière de presse, choisi en commun, formeront un jury d'honneur qui aura d'abord à examiner sur le fond si ce que mon journal a publié sur M. de Bénouville est vrai ou faux. En particulier :

— Est-il un journaliste entretenu, c'est-à-dire dont la publication en lourd déficit permanent — de plusieurs centaines de millions par an — le contraint à être subventionné, chaque mois, par un pouvoir financier dont il dépend ?

— Est-il un journaliste qui a enfreint les règles d'honnêteté de la profession en faisant passer dans son journal de la publicité publiée sous forme d'article rédactionnel, sans aucune indication qui précise qu'il s'agit de publicité ?

— A-t-il en particulier employé récemment ce procédé, contre la volonté de son rédacteur en chef et de plusieurs de ses rédacteurs, en faveur d'un produit pharmaceutique et avec un texte du Dr Galeazzi-Lisi ?

Ces questions doivent être examinées et jugées par le jury d'honneur — cela avant tout. Les choses ayant été ainsi clairement établies, et la conclusion du jury étant destinée à être rendue publique, je suis d'accord pour rencontrer alors M. de Bénouville sur le terrain, s'il le désire, en toute hypothèse.

3° Je vous ferai connaître les noms de deux de mes amis, chargés de me représenter, après-demain. D'ici là je vous prie de bien vouloir m'excuser, mais je dois terminer la fabrication de mon journal et ne disposerai donc pas du temps nécessaire pour m'occuper de cette affaire.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Signé :
J.-J. Servan-Schreiber. »

LE « CODE DE L'HONNEUR »

— Mardi, le 23 décembre, à midi, M. de Bénouville et ses témoins font alors savoir, par écrit, qu'ils considèrent l'affaire comme terminée.

— Mercredi, le 24 décembre, M. de Bénouville fait porter des communiqués aux agences de presse et aux journaux quotidiens expliquant que, s'il a renoncé, c'est que son adversaire « ne s'est pas conformé aux dispositions du Code de l'Honneur, en répondant lui-même directement aux témoins, au lieu de communiquer les noms de ses propres témoins dans les vingt-quatre heures. Il est donc carencé. »

J.-J. Servan-Schreiber a répondu par une note finale qui est la suivante :

« *M. de Bénouville a tort d'insister. Il a mis trois jours pour me provoquer en duel, ce qui est absolument contraire à la disposition essentielle de son fameux Code de l'Honneur (dernière édition 1892). Il était donc, lui, « carencé » — comme il dit — dès le départ. Je n'en ai pas tenu compte. J'ai répondu, par* écrit, dans les vingt-quatre heures. *Et j'ai dit, par écrit, qu'il connaîtrait mes témoins le surlendemain, soit dans les trente-six heures. Avant même que j'aie pu communiquer les noms de mes deux témoins — dont l'un venait de province — il s'est empressé de considérer l'affaire comme terminée. Ce n'est pas très sérieux : ou il voulait se battre ou il voulait faire semblant. Pour en terminer en toute clarté avec cette affaire ridicule je publierai, d'ailleurs, dans le prochain numéro de « L'Express » le texte intégral de la réponse que j'avais fait parvenir, dès le lundi soir, aux deux témoins du député U.N.R.* »

Ce qui est fait.

1) Une question importante dans une rencontre est celle de la toilette. Voici à ce sujet les conseils que donnent MM. G. Letainturier et Fradin dans le Code du Duel :

« Laissez de côté la chemise de soie et munissez-vous d'une chemise dont le plastron et les poignets soient bien empesés. Mettez un pantalon large qui vous permette tous les mouvements, y compris surtout celui de la fente ; qu'il soit bien serré à la taille, et relevé du bas pour ne pas marcher dessus et éviter ainsi une chute possible.

« Les bottines devront être à lacets, avec talons bas et larges. Dans le cas où les gants à crispin n'auront pas été prescrits, prenez des gants de peau de daim, en ayant soin, au préalable, de mettre à l'intérieur un peu de colophane. Si vous vous servez d'un simple mouchoir pour tenir l'épée, ce qui est un mauvais procédé, évitez que les bouts pendent, car cela est contraire aux règles du duel.

« En résumé, nous dirons : que votre costume soit aisé, sans négliger absolument la question de bon goût, mais que ce ne soit pas là votre unique préoccupation. N'oubliez jamais que vous vous battez, non pour la galerie, mais pour vous-même. »

au bureau, chez vous, en voyage, et pour offrir
EXTENDOS
classe tout
Toutes Papeteries, mais... exigez EXTENDOS, le vrai
Renseignements : ESDÉ, B. P. 290, SAINT-DIÉ (Vosges)

UN PROFESSEUR DÉMONTRE : 1 = 2

En publiant il y a quelques mois un ouvrage de sociologie humoristique sous le titre « La Loi de Parkinson », le professeur Parkinson, de l'Université de Singapour, a à la fois étonné et amusé les Anglais. Son livre a connu un immense succès. Depuis de longues semaines il occupe le première place sur la liste des best-sellers non romanesques en Angleterre. Voici ce que contient ce livre divertissant mais fort sérieux malgré les apparences.

POUR l'Occidental cultivé, Parkinson évoquait jusqu'à présent un personnage de Bromfield et une maladie nerveuse. Il pourra désormais ajouter la loi à laquelle le Pr. C. Northcote Parkinson, de l'Université de Singapour, a donné son nom, et selon laquelle *« tout travail s'étend de façon à remplir le temps imparti pour son exécution »* — autrement dit, plus l'on dispose de temps pour accomplir une tâche, plus cette tâche prend précisément de temps (1).

Vous croyiez peut-être que le gonflement des effectifs de fonctionnaires devait plus ou moins refléter l'accroissement du volume de travail à faire. Erreur :

> *« L'augmentation du chiffre des employés est gouvernée par la loi de Parkinson, et elle demeurerait constante que le volume du travail à faire s'accroisse, diminue ou même se trouve réduit à néant. »*

Cette croissance autonome des effectifs administratifs est elle-même la résultante de deux tendances que le professeur Parkinson définit comme suit :

1) « Un fonctionnaire entend multiplier ses subordonnés et non ses rivaux » ;

2) « Les fonctionnaires se créent mutuellement du travail ».

Une fois en possession de ces données, on comprend que *« les administrateurs sont plus ou moins condamnés à se multiplier »*. Si M. A. est surchargé de travail, il ne sera pas assez fou pour demander qu'on lui adjoigne, pour le décharger, un fonctionnaire de rang égal qui serait un concurrent direct pour l'avancement. Il lui faut un — ou plutôt *deux* subordonnés. Car nommer un seul subordonné reviendrait à partager le travail avec lui et à lui donner cette égalité de statut qui a fait rejeter la solution du collaborateur « à part entière ». Une fois nommé MM. B. et C., M. A. est le seul à avoir une vue d'ensemble des affaires traitées, et B et C se neutralisent mutuellement à cause de l'esprit de compétition que crée le désir d'avancement. Ces deux adjoints se trouveront eux aussi tôt ou tard accablés de travail, et leur renforcement s'effectuera selon les mêmes modalités, par recrutement de D + E et F + G, c'est-à-dire en suivant le rythme d'une progression géométrique : à ce stade du développement, sept fonctionnaires se trouvent faire le travail que jadis M. A. accomplissait tout seul.

LA RANÇON DE LA REUSSITE

C'est ici qu'intervient le deuxième facteur : *« Ces sept personnages se donnent mutuellement tant de travail qu'ils n'ont pas un instant de répit »*, et M. A. est aussi surmené qu'auparavant, car il est consciencieux :

> *« Il lit avec soin le projet de réponse, supprime ces paragraphes confus ajoutés par C et G et revient à la forme primitivement établie par F, qui connaît bien son travail, même s'il est d'un caractère un peu difficile. Il corrige les fautes de syntaxe — tous ces jeunes gens ignorent la grammaire — et finit par mettre au point la réponse même qu'il aurait rédigée si les fonctionnaires de B à G n'avaient jamais existé. Un bien plus grand nombre de gens qu'auparavant ont mis beaucoup plus longtemps à produire le même résultat. Personne pourtant n'a flâné. Chacun a fait de son mieux. Et c'est à une heure tardive de la soirée que A peut enfin quitter son bureau pour regagner sa petite maison de banlieue. Les lumières des autres bureaux s'éteignent dans le crépuscule qui tombe, marquant la fin d'une nouvelle journée de labeur administratif. A. sort parmi les derniers en songeant, les épaules voûtées et un sourire amer aux lèvres, que, comme les cheveux gris, des heures de bureau tardives comptent dans la rançon de la réussite. »*

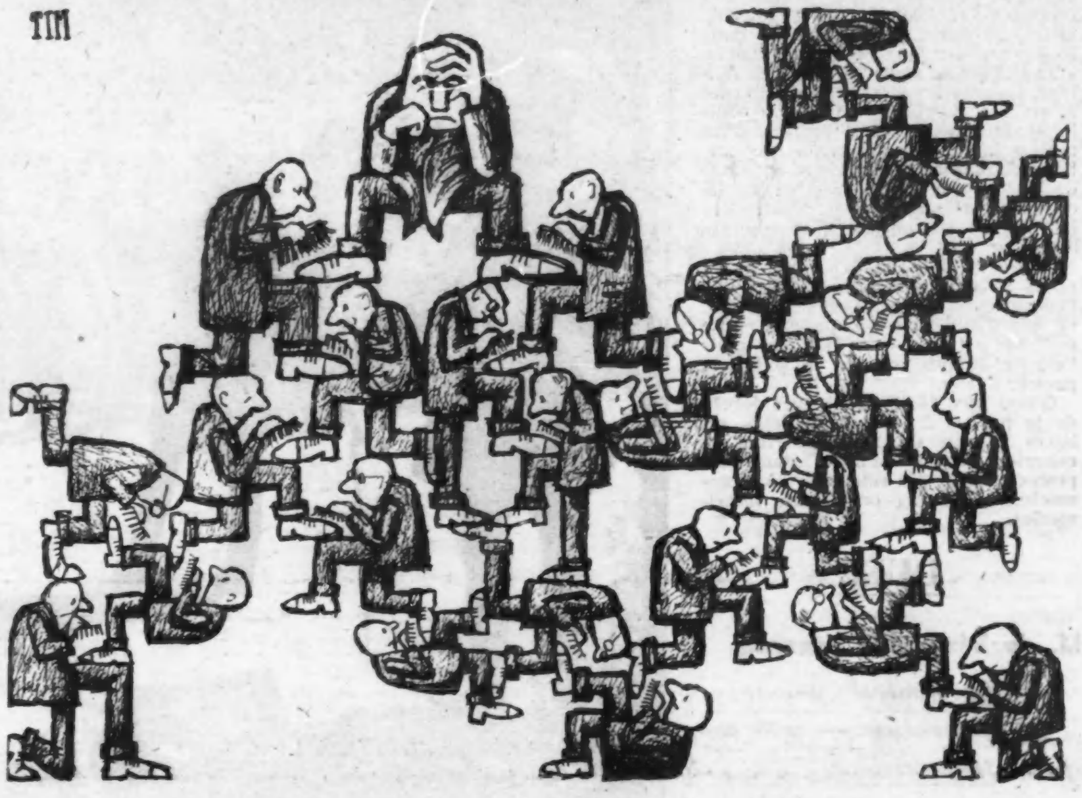
Cette phénoménologie de l'Administration-gigogne, le Pr. Parkinson la complète par des données statistiques qui ne laissent pas de rendre rêveur :

a) En 1928, l'Amirauté britannique comptait vingt grands navires de guerre en service contre soixante-deux en 1914 (— 67,74 %), 100.000 officiers et matelots contre 146.000 (— 31,5 %) ; les effectifs des fonctionnaires et employés des arsenaux ont pendant la même période augmenté de 40,28 % et ceux des fonctionnaires de l'Administration centrale de l'Amirauté de 78,45 % !

b) Alors que l'Empire britannique rapetissait progressivement entre 1935 et 1954, le nombre des fonctionnaires du Colonial Office (le ministère britannique des Colonies) passait de 372 à 1.661, soit un taux d'accroissement annuel de 5,89 %. Le Pr. Parkinson nous donne même la formule arithmétique qui permet de calculer ce taux dans n'importe quelle situation ; il est égal à

$$x = \frac{2\,k^m + l}{n} \ldots$$

> *« Ce chiffre se situera toujours entre 5,17 et 6,56 %, indépendamment de toute variation dans la quantité de travail (si travail il y a) à effectuer. »*



Il reste quand même des souliers à cirer

Ce livre ne se borne pas à une redécouverte pseudo-scientifique de la prolifération des administrations publiques. Car, au premier chapitre intitulé : *« La loi de Parkinson ou le principe de la pyramide sans fin »*, succèdent neuf autres chapitres où nombre d'institutions sociales vénérables : le Parlement, le gouvernement, les concours, les réceptions mondaines — sont mises à mal par cette sociométrie burlesque. Ainsi, le chapitre II traite de certains aspects de la tactique parlementaire : tandis que dans la Chambre des Communes, conservateurs et travaillistes siègent face à face, ce qui permet à chaque camp de distinguer commodément la vérité du mensonge, en France *« l'erreur initiale a été de faire siéger les représentants en demi-cercle, faisant tous face à la tribune »*, d'où *« impossibilité de former des équipes véritablement opposées »*.

La forme semi-circulaire du Palais-Bourbon *« permet de subtiles distinctions entre les divers degrés de droite et de gauche. On ne retrouve pas dans le Parlement français la distinction bien tranchée des Britanniques entre la vérité et l'erreur »*.

ON DEMANDE PREMIER MINISTRE

Dans une telle configuration, les débats sont finalement tranchés par les votes du bloc du centre, lieu géométrique des gens à intellect lent ou absent, des sourds, des grands vieillards et des hésitants. L'auteur expose alors les divers procédés propres à rallier les suffrages de ce Marais en faveur de la bonne cause.

Le Pr. Parkinson nous démontre ensuite le fonctionnement d'une séance budgétaire : peu importe où, puisque, de toute manière, la loi de l'insignifiance veut que le temps consacré à l'examen d'un crédit soit inversement proportionnel à l'importance de la somme en jeu. Il y a bien entendu une zone intermédiaire (entre 5.000 et 5 milliards) où l'on consacre à peu près le même temps — deux à quatre minutes — à éplucher la dépense, quelle qu'elle soit.

La méthode du Pr. Parkinson consiste précisément à repérer ce genre de seuil à partir duquel les différences de degré se changent en différences de nature. Par exemple, dans tout organe délibératif collégial, le chiffre de 20 semble être la limite fatidique au-delà de laquelle commence la zone d'inefficacité.

Le fonctionnement inexorable de la loi de Parkinson impliquant le recrutement continuel de nouveaux employés, comment choisir parmi toutes les demandes ? L'auteur renvoie dos à dos la méthode britannique (recrutement d'après la naissance ou l'éducation) et la méthode chinoise (examen écrit), car elles font perdre du temps ; quant aux méthodes modernes de sélection par les tests et l'interview psychologique, elles sont à rejeter, car elles favorisent la dissimulation. Il faut s'y prendre autrement et s'arranger pour poser des conditions telles que seul un, deux ou trois candidats (selon qu'il y a une, deux ou trois places à pourvoir) y répondent. Si aucun impétrant ne se présente, c'est que l'on a été trop exigeant ; il faut adoucir les conditions, quitte à les durcir si les candidats sont trop nombreux. Pour un président du Conseil, la formule d'annonce idéale serait à peu près celle-ci :

> *« On demande Premier Ministre de Puritanie. Heures de travail : 4 heures du matin à 23 h. 59. Les candidats doivent être prêts à disputer trois rounds contre le champion local poids lourd (avec gants réglementaires). Les candidats accepteront de mourir pour leur pays, sans douleur, une fois parvenus à l'âge de la retraite (65 ans). Ils auront à passer un examen portant sur la procédure parlementaire et seront éliminés s'ils n'obtiennent pas une moyenne de 19 sur 20. Ils seront également éliminés s'ils n'obtiennent pas 75 % des voix dans un sondage d'opinion concernant leur popularité. Ils seront enfin invités à donner la preuve de leur éloquence lors d'une réunion de protestants darbystes (2), le but de leur harangue étant d'inciter les assistants à danser le rock and roll. Ceux qui auront échoué à cette épreuve seront éliminés. »*

L'humour anglais, on le sait, revêt deux formes: il consiste soit à parler sérieusement de choses légères, ou à traiter légèrement des sujets sérieux. Notre sociologue humoriste joue sur les deux tableaux à la fois, car il cherche à définir mathématiquement les différents champs de force d'une cocktail-party, tandis qu'il parle légèrement de l'inefficacité des institutions politiques, du système de recrutement des élites ou du développement indéfini des bureaucraties. C'est le meilleur moyen de donner au lecteur l'impression que l'on sait éviter aussi bien le pédantisme que la futilité. Malgré tout, il ne serait pas mauvais qu'en France un sociologue un peu polytechnicien et très peu conformiste s'attachât par exemple à vérifier s'il est bien vrai que *« le nombre des ennemis que vous avez varie en fonction inverse du nombre des généraux dont vous disposez »*.

---

(1) « 1 = 2 ou les règles d'or de M. Parkinson », par C. Northcote Parkinson. Ed. Robert Laffont.

(2) Secte protestante fondée au début du XIXe siècle par l'Anglais John Darby, et dont les membres (quelques milliers) se trouvent surtout en Suisse romande et le Midi de la France. Elle ignore une organisation ecclésiastique et attend le retour du Christ. (N.D.L.R.)

RENCONTRE

● *Plaisirs et miracles de la confession collective.*

Les romanciers parlent

La plupart des romanciers qui se sont réunis à Royaumont trois jours avant Noël ne manquaient pas de préventions : ni la gravité du lieu ni ce genre de « débat » n'exerçaient un grand attrait...

Pourtant, il s'agissait d'un colloque d'un genre neuf. On allait éviter les débats pédants et tenter de répondre à la question : pourquoi ai-je choisi le roman pour m'exprimer ?

POESIE ET REALITE

Certains thèmes avaient été préparés lors de réunions préliminaires. Tout cela fut très vite oublié et personne ne s'en est plaint : les romanciers se mirent à se confesser les uns aux autres.

Lancée par J.-L. Bory et G. Le C'lech, la confrontation commença par deux exposés de Michel Butor et Bernard Pingaud. Si l'un et l'autre définissaient un effort parallèle, si l'un et l'autre étaient soucieux de rompre avec des habitudes acquises, Butor, pourtant, accordait à la poésie plus que Pingaud.

A la très émouvante profession de foi de Michel Butor, Alfred Kern, Albert Memmi, Jean Bloch-Michel et J. Duvignaud répliquèrent au nom des droits du roman à disposer du réel et de l'imaginaire. Kern, pour sa part, exigeait de la fiction qu'elle soit un instrument d'investigation du réel, que Duvignaud aurait attiré vers la politique prise au sens très large, presque métaphysique : la création de mythes capables de fonder une communication véritable.

Albert Memmi apportait avec lui l'expérience particulière d'un écrivain qui a vécu la confrontation de deux langues et de deux cultures. Celle diversité d'influences ne force-t-elle pas l'écrivain à se montrer moins soucieux d'art pur que ne le désirent Butor ou Pingaud et plus sensible à la vie — voire dans ses aspects sordides ?

QUERELLES DE FORME

Ce fut, bien curieusement, J.-C. Pichon qui ramena le débat aux questions de forme. Il pensait à cette vision qui s'exprime par le style. Mais que savons-nous de cette expérience de l'écriture ? Quels mots avons-nous pour la raconter si nous voulons éviter les idées théoriques et vagues ?

Pour répondre à cette interrogation, Clara Malraux esquissa une sorte de psychanalyse de sa propre création, montrant les composantes intérieures, charnelles de l'acte d'écrire. Bloch-Michel, de son côté, insista lui aussi avec force et précision sur les aspects vivants et éthiques de l'invention romanesque, tandis que Michel Zéraffa évoquait la naissance des personnages.

Edouard Glissant, avec un autre ton que Michel Butor, revint à son tour à la poésie. Ce lyrisme qu'il a puisé dans la culture africaine et qui, à travers notre langue, peut renouveler nos sources d'inspiration et rajeunir une prose dominée par des siècles d'habitudes.

Ces confrontations n'étaient pas for- →

SERGE GROUSSARD
est un
AS
écrit ROBERT KEMP
dans son article sur
QUARTIER CHINOIS
EDITIONS ALBIN MICHEL

LES SUCCÈS DE 1958

300 000	● LE DOCTEUR JIVAGO	Boris Pasternak	*Gallimard*
230 000	● VACANCES A TOUS PRIX	Pierre Daninos	*Hachette*
162 000	● LA QUESTION	Henri Alleg	*Ed. de Minuit*
113 000	● LA RENCONTRE	Henri Troyat	*Plon*
110 000	● L'EMPIRE CELESTE	Françoise Mallet-Joris	*Julliard*
100 000	● LE LION	Joseph Kessel	*Gallimard*
	● LA NEGOCIATION	Francis Walder	*Gallimard*
	● TOUT L'HUMOUR DU MONDE	Pierre Daninos	*Hachette*
	● ICI CLOTILDE	Cecil Saint-Laurent	*P. de la Cité*
	● IL EST PLUS TARD QUE TU NE PENSES	Gilbert Cesbron	*Laffont*
80 000	● LE PRESIDENT	Georges Simenon	*P. de la Cité*
75 000	● LE REPOS DU GUERRIER	Christiane Rochefort	*Grasset*
73 000	● LE GRAND DADAIS	Poirot-Delpech	*Denoël*
60 000	● LA LUMIERE DU NORD	A.-J. Cronin	*Albin Michel*
58 000	● LA LEZARDE	Edouard Glissant	*Ed. Seuil*
55 000	● L'EGLISE DES TEMPS CLASSIQUES	Daniel-Rops	*A. Fayard*
	● LA LETTRE DE PEKIN	Pearl Buck	*Stock*
50 000	● LE CENTENAIRE DE JALNA	J. Mazo de la Roche	*Plon*
49 000	● LA SEMAINE SAINTE	Aragon	*Gallimard*
47 000	● MASQUE DE CHAIR	M. Van der Mersch	*Albin Michel*
45 000	● LE JOURNAL D'UNE JEUNE FILLE RANGEE	Simone de Beauvoir	*Gallimard*
42 000	● LE NAIF AMOUREUX	Paul Guth	*Albin Michel*
40 000	● AKU AKU	Thor Heyerdahl	*Albin Michel*
	● LA SAINTE VEHME	Pierre Benoit	*Albin Michel*
	● TROIS CONTES HISTORIQUES	Conan Doyle	*Laffont*
	● LA REVOLUTION DU 13 MAI	Alain de Sérigny	*Plon*
35 000	● LA LETTRE DANS UN TAXI	Louise de Vilmorin	*Gallimard*
	● A LA DECOUVERTE DES FRESQUES DU TASSILI	Henri Lhote	*Arthaud*
	● GRAND PARADIS	Samivel	*Hachette*
	● LA TERRE DU BARBARE	Jean Hougron	*Del Duca*
34 000	● ANGELO	Jean Giono	*Gallimard*
33 000	● ALEXANDRE LE GRAND	Maurice Druon	*Del Duca*
30 000	● LA VIE DE TOULOUSE-LAUTREC	Henri Perruchot	*Hachette*
	● MERVEILLES DU LOUVRE		*Hachette*
	● UNE CURIEUSE SOLITUDE	Philippe Sollers	*Ed. Seuil*
	● LE MIROIR DE LA FEMME		*Denoël*

● Cette liste est basée sur les chiffres de tirage indiqués par les éditeurs. Elle ne tient pas compte de la littérature « du cœur » et des romans policiers. Les plus grands succès du roman policier sont « Fantasia chez les Ploucs » et « La Reine des Pommes » (Série Noire). 75.000 exemplaires, et plusieurs volumes des « Aventures du Saint » (66.000).

● « Le Docteur Jivago » est le best-seller n° 1 non seulement en France, mais aussi en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en Suède et aux Etats-Unis. On estime que les droits d'auteur de Pasternak provenant de pays occidentaux se chiffrent à environ 250 millions de francs.

● Les cinq prix littéraires de fin d'année (Goncourt, Femina, Renaudot, Interallié, Nouvelle Vague) ont assuré déjà un tirage important aux livres de leur choix. Mais il est évident que le succès de ces romans n'est pas encore épuisé. A titre indicatif, voici les tirages des prix littéraires 1957 : Roger Vailland, « La Loi », 280.000 ; Christian Mégret, « Le carrefour des solitudes », 130.000 ; Michel Butor, « La Modification », 92.000 ; Paul Guimard, « Rue du Havre », 80.000.

● Certains succès tels « La Semaine Sainte » d'Aragon et « Le Journal d'une jeune fille rangée » de Simone de Beauvoir, parus récemment, se trouvent dans une situation analogue aux prix littéraires : leur succès n'est pas encore épuisé.

● Il convient enfin de signaler que la pièce tirée du « Journal » d'Anne Frank (publié en 1951) a provoqué un regain d'intérêt pour le livre et il a été vendu en 1958 à 95.000 exemplaires.

(Enquête d'Anne-Marie de Vilaine.)

→

melles. A mesure qu'ils se confessaient, racontaient leur jeunesse, leurs débuts et approchaient de cet aveu qui devrait cerner l'essentiel sans y atteindre jamais, les romanciers présents au colloque s'étonnaient d'y prendre du plaisir. Pour la première fois, des écrivains qui se parlent à peine dans les cafés de Saint-Germain ou les cocktails d'éditeurs trouvaient un langage commun. C'est qu'ils parlaient de leur expérience...

UN LANGAGE COMMUN

Les deux vedettes à coup sûr de cette rencontre — si l'on peut parler de vedettes — ce furent Georges Navel et Christiane Rochefort. L'un et l'autre redoutaient le contact avec des « intellectuels ».

Là se produisit le second miracle de cette rencontre : mis en confiance, Navel et Ch. Rochefort trouvèrent les mots qu'il fallait pour dire leur expérience de créateurs de fiction. L'ancien ouvrier d'usine découvert par Bernard Groethuysen et Georges Friedmann montra avec une simplicité et une extraordinaire justesse d'images la création de sa propre langue de romancier. La jeune femme étrangère jusqu'ici aux cercles littéraires, justifia sa tentative d'un roman qui interrogeât sur la vie, au lieu de suggérer des réponses.

Le dernier jour, après les « confessions » de René de Obaldia et de Georges Magnage, une journaliste un peu naïve qui s'était tue jusque-là se demanda pour quelle raison des romanciers, auteurs d'œuvres connues et disons faciles, n'étaient pas conviés à ce débat.

L'entretien reprit brusquement et chacun répondit selon sa nature, les uns avec violence, les autres avec humour, mais tous avec passion que l'écriture est un acte grave et, qu'en bref, ils prennent, eux, leur métier au sérieux.

ESSAIS

● *Un écrivain de trente ans, face à Sartre et à Drieu.*

La panoplie littéraire

par Bernard Frank. Ed. Julliard. 248 pages. 870 francs

« LA Panoplie littéraire », c'est une querelle d'amoureux faite par un écrivain de trente ans aux mirages qui éblouirent son adolescence. Des œuvres, des personnages, des idées, des comédies, un imbroglio indéfectible de tricheries, de vérités et de poses — tel est l'arsenal pour les petites et les grandes batailles des Lettres, la vieille panoplie offerte à celui que la naissante notoriété costume en *écrivain*. Si « La Panoplie littéraire » était le premier livre de Bernard Frank, on crierait sans doute au miracle ; comme c'est le sixième, et que quatre fois déjà il a exploité des thèmes voisins, on est agacé. En fait d'agacement, on aurait même tendance à faire payer à Frank le capital avec les intérêts. Le vice anecdotique et autobiographique que révélaient ses premiers livres avait à la fois séduit et exaspéré ; de là à lui adresser cette fois encore le même reproche, sans lire vraiment le livre... Il faudrait pourtant beaucoup de légèreté pour ne pas saluer les réussites éclatantes de « La Panoplie littéraire ». C'est un livre outrageusement intelligent. L'agacement ? Eh bien ! oui, Frank est agaçant pendant 61 pages. A partir de la soixante-cinquième, il entre dans son sujet et devient lui-même : plusieurs fois inimitable, jamais ennuyeux.

Son sujet, son prétexte plutôt, c'est Drieu La Rochelle. Ou plus exactement comment Frank déchiqueta la mythologie de Drieu sur lequel il devait d'abord écrire un article et à propos duquel il finit par écrire ce livre. Autre ombre, presque aussi encombrante que celle de Drieu (plus, même, car exemplaire) : Sartre. Entre ces deux points fixes de son exploration, tout le livre n'est qu'une incessante, sinueuse, multiforme digression. On est presque surpris que le sujet ne soit pas oublié en route, et que, vaille que vaille, « La Panoplie » finisse par être le meilleur essai consacré à Drieu. (Les chapitres sur le « Suicide » et le « Lexique » sont les plus clairs, les plus vifs.)

UN GRAND JEU

Dans ce grand jeu, Sartre est maître d'équipage, Frank chasseur et Drieu victime. Sartre fournit une méthode, Drieu un exemple presque trop beau de comédie à démonter ; ainsi excité au combat, Frank traque furieusement le toc, le plaqué-or en littérature. La mauvaise foi n'est pas sa plus mauvaise arme. A peu près rien de ce qu'il touche ne résiste à la corrosion, au ricanement, à cette impitoyable logique de bavard intelligent qu'il déploie à longueur de pages. Si (comme trois des précédents livres de Frank) celui-ci ne débouchait pas sur autre chose que le magasin aux accessoires littéraires, ce ne serait que le mieux réussi, le plus malin de ces ouvrages stériles qui peuvent devenir en France une spécialité appréciée (voir Drieu...). Mais il se trouve que Frank, pressé d'échapper à son gibier, écrit vraiment la fin de son livre à la première personne. Il y a là 20 pages remarquables sur le sommeil français, la distraction française. Frank, qui parle parfois trop de lui, parle beaucoup mieux (qu'on pardonne ce style noble) de la France. Alors son livre n'est plus du tout ce qu'on pouvait craindre qu'il ne fût : « un livre pour écrivains », et même pour vieux écrivains. Il est au contraire amer et d'un contact un peu rude : tout à fait actuel. On retrouve des réalités en traversant les mirages littéraires.

FRANÇOIS NOURISSIER.

(New York Times.)

Désormais, vous n'aurez plus le droit d'emprunter des livres à la bibliothèque de la prison.

ROMANS

● *Il ne suffit pas de vouloir aimer.*

Valentin

par Jacques Bens. Ed. Gallimard. 200 pages. 550 francs

VALENTIN habite un petit village de potiers du centre de la France. Il y vit solitaire avec un copain, possède un four et cuit des poteries. Jeanne débarque de Paris pour assister à cette opération magique et sacrée qui s'appelle la cuisson. Elle est curieuse de ce rite, curieuse aussi de celui qui le pratique — Valentin — et qu'on lui a dit être un ours. Le livre nous raconte — et les deux thèmes s'entrelacent avec infiniment d'habileté et de grâce — l'histoire de la cuisson et l'histoire de ce « faux amour confondu », comme dirait Apollinaire, entre Jeanne et Valentin.

A l'aube du second jour, les poteries sont cuites, mais à la chaleur, à la lueur de ce four qui, pendant 200 pages, a éclairé le roman, l'amour de Jeanne et de Valentin vient de mûrir et d'éclore. Alors, le doute — avec toujours ce quelque chose d'apollinarien dans la nuance et ce ton « Raymond Queneau » dans l'écriture — vient du même battement d'ailes au cœur des amoureux étonnés, M. Bens n'oubliant pas non plus qu'il est l'auteur de bons et charmants poèmes.

C'est qu'il ne suffit pas de *vouloir* aimer, il faut *savoir*. Valentin n'est pas sûr de ne pas avoir désappris à aimer. Va-t-il tenter Dieu (ou le Diable) ? Il lance une pièce en l'air. Sur un pile ou face, il risque ce qu'il appelait sa tranquillité et sa sagesse pour peut-être aller à la rencontre de l'amour.

VU, LU, SU

● La traduction du roman de Vladimir Nabokov « LOLITA » est achevée aux éditions Gallimard. Le livre sortira dans le courant de l'année.

En tête des best-sellers aux Etats-Unis (après « Le Docteur Jivago »), « Lolita » conte l'amour d'un homme mûr pour une « nymphette », c'est-à-dire une petite fille de douze ans. La diffusion de l'édition en langue anglaise a été interdite en France par la censure.

● FRANCIS WALDER a remis à son éditeur le nouveau manuscrit d'un roman intitulé « CENDRE ET OR », montrant les ravages que peut causer, à notre époque, l'amour de l'argent.

● La librairie espagnole de la rue Mazarine crée sa propre maison d'édition : « LE CLUB DU LIVRE ESPAGNOL » qui présentera un panorama littéraire et culturel de l'Espagne contemporaine. Les jeunes auteurs y publieront les manuscrits que la censure les empêche de faire paraître dans leur pays. Premier titre : « LA RESACA » de Juan Goytisolo.

D'autre part, le deuxième roman de Juan Goytisolo « DEUIL AU PARADIS » sortira prochainement chez Gallimard, traduit par Maurice Coindreau.

● La vente des LETTRES DE MARCEL PROUST à son ami Reynaldo Hahn a atteint près de quatre millions, à l'hôtel Drouot. Ce sont les seules lettres que Proust a illustrées de nombreux dessins. La plupart ont été reproduites dans les « Lettres à Reynaldo Hahn », préfacées par Emmanuel Berl.

● Grasset prépare une édition du théâtre complet de JEAN GIRAUDOUX. Le tome I comprend « Siegfried », « La fin de Siegfried », « Judith », « Amphitryon 38 ». Le tome II « Intermezzo », « Tessa », « La guerre de Troie n'aura pas lieu ».

● Chez Robert Laffont, on annonce la sortie des mémoires de MILOVAN DJILAS (ancien vice-président de la République Yougoslave, actuellement en prison) intitulés « Pays sans justice ». C'est l'histoire de son enfance et de son adolescence entre les deux guerres.

● Une nouvelle collection de LIVRES DE POCHE, consacrée aux œuvres classiques et dirigée par Roger Nimier, est lancée par Hachette. Signe particulier : chaque ouvrage sera présenté par un auteur contemporain. Premiers titres : « Adolphe », suivi de « Cécile » de Benjamin Constant, présenté par Marcel Arland, « La Princesse de Clèves » de Mme de La Fayette, présentée par Louise de Vilmorin, « Le joueur » de Dostoïevski, présenté par Michel Butor, « La sonate à Kreutzer », suivi de « La mort d'Ivan Ilitch » de Léon Tolstoï, présenté par Jacques Chardonne. Le prix : 180 francs.

Assisté de Françoise Rosay, de Mouloudji et toute l'équipe de l'Ecluse, ROGER GRENIER, dédicacera son roman « les Embuscades » à l'Ecluse, 15, quai des Grands-Augustins, le lundi 5 janvier de 17 à 20 heures

A l'occasion de son Pavillon de Bruxelles, la Librairie HACHETTE a organisé un grand concours parmi tous les étudiants des Etablissements français à l'étranger. Le sujet proposé était : « Quel est le livre français qui vous a laissé la plus forte impression ? » Les gagnants, qui sont au nombre de six ont tous une bourse d'études d'un an à Paris, voyage aller et retour payé par Hachette.
Les gagnants entourent M. BERTHOIN, ministre de l'Education nationale. On reconnaît à l'extrême-gauche MM. Emile HENRIOT et Albert BAYET

(Communiqué.)

Un défi pacifique

Vous connaîtrez les principaux éléments du

PLAN SEPTENNAL DE L'U.R.S.S.

en lisant le numéro 130 - JANVIER 1959 de la revue mensuelle

ÉTUDES SOVIÉTIQUES

LE NUMERO : 50 FRANCS - KIOSQUES, LIBRAIRIES

Abonnement 1 an : 500 francs au
C.D.L.P. - 142, boulevard Diderot - PARIS (12e) - C.C.P. Paris 4629-39

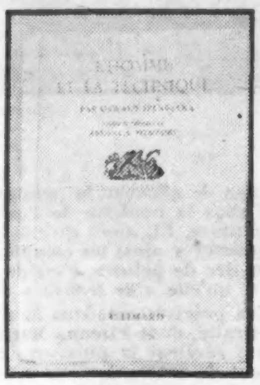
Spécimen gratuit sur demande

ESSAIS

L'AVENIR SELON SPENGLER

par FRANÇOIS ERVAL

« L'Homme et la Technique » essai d'Oswald Spengler vient de paraître en France. Ce penseur allemand, mort en 1936, a exercé une influence considérable sur la philosophie de l'histoire au cours de l' entre-deux-guerres et ses thèses hardies sur le déclin de l'Occident provoquent encore des discussions passionnées. Peut-on, sans avoir assimilé toute l'œuvre de Spengler en comprendre les grandes lignes ? C'est pour permettre à nos lecteurs d'y parvenir que François Erval les expose ici.



EN juillet 1918, quelques mois avant la fin de la guerre, parut en Allemagne un gros livre d'un mathématicien inconnu. Il passa inaperçu du grand public, préoccupé par d'autres soucis. Il s'agissait du « Déclin de l'Occident », d'Oswald Spengler. Mais quatre années plus tard, en 1922, lorsque l'éditeur annonça la publication du second et dernier volume, le premier tome avait déjà dépassé un tirage de 50.000 exemplaires, chiffre sans précédent pour un ouvrage écrit sans la moindre concession au goût du public, présentant d'innombrables difficultés pour l'amateur, à commencer par une cinquantaine de pages situées au début du livre consacrées à l'histoire des mathématiques.

Il faut donc croire que la tendance générale de l'ouvrage correspondait à l'esprit de l'époque. L'Allemagne venait de subir une défaite et les Allemands semblaient ravis d'apprendre que la leur n'était qu'une étape de la défaite totale qu'allait subir l'Occident tout entier. Splengler leur disait que leurs adversaires n'avaient remporté qu'une victoire à la Pyrrhus et qu'ils seraient engloutis dans une débâcle infiniment plus générale que celle qui avait clôturé la première guerre mondiale. L'échec allemand n'était qu'un commencement.

Les prophètes possèdent toujours une grande séduction. Dans un pays accablé par l'esprit de sérieux, comme l'Allemagne, le prestige de prophète de Spengler a été augmenté aux yeux de ses compatriotes par une érudition universelle et par un style passionné et professoral. Réunir en une seule personne les qualités de prophète et d'universitaire représentait pour un pays comme l'Allemagne une sorte d'idéal.

Que disait Spengler ? En examinant l'histoire mondiale, il commence par constater tout simplement que les civilisations naissent et disparaissent. Les plus grandes civilisations de l'histoire, celles de l'Egypte, de la Grèce ou celle de la Chine, n'ont connu qu'un temps et ont fini par s'évanouir. Pourquoi supposer, se demande alors Spengler, que la nôtre soit éternelle ?

Spengler distingue huit civilisations (1). Celles d'Egypte et de Babylone naissent vers 3000 avant notre ère, suivies 1500 ans plus tard par celles de la Chine et de l'Inde. En même temps, commence la civilisation antique (Grèce et Rome).

Trois cents ans avant Jésus-Christ commence la civilisation arabe et, deux siècles plus tard, celle des Mayas. Enfin, l'an 1000 voit la naissance de notre civilisation occidentale, civilisation faustienne selon la définition de Spengler.

« LES CULTURES SONT DES PLANTES. »

Ce chiffre est limitatif. Certaines civilisations ont failli naître et Spengler compte parmi elles celle de la Perse des Hittites et celle des Incas (2).

Le mot français « civilisation » prête à l'équivoque. Spengler emploie, en effet, le terme « culture » et le distingue radicalement de celui de « civilisation ». Le mot « civilisation », dans le sens spenglérien, n'est qu'une étape finale de la « culture ». La culture est vivante, alors que la civilisation représente un état figé, arrêté, mort. La culture est organique alors que la civilisation n'est plus que l'état pétrifié de la culture.

« *Les cultures sont des plantes* », dit Spengler, elles appartiennent donc au monde organique. Et comme chaque organisme, elles naissent, connaissent une période d'adolescence, suivie de la maturité, pour vieillir et finalement mourir. Ces différentes étapes de la vie organique, Spengler croit les découvrir dans la vie des cultures.

Les cultures sont non seulement des organismes, mais encore des organismes fermés et isolés. Prenant le contrepied de nombreuses théories historiques et sociologiques, Spengler insiste longuement sur l'impénétrabilité des cultures. Il n'existe pas, selon lui, d'influences de culture à culture et il considère comme une erreur de voir dans la civilisation occidentale une suite de celle de l'Antiquité. Selon Spengler, nous ne sommes pas les successeurs de l'Antiquité, mais seulement ses « adorateurs ».

Aucune continuité n'existe donc entre les différentes civilisations et chercher un sens de l'histoire humaine dans son ensemble est une entreprise vaine. La destruction en pleine floraison de la civilisation maya par les conquistadores espagnols — « une poignée de bandits », dit Spengler — en est la preuve la plus éclatante.

Spengler analyse ensuite dans chaque culture les différentes périodes qu'elle a parcourues. Il y distingue quatre saisons : printemps, été, automne et hiver, et constate que chaque grande

OSWALD SPENGLER
L'espérance est une lâcheté.

civilisation a vécu environ un millénaire. Pour lui — comme d'ailleurs pour Toynbee — les civilisations chinoise et hindoue sont mortes depuis longtemps et ne survivent plus que dans un état pétrifié.

Puisque chaque culture passe par les mêmes étapes, on pourra donc comparer leur évolution et prévoir pour la seule existante encore — la nôtre — son déroulement futur. C'est à ce propos que Spengler insère dans son livre ses célèbres tableaux comparatifs qui ont suscité tant de discussions.

Dans ces tableaux, il cherche à démontrer que Watteau et Goya étaient « contemporains » de Phidias, ou l'art gothique de celui des premiers temples égyptiens. Platon est un « contemporain » de Hegel ; Voltaire et Rousseau sont « contemporains » de Socrate.

Les mêmes comparaisons peuvent être faites dans le domaine politique et c'est dans ce domaine que les théories spenglériennes ont provoqué — à juste titre — la plus vive résistance.

Pour Spengler, notre monde occidental est entré depuis le début du XIX[e] siècle dans son stade de décadence, ou, pour employer sa terminologie, dans celui de la « civilisation ». L'âme, notion irrationnelle par excellence, crée les grandes cultures, alors que l'esprit est un facteur de stagnation. Les grandes villes sont, aux yeux de notre philosophe, les signes les plus caractéristiques du stade de décadence où nous nous trouvons : il n'y a plus d'unité organique, les sociétés intégrées disparaissent pour être remplacées par l'influence de quelques grandes villes dominées par des masses « informes » qui gouvernent le monde. A Athènes, Alexandrie et Rome ont succédé Madrid, Paris, Londres et finalement Berlin.

On pourrait s'étonner de trouver dans cette énumération Berlin parmi les grandes villes, décisives pour l'histoire du monde. La place privilégiée que lui accorde Spengler aurait dû rendre sceptiques tous ceux qui ont cherché dans son ouvrage des prévisions. Spengler a écrit son livre au cours de la première guerre et il a été persuadé qu'elle se terminerait par une victoire allemande. Dans sa préface, il déclare qu'il espère que son ouvrage ne sera pas indigne de l'héroïsme de l'armée allemande.

Dans le domaine strictement politique, Spengler a été emporté par ses préjugés et ses passions. Il déteste l'Angleterre, il hait toute pensée démocratique, sans parler du marxisme et du socialisme en général qu'il considère avec un mépris hérité de Nietzsche. L'époque des grandes créations culturelles est loin derrière nous et Spengler a dit une fois que l'Allemagne n'aura plus un nouveau Gœthe, mais qu'elle pourra encore créer un nouveau César.

« L'HOMME EST UN ANIMAL DE PROIE. »

C'est dans cette ligne que s'inscrit « L'Homme et la Technique » (3), qui vient de paraître en français dans une traduction remarquable de M. Anatole A. Petrowsky. Cet ouvrage a été écrit en 1931, période terrible, en pleine ascension nazie, moment où tout un peuple est devenu dément. Et cette folie se reflète dans l'œuvre de Spengler. Il mentionne les « *sous-hommes de la cité-monstre, les marxistes et les littérateurs* » avec un mépris et dans un langage qui rappellent étrangement les malédictions et criailleries nazies. « *L'Homme est un animal de proie* » qui « *incarne la forme la plus haute de la vie librement mouvante* », « *qui ne peut sauvegarder son intégrité que par le combat, par la victoire et par la destruction* ». On a pu résumer la pensée spenglérienne de cette époque en disant que pour lui il était désormais inutile d'écrire des poèmes, mais qu'il fallait se consacrer à la construction de machines, de ponts, en un mot à tous les outils techniques qui permettraient au monde occidental — et il faut lire entre les lignes : à l'Allemagne — de maintenir son hégémonie sur les peuples de couleur dont la montée était prévue et redoutée par le philosophe. Spengler va jusqu'à invoquer le mythe du « sang nordique » pour opposer notre civilisation aux « barbares » des autres continents. Il convient d'ajouter, cependant, que les rapports de Spengler avec le régime nazi étaient plus que tendus.

Il est pourtant compréhensible que certaines de ses prédictions aient fait réfléchir. Spengler annonce la montée d'une nouvelle — la neuvième — culture mondiale, dont il croit discerner les débuts en Russie et cette partie de ses prophéties a même séduit certains milieux de gauche fascinés par l'avènement de la Russie soviétique. En comparant notre situation historique à celle des grandes civilisations du passé, il prédit la défaite des puissances d'argent par les dictateurs (nous sommes « contemporains » de César à Rome) et il termine en annonçant une époque où des conditions de vie d'un confort extrême iront de pair avec l'invasion de conditions sociales rappelant celles des hommes primitifs. Il n'est pas étonnant que certains de ses partisans et disciples croient pouvoir retrouver dans ces lignes l'annonce d'un monde futur après une guerre atomique.

Les excès, les partis pris de Spengler ont compromis une grande partie de son œuvre. Les historiens, eux, se sont attaqués à sa vision du passé et ont relevé de nombreuses erreurs, ou synthèses hâtives dans ses descriptions. Tout cela est exact, mais il n'en reste pas moins que « Le Déclin de l'Occident », même si la théorie générale est contestable et réfutable, abonde de vues ingénieuses, d'idées originales et neuves qui ont marqué de leur influence de nombreux penseurs. En France, André Malraux, dans ses livres sur l'art, s'est inspiré de certaines de ses idées maîtresses.

Au fond, Spengler appartient à un courant de pensée typiquement allemand. Il croit à une supériorité de l'âme sur l'esprit, de l'irrationnel sur la pensée, opposition artificielle qui provoque chez lui une vue désespérée du monde. A l'encontre de Marx et de nombreux penseurs du XIX[e] siècle, qui croient discerner dans l'évolution de l'homme une domination de plus en plus affirmée sur une nature hostile, Spengler est sûr de sa défaite. « *La lutte contre la nature est sans espoir*, écrit-il dans « L'Homme et la Technique », *et pourtant elle sera poursuivie jusqu'à la fin.* » « *L'espérance est une lâcheté.* »

(1) Toynbee énumère vingt-neuf civilisations, dont une seule, la nôtre, est encore vivante.

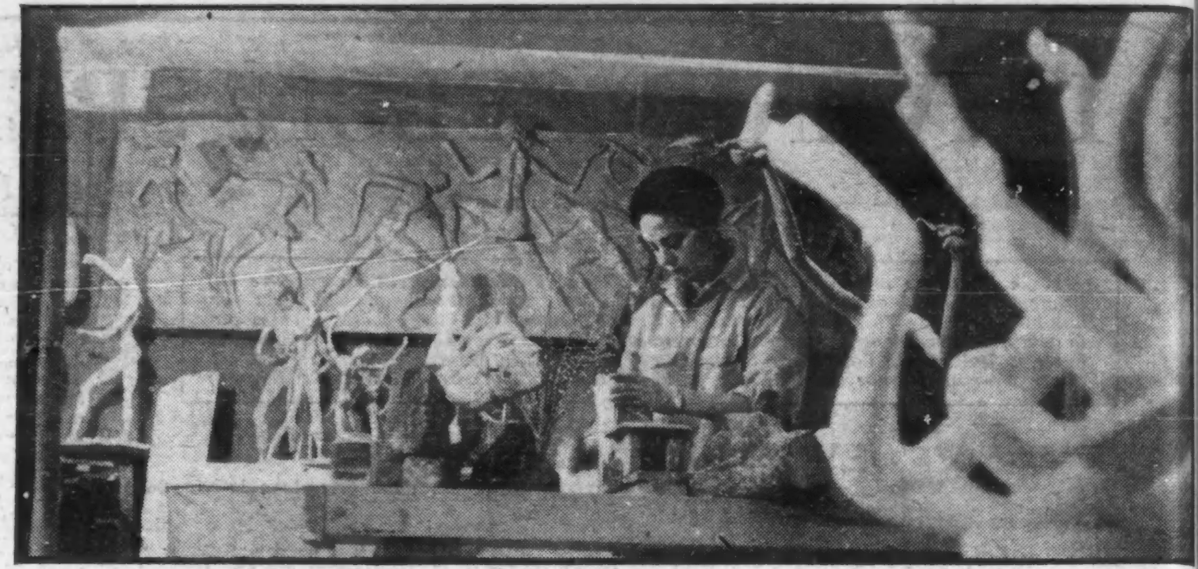
(2) Toynbee distingue des civilisations arrêtées (Polynésie) et des civilisations avortées (Scandinavie, Irlande).

(3) Gallimard. 158 p., 450 frs.

ARTS

Trois femmes, trois styles

● ***Les collectionneurs avisés spéculent maintenant sur la sculpture.***



(Charpentier.)

NOOR ZADE BRENER
Un notoriété qui ne doit rien au snobisme.

DANS un vaste grenier aménagé au-dessus d'un garage, quelque part entre les Gobelins et la place d'Italie, une femme brune démontre avec une volubilité tout espagnole le fonctionnement d'une vasque en modèle réduit où sont piquées, dans un savant désordre, des tiges élancées. Au sommet de ces tiges, des chapeaux pointus qui seront bientôt ruisselants d'eau. Il s'agit d'une fontaine pour le village moderne qu'on va bâtir à Firminy.

Au flanc d'une des plus belles vallées de l'Ile-de-France, près de Saint-Rémy-lès-Chevreuse, dans une idéale « maison du fada » pour deux, une petite femme vive et décidée polit un énorme morceau de bois en équilibre horizontal sur un axe d'acier, à quelques centimètres du sol. Cette statue, déjà mobile, s'animera dans quelques semaines, à Berlin, pour la première fois. Du creux que sa masse dissimule, une forme humaine — celle de Michèle Seigneuret — s'éveillera, prolongeant de ses gestes vivants le précieux sommeil du bois pour les spectateurs d'un ballet de Béjart.

Au bout d'un étroit passage couvert — de ceux qu'on appelle, à Lyon, des traboules — entre un tripier et un bistrot de la rue de Vaugirard, une troisième jeune femme, brune et lisse, met la dernière main, dans son atelier, à une échelle de terre glaise et à une corde de même matière où grimpent et s'agrippent des silhouettes d'enfants. C'est pour orner l'angle d'une nouvelle école de Louviers.

AU GRAND CARREFOUR

La première, Penalba, est arrivée d'Argentine vers 1948. La seconde, Marta Pan, de Budapest, à peu près au même moment. La troisième, Noor Zadé Brener, est, en dépit de son accent légèrement parisien, Persane par ses lointains ancêtres qui lui ont légué des yeux brillants de gazelle.

A la génération précédente, la grande, l'admirable Germaine Richier était une exception, presque un hasard de la nature. Un peu comme cette Anne-Marie Collot qui nous laissa de Diderot et de Falconet, son maître, des bustes qui comptent parmi les meilleures œuvres du XVIII[e] siècle (1). Aujourd'hui, on compte, comme en Sorbonne, plus de femmes que d'hommes dans les ateliers de sculpture.

Il est vrai que l'ascension de Noor Zadé Brener et des jeunes femmes de sa génération qui se consacrent à la sculpture (2) correspond à un moment où les amateurs d'art moderne sont las des « expériences » picturales trop faciles.

L'un des plus grands collectionneurs américains, faisant cet été « son marché » comme tous les ans en Europe, est revenu chez lui avec une vingtaine de sculptures. Sans aucune peinture. Il savait que, sous couleur d'avant-gardisme, on peut faire n'importe quoi avec une toile, des pinceaux et quelques boîtes de ripolin. Par contre, les sculpteurs, qui sont dans l'obligation de connaître leur métier, ne serait-ce que pour discipliner leur matériau, offrent une garantie non négligeable de « sérieux » et d'authenticité.

MALGRE LES SLOGANS

Dans le grand tourbillon de l'art expérimental dont il ne restera probablement que peu de chose quand les vents auront changé, Noor Zadé Brener, élève de Despiau et de Zadkine, incarne une tradition destinée — semble-t-il — à résister aux slogans et aux modes éphémères.

Son œuvre est de celles où l'esprit de combat, la recherche, l'invention s'efforcent d'éviter les pièges de la fausse originalité.

Le problème de Noor Zadé Brener n'est pas, en effet, de sembler avoir — comme tout le monde — des idées. Il est de retrouver la correspondance fondamentale entre les veines du marbre et les traits du visage, entre les lois du plâtre ou de la terre à modeler et les lignes du corps. Correspondance que les grands artistes n'ont jamais désespéré d' « objectiver ». Une façon comme une autre de chercher la « pierre philosophale » ; l'unité à laquelle l'homme participe et dont il est malgré lui, peut-être, le principe.

En dépit de l'influence de son maître Zadkine, dont le génie est essentiellement « baroque », Noor Zadé Brener est un classique.

En un temps où le « pompiérisme » consiste justement à ne pas l'être, et à faire n'importe quoi avec n'importe quoi, Noor Zadé Brener a conquis, de haute lutte, une notoriété qui ne doit rien au snobisme.

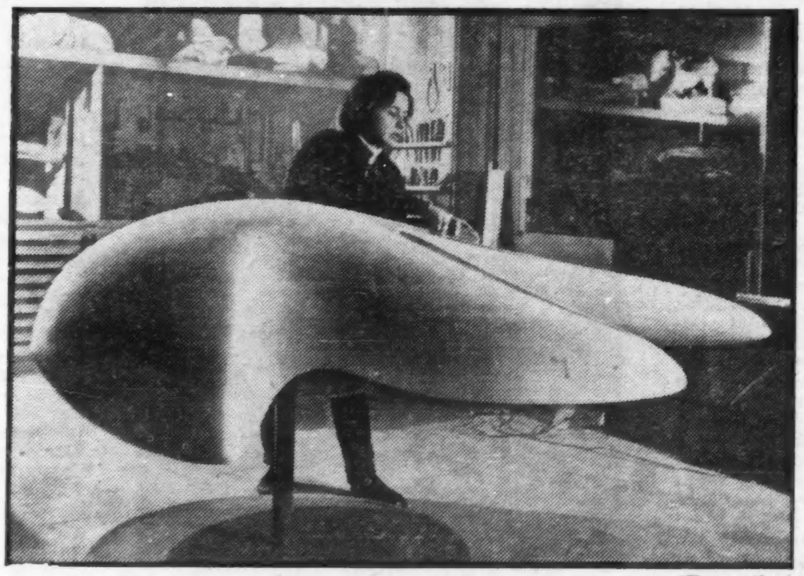
Le succès de Penalba, c'est aussi l'histoire d'une volonté. A peine âgée de douze ans, elle fréquente, dans son village, l' « Ecole des Arts et Métiers ouvriers de l'avenir », survivance des sectes saint-simoniennes, puis les Beaux-Arts de Buenos-Ayres. A seize ans, elle expose déjà et la « Prensa » célèbre son talent de peintre prodige. Mais, à vingt ans, elle décide de gagner sa vie et de « faire des économies » pour pouvoir, un jour, travailler tranquillement, sérieusement, sans avoir besoin du « client ».

Ce sont des choses qu'on dit et que, d'ordinaire, on ne fait pas. Penalba, si. En fabriquant des étiquettes, des maquettes publicitaires, elle gagne de l'argent et, sept ans plus tard, avec son petit magot pour « voir venir », elle recommence à apprendre à peindre. Sagement. Férocement. Jusqu'au jour où elle obtient une bourse française pour travailler à Paris (25.000 francs 1948 par mois). Arrivée en France, elle abandonne de nouveau la peinture et s'initie, sous la houlette de Zadkine, à la sculpture. Et, alors qu'elle espérait « trouver » ainsi un complément à son métier de peintre, c'est dans la sculpture qu'elle « se trouve » enfin.

Et plus précisément dans la sculpture abstraite, dont Etienne Martin et Stahli lui révèlent la puissance d'envoûtement au moment même où, dit-elle, « *les bras de mes statues commencent à se déplacer, où les têtes se mettent à marcher dans tous les sens, où j'élimine peu à peu les détails figuratifs* ».

Pour retrouver la « chose humaine » à l'état pur. L'objet capable d'émouvoir la sensibilité sans aucun recours au mimétisme, au hasard des ressemblances naturelles.

Le résultat en est une longue suite de mystérieux « totems » et de « formes » destinées à exister « par elles-mêmes ». Elles demandent à être posées sans socle, comme on voudra, sur une prairie par exemple, en laissant à la lumière extérieure comme à l'inspiration du promeneur le soin de les animer.



(Charpentier.)

MARTA PAN
Un déséquilibre équilibré.

LE MONDE MODERNE

Si le succès de Penalba suppose un destin farouchement solitaire, la destinée de Marta Pan paraît inséparable de l'histoire d'un couple.

Elle aussi peint, dessine, sculpte, selon les normes classiques depuis l'adolescence. Jusqu'à ce qu'elle quitte Budapest en 1948, pour découvrir Paris, l'art abstrait et l'ancien chef d'atelier de Le Corbusier, André Vogenscky, l'un des plus brillants architectes de la jeune génération.

Il a construit pour elle, autour d'elle, et en fonction des nécessités du métier de sculpteur, une surprenante maison, tout près de Port-Royal-des-Champs. C'est là qu'elle travaille, dans un living-room-atelier cerné de murs de verre où s'inscrit la fresque mouvante des jours, des nuits et des saisons.

Mais il y a abstrait et abstrait. Alors que Penalba s'efforce, par-dessus tout, de fuir les ressemblances naturelles, Marta Pan, au contraire, s'inspire des données élémentaires de la nature : végétaux, coquillages dont les détails agrandis, adaptés, fournissent le rythme essentiel des « formes » qu'elle fait naître de la terre glaise et du bois patiemment poli, dompté.

Son problème est d'animer ces formes. En les emboîtant d'abord, de sorte que chacun puisse ensuite les disposer à son gré. En les posant, enfin, comme cette statue qu'elle achève pour les ballets de Béjart, sur des pivots qui assurent leur mobilité dans un curieux état de « déséquilibre équilibré » dont elle a le secret.

Elle s'est initiée, pendant de longs mois, aux techniques du bois dans un atelier de menuiserie d'Ajaccio. Et aux techniques du cuir à Paris. Car elle fait appel à tous les matériaux et n'hésite pas à gainer de cuir ce qu'elle appelle ses « objets à tripoter » dont « l'âme » est en bois.

Dans la sculpture d'aujourd'hui, il y a des Giacometti comme des Germaine Richier, des Noor Zadé Brener comme des Chavignier, des Martan Pan comme des Signori et des Penalba comme des Cesar.

C'est à la valeur de leurs œuvres qu'on les juge.

Le temps n'est plus où, pour Rodin, les femmes n'étaient que des modèles.

JEAN-FRANÇOIS CHABRUN.

(Charpentier.)

PENALBA
Un destin farouchement solitaire.

(1) Reproduits dans la très intéressante correspondance polémique de Diderot et de Falconet qu'Yves Benot vient de publier aux « Editeurs Français Rétunis ».

(2) Les œuvres de Noor Zade Brener se trouvent à la Galerie Drouant, faubourg Saint-Honoré ; celles de Penalba à la Galerie Claude Bernard, rue des Beaux-Arts, et à la Galerie du Dragon rue du Dragon ; celles de Marta Pan, à la Galerie Arnaud rue du Four.

Brigitte Bardot dans « La Femme et le Pantin »
Les « Grandes Familles » lui ont fait rater les fêtes

THÉATRE

Robert Kanters a vu pour vous :

● *Des valeurs-or, décidément à la mode, qui font parfois regretter l'honnêteté d'un fantôme janséniste.*

MOLIERE, Musset, Goldoni, Lorca et même Tristan L'Hermite : le théâtre lui aussi, pour ses derniers spectacles de l'année, affiche des valeurs-or. Il suffit de dire un mot de ces petits problèmes de convertibilité qui tiennent aux acteurs et à la présentation.

● L'intrigante amoureuse

La valeur à laquelle je ferais le plus volontiers confiance, c'est « L'Intrigante amoureuse » (1), une comédie entre les 200 qu'écrivit Goldoni et qui pourrait plaire comme sa « Locandiera ». Fort gaie, très brillante, beaucoup de vivacité, une pronociation charmante... « c'est ainsi que Goldoni parle de sa maîtresse pour laquelle il écrivit le rôle et c'est ainsi qu'on a envie de parler de Mlle Suzanne Flon qui donne aujourd'hui à la pièce son mouvement et sa respiration heureuse. Bref, cette pièce de boulevard comme on le comprenait à Venise vers 1740 est un divertissement un peu mince, mais de grande qualité.

● La Mariane

L'autre résurrection imprévue d'une pièce oubliée c'est celle de « La Mariane » de Tristan L'Hermite (2), un grand succès de l'année du « Cid » ou à peu près. C'est une belle tragédie, parfois un peu trop romanesque, parfois un peu trop immobile, mais dont les vers ont une poésie sublime et déjà racinienne. Il faut remercier la jeune troupe de M. Antoine Bourseiller pour cette leçon d'histoire du théâtre, d'autant qu'on y trouve une future tragédienne qui a de l'émotion, Mlle Rieutor, et un tragéden qui aurait des qualités, M. Tasso, s'il ne poussait trop souvent des cris inarticulés, inintelligibles et disgracieux.

● A quoi rêvent les jeunes filles

Le nouveau spectacle du Français nous ramène dans des terres bien connues avec « A quoi rêvent les jeunes filles » et « Le Malade imaginaire » (3). Enrubannée dans de la musique de Debussy, décorée par M. Jacques Noël dans le goût de la marquise de Sévigné (celle des chocolats), la pièce de Musset est bien mignonne comme sont mignonnes les deux débutantes, Mlles Danielle Ajoret et Michèle Grellier. Mais enfin ces rôles exquis sont un peu pâlots, et nous avons besoin de les revoir. Quant au « Malade », M. Louis Seigner le joue d'une façon sympathique, en brave homme souriant, rayonnant de santé. Il y a dans la mise en scène des « gags » gratuits, mais qui font rire, et peu à peu les chandelles s'éteignent, on voit mieux que Mlle Micheline Boudet n'a pas eu raison de jouer Toinette, dont elle n'a ni le tour de taille, ni surtout le tour d'esprit, M. Meyer fait une apparition funèbre en Purgon, la cérémonie est sans trouvailles et sans mouvement, et on s'en va un peu tristement...

● Lorsque cinq ans seront passés

S'il y a un haut lieu du jeune théâtre, c'est le carrefour de Sèvres-Babylone. Le théâtre de Babylone est mort mais le Vieux-Colombier lutte toujours, le Théâtre d'Aujourd'hui abandonne la salle de l'Alliance Française, mais le théâtre Récamier ouvre ses portes avec « Lorsque cinq ans seront passés » de F. Garcia Lorca (4). Obstination pathétique, mais qui ne peut malheureusement tout excuser.

Création mondiale, dit-on fièrement, d'une pièce de Lorca écrite à Cuba vers 1930 : mais la piété intelligente était sans doute de laisser au livre le soin de conserver cette confuse rhapsodie. C'est une méditation dialoguée et figurée sur la ruine de l'âme par l'écoulement du temps, avec beaucoup d'accessoires symboliques qui viennent du magasin des surréalistes et même de Jean Cocteau : le mannequin en robe de mariée, les personnages du cirque, la fatale partie de cartes avec des cavaliers masqués, etc. Quelques grands couplets, quelques beaux poèmes ne font pas une pièce de cette légende dont tout l'intérêt est expérimental (et sans doute psychanalytique pour éclairer les problèmes sexuels de Lorca). Au surplus, la mise en scène est insistante et hésitante à la fois, les comédiens, à part M. Laurent Terzieff, décourageants de maladresse et d'une sorte de laideur arrogante...

Il faut le dire, justement parce qu'on ne voudrait pas voir le théâtre Récamier refaire l'expérience du théâtre d'Aujourd'hui, où même une bonne pièce comme « Frankie Addams » se trouve discréditée par l'absence totale de jugement et de goût qui caractérisait certains des spectacles précédents. Il y a un chantage au jeune théâtre dont on demande au public et à la critique de tout soutenir sans discernement à cause des bonnes intentions et de la faiblesse des moyens matériels. Mais c'est déjà plaider coupable que de plaider les circonstances atténuantes. La maladie du jeune théâtre, c'est l'indulgence, celle des prudents qui ont peur de rater le dernier bateau, et celle des animateurs qui se contentent de textes médiocres à peine ébauchés ou de comédiens incapables. Trop souvent, à Sèvres-Babylone, il n'y a plus que le fantôme janséniste de Jacques Copeau pour parler sincèrement de travail, d'honnêteté et de rigueur.

R. K.

(1) Petit Théâtre de Paris.
(2) Théâtre du Tertre.
(3) Comédie-Française - Richelieu.
(4) Théâtre Récamier.

CINÉMA

Michèle Manceaux vous raconte :

● *Poiret et Serrault ont été victimes de « l'eupenlicus » et B.B. ne suffit pas à remplir une salle.*

L'ANNEE cinématographique s'achève en beauté. Trois films : « Les Tricheurs », « Les Grandes Familles » et « La Grande Illusion » ont tant de succès que, dépassant les prévisions les plus optimistes, ils ont reculé *sine die* la sortie de trois films prévus pour les fêtes dans les salles

→

Si la pureté
des jeunes filles
ne vous effraie pas,
ALLEZ VOIR
LE PRINCE DE PAPIER
AUX MATHURINS

TH. RECAMIER
Une création inédite de
FEDERICO GARCIA LORCA
3, rue Récamier - LIT. 63-81

CINEMA D'ESSAI - CAUMARTIN
17, rue Caumartin - OPE. 81-50
STUDIO DES URSULINES
10, rue des Ursulines - ODE. 39-19
IL GRIDO (LE CRI)
ALIDA VALLI - BETSY BLAIR - STEVE COCHRAN
Un film de MICHELANGELO ANTONIONI

qu'ils occupent. Ce sont : « Gigi », « La Femme et le Pantin » et « Le Beau Serge ». Fâcheux contretemps pour la M.G.M., pour Christine Gouze-Renal et pour Claude Chabrol, producteurs de ces trois films, mais signe de bonne santé pour le cinéma français qui conserve, en dépit de la T.V., la faveur d'un grand public dont le bilan des entrées en exclusivité à Paris (du 1er janvier au 18 décembre) montre les préférences.

En tête « Mon Oncle » (532.983 entrées). Viennent ensuite « Quand passent les cigognes » (381.251 entrées), « Les Tricheurs » (356.305 et l'exclusivité se poursuit), « Le Bal des Maudits » (297.221), « En cas de malheur » (282.994), « Les Grandes Familles » (263.821 entrées, encore en exclusivité), « Le Miroir à deux faces » (250.405), « Maigret tend un piège » (246.107), « Le Gorille vous salue bien » (242.082), « Les Amants » (190.331, encore en exclusivité), puis « Barrage contre le Pacifique », « La Vie à deux », « L'Eau vive », « L'Adieu aux armes ».

Quelques chiffres encore, significatifs : « Bonjour Tristesse » a recueilli 132.022 entrées avec un titre pour tout attrait. « Une Vie » a eu plus d'amateurs (121.241 entrées) que « Ascenseur pour l'échafaud » (120.231). Et « Ces dames préfèrent le mambo » (115.803 entrées) battent « Les Bijoutiers du clair de lune » (111.279), qui arrivent en 34e position malgré B. B. (1).

EN VOIE DE DISPARITION

Autre bilan de l'année, celui des Actualités Pathé-Journal, qui a bien fait rire le préfet et les invités de la fête de la police à Cherbourg, mais que vous ne verrez pas.

Les services de police du ministère de l'Intérieur ont, mercredi après la matinée, saisi « manu militari » dans les cinémas cette humoristique revue de fin d'année. Les chansonniers Poiret et Serrault y contaient « les mœurs et les coutumes de l'Eupenlicus », espèce assez répandue que l'on peut aussi appeler « homme ». Après un voyage d'un an, Poiret et Serrault avaient observé que l'Eupenlicus est parfois solitaire (images de Margaret, Soraya, etc.), qu'il émigre l'été vers les points d'eau (images de Saint-Tropez), qu'il vit souvent en troupeau, conduit par des Eupenlicus Imperator (images des chefs d'Etat), que l'Eupenlicus germanicus est devenu plus sociable (image de l'entrevue Adenauer-de Gaulle), qu'en général, il n'aime pas être domestiqué, supporte mal le collier et se débarrasse avec frénésie de tout ce qui tente de l'entraver (images de hula-hoop), qu'il se désaltère plusieurs fois par an aux urnes (images de vote), mais qu'il s'affole à l'approche de l'orage (images du 13 mai), rapidement rasséréné par l'intervention de l'Eupenlicus Gigantus (images de de Gaulle).

Cette pochade a été saisie en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle : atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Le « Liber Eupenlicus » semble en voie de disparition.

BERNADETTE LAFONT ET JEAN-CLAUDE BRIALY DANS « LE BEAU SERGE »
Reportés en 1959...

Sur les films qui sortent cette semaine, on peut passer rapidement.

● La chatte sur un toit brûlant.

C'était déjà une pièce discutable, cette « Chatte sur un toit brûlant » (2) qui miaulait à la mort parce que son mari préférait jouer au rugby plutôt qu'à papa-maman, parce qu'il se consolait dans le whisky de la mort d'un copain un peu particulier. On pouvait à la rigueur voir un tableau de mœurs où la décadence du mâle américain est une fois de plus dénoncée. Il faut croire que ce sujet passionne les U.S.A. puisque le film tiré de l'œuvre de Tennessee Williams est considéré par le magazine « Newsweek » comme le deuxième meilleur film de l'année après « A night to remember » (film anglais retraçant le naufrage du « Titanic », qui sortira à Paris fin janvier). Les Américains ont également beaucoup aimé : « Gigi », « Mon Oncle », « The Defiant Ones », « Le Vieil Homme et la Mer », « De la bouche du cheval » et « Témoin à charge ». La présence de la belle veuve de Mike Todd, la célèbre Elizabeth Taylor, première des stars féminines au box-office de l'année (B.B. est la deuxième) est peut-être aussi pour quelque chose dans ce classement insensé. L'ex-petite fiancée de l'Amérique, l'ex-plus jolie maman du monde, est toujours très belle, mais elle a beau crier comme une mégère, elle reste toujours bien convenable : une biche sur un pré verdoyant. Le film de Richard Brooks dure une heure cinquante. Une heure cinquante de scènes de ménage, de situations édulcorées (le beau-père libidineux est devenu un brave vieillard barbu et le mari boude les charmes de son épouse parce qu'il est obsédé par le soupçon d'une trahison) et pas la moindre échappée vers les chaudes plantations du Sud. Si vous aimez l'univers de Tennessee Williams, allez plutôt revoir « Baby Doll », qui était autrement incandescent.

● Les Vignes du Seigneur.

Revoir « Les Vignes du Seigneur » (3) avec Fernandel, c'est possible si l'on adore Fernandel. Sans

(1) Chiffres communiqués par « Le Film français ».

(2) Normandie, Rex, Moulin-Rouge.

(3) Balzac, Scala, Helder, Vivienne.

LE CINÉMA ET LES MŒURS

par BRUNO GAY-LUSSAC

BRUNO GAY-LUSSAC

L'INSPIRATION et le style de certains films, dès l'instant où ils provoquent l'adhésion massive du public, répondent sans doute plus qu'aucune œuvre littéraire, à un besoin, une préoccupation plus ou moins consciente de l'individu dont ils deviennent le reflet. Ainsi consacrent-ils souvent l'évolution des mœurs ou tout au moins marquent-ils le prélude à la remise en ordre des valeurs morales.

« En Cas de Malheur », « Les Amants », « Les Tricheurs » sont à la source de ces réflexions.

Les éloges et les critiques qui saluèrent dans la presse chacune de ces œuvres, c'est en général le point de vue de l'esthétique et de la morale qui les inspira, tandis que le phénomène social qui les explique et que souligne la communauté de leurs traits ne paraît guère avoir retenu l'attention.

L'AGONIE D'UN SYSTEME

Ces films ne racontent après tout qu'une seule et même histoire, celle de l'instinct le plus naturel de l'homme et de son besoin métaphysique de bonheur confondus, luttant « pour la vie » dans une société bâtie sur des valeurs qui l'écrasent. Le fait nouveau, c'est que ces valeurs, on nous le démontre clairement en enlevant notre adhésion, sont absurdes. Autour des héros, l'auteur a créé une prison morale et de « classe » dans laquelle ils se débattent et dont ils ne s'évadent que par le trou béant de la perversion, du scandale ou de la mort.

Il y a 25 ans, de tels ouvrages n'auraient vu le jour qu'en de petites salles réservées à une élite avertie. Aujourd'hui, les fondements mêmes de la société sont déchirés, en plein cœur de Paris. Sa morale est mise à nu, broyée, ses tabous balayés. La foule regarde, à peine ébahie, consentante, en un mot complice, et marque, par son adhésion plus ou moins consciente, l'agonie d'un système qui, pendant des générations, assimila l'amour au mal, la vertu au conformisme, le bonheur à la réussite sociale, l'ambition au pouvoir matériel sur les hommes.

Si la dégradation sexuelle de ce grand avocat (« En Cas de Malheur ») nous trouble, combien nous sommes davantage sensibles à ce qu'elle signifie, c'est-à-dire à sa soif d'affranchissement, son besoin d'être, au crépuscule de la vie, un homme libéré des chaînes qu'il s'est forgées et que le scandale n'effraie pas.

Problème identique et moins complexe dans « Les Amants » où la jeune provinciale, parce que c'est l'admirable Jeanne Moreau qui l'incarne, nous apprend, dès le début, la force d'une passion sans objet dans un milieu mort. Ici, Louis Malle intervient directement et, par la vérité du visage de son héroïne, brise la règle sacrée de l'amour pour nous convaincre de sa pureté et nous faire admettre sa victoire sur l'ordre établi. Jeanne Moreau déchire les liens fictifs qui l'attachent au « monde » et fuit. Son visage ne porte alors plus l'ombre d'un mensonge et, soulagés, nous fuyons avec elle.

La société, ce mur contre lequel s'acharnent les héros des « Amants » et de « En Cas de Malheur », la jeunesse des « Tricheurs » l'a détruit ou plutôt elle l'a franchi, car, tout au long du film, son ombre menaçante plane sur ces visages frémissants qui vivent dans la peur de céder à la tentation paresseuse et lâche de l'ordre. L'ordre, c'est-à-dire des valeurs qui ont perdu tout crédit à leurs yeux : le travail qui conduit à l'économie et au calcul, la chasteté qui est un refus de vivre, de participer, une forme de narcissisme et d'orgueil.

Bref, les règles que s'impose la société, ils les renient parce qu'elles les écrasent. Leur existentialisme, c'est de savoir d'abord qu'ils existent, nus, avec leur cœur et leur sexe, dans un monde qui opprime les vertus primitives de l'homme.

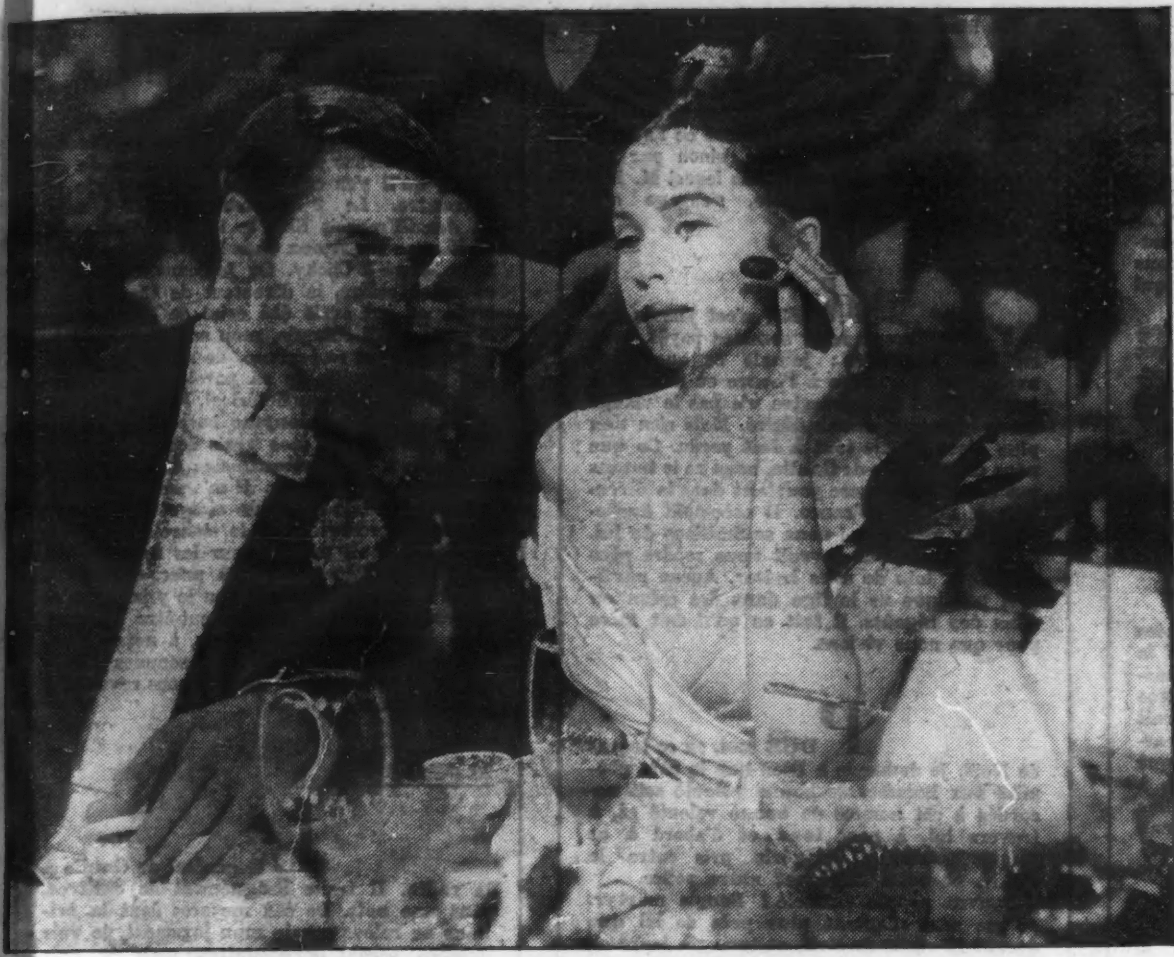
L'INTROUVABLE BONHEUR

C'est sous cet angle que « Les Tricheurs » est un film optimiste. Car ce qui compte pour nous avant tout, c'est le visage des héros et cette tendresse qui circule dans les yeux sous les traits durs du malheur. Tous ces regards sont à la quête de l'introuvable bonheur, où le plaisir physique ne fait qu'apaiser, comme les larmes, et dans un geste de camaraderie, l'angoisse de la solitude et du néant.

Cette soif d'amour, liée au sentiment du non-sens de la vie, explique ce besoin de dégradation, ce masochisme qu'ils pratiquent aussi bien dans la liberté de leurs mœurs que dans leurs jeux, pour finalement se précipiter vers la mort, par un appétit insatiable de souffrance et d'absolu, rejoignant ainsi le courant souterrain des tragédies grecques et raciniennes.

Les tricheurs finalement ne trichent pas. Ils aiment avec pudeur, jetant un défi à ce fruit d'une société rêveuse, oisive et vertueuse, le romantisme.

Sans aucun doute, l'adhésion que le public vient de donner aux trois films les plus cruels de l'année annonce-t-elle l'écroulement d'une structure sociale qui se dégrade depuis quarante ans, tandis qu'apparaît un homme nouveau avançant au milieu des ruines et qui cherche sa voie.



Louis Jourdan et Leslie Caron dans « Gigi »
...pour cause de succès.

cela, depuis Victor Boucher, les adultères en boudoir fleuri, et les petites femmes que l'on n'épouse pas ont perdu leur fumet. Il sent le bouchon, ce mélo alcoolique avec son morceau de bravoure « Hubert, dis-moi que tu m'aimes », trop connu pour faire rire encore. Le travail de Jean Boyer peut-il s'appeler mise en scène ?

● Christine.

Semaine des exhumations. « Libelei », de Max Ophuls, joué par Magda Schneider, est devenu « Christine » (4) de Pierre Gaspard-Huit, interprété par Romy Schneider. Que la mère et la fille se soient consacrées à ce feuilleton viennois tendrait à prouver que la famille aime l'eau de rose. Les amateurs nombreux de Delly (la salle ne désemplit pas) ne seront pas déçus. Les valses, les calèches, les uniformes ont ce qu'il faut de gracieux, de ouaté, de fringant. Monde merveilleux, où les jeunes filles n'enlèvent jamais leurs gants, où les soldats sont de « service à l'Opéra ».

A la veille d'épouser Christine, la jeune fille pauvre qu'il aime pour l'éternité, Franz est provoqué en duel par le mari bafoué d'une frivole baronne qui avait eu pour lui quelque faiblesse coupable.

Il périra et Christine enjambera le balcon de sa chambrette. Vos beaux yeux vont pleurer, mais qu'y faire ? Le colonel l'avait bien dit : « Il faut laver son honneur dans le sang » et il avait révoqué le stupide lieutenant qui avait osé lui répliquer : « Mon colonel, c'est un propos d'imbécile dans un langage de teinturier ». Les dialogues sont de Georges Neveux.

(4) Colisée, Marivaux.

● Les seigneurs de la forêt.

La faune congolaise photographiée par des cinéastes belges (5) est plutôt plus ennuyeuse que dans les instructives séries de Walt Disney. Ici, « c'est la vie » des oiseaux qui nous est surtout montrée. Vautours, aigles royaux, grues couronnées, pélicans « lassés d'un long voyage », etc. Mais on voit aussi des hippopotames, des hyènes, des lions, enfin, monnaie courante dans la forêt. Clou du spectacle, une bataille de caméléons et le patronage du roi Léopold et de la princesse de Réthy qui chassent volontiers l'image.

M. M.

(5) Avenue.

OPÉRETTE

Rose de Noël

● *« Tu aurais beau chercher, tu ne trouverais jamais mieux. »*

« ROSE DE NOEL », nouvelle opérette à grand spectacle, vient de s'installer au Châtelet. Il est de bon ton de considérer les manifestations de cet énorme théâtre municipal (2.600 places) comme des amusettes pour enfants un peu attardés, prompts à l'émerveillement devant les « changements à vue ». En fait, le Châtelet reçoit chaque année plus d'un million deux cent mille spectateurs et Marcel Achard, Roland Petit, le maréchal Juin, invités de la générale, n'ont pas eu honte de s'émerveiller.

SOPRANO AMOUREUX

Voici la recette d'une opérette à succès : prenez une partition dont les airs sont populaires, c'est-à-dire que, même inédits, ils paraissent familiers, un livret dont la trame bâtie sur une idée « originale » doit être la plus conventionnelle possible ; une idylle (chaste, contrariée puis triomphante), du rire, des ballets, un grain de féerie, un ténor (irrésistible), une basse (souvent traitresse), un soprano (toujours amoureuse). « Rose de Noël » répond exactement à tous ces impératifs : il y a une charmante musique de Franz Lehar, un vrai gouverneur chamarré et incognito, un faux gouverneur gaffeur et entreprenant, une fête des vendanges, une fiesta gitane, un château hanté, un petit train qui entre en gare, des ballerines qui s'envolent dans le clair de lune, des paillettes, du strass, des plumes, André Dassary et Ghislaine de Monaco.

Il y a aussi deux actes, dix-huit tableaux et trois heures et demie de spectacle.

Mettre sur pied une telle entreprise est un tour de force que Maurice Lehmann, directeur du Châtelet, réussit (presque) chaque saison. Bien que locataire de la Ville de Paris, il ne lui est alloué qu'une subvention symbolique d'un million par an. Les conseillers municipaux pensent sans doute que le Châtelet est une « bonne affaire »... Ce qui est vrai. Mais Maurice Lehmann emploie *toute l'année* un personnel de deux cent quatre-vingt personnes, le montage de « Rose de Noël » a coûté 80 millions qui devront être amortis en cinq mois à raison d'une fréquentation moyenne de 1.500 à 1.800 spectateurs tous les soirs. Le « demi-four » de « Maria Flora » l'année dernière s'est soldé par un déficit de 48 millions. Chaque jour de relâche coûte un million de francs.

35 COUTURIERES

« Rose de Noël » a demandé six mois de répétitions, 460 costumes, 18 décors. Dès le 1er octobre, tout le théâtre a été en révolution ; les quarante danseurs faisaient leurs pointes dans le foyer, les trente-cinq couturières leurs ourlets sous les combles, les choristes leurs vocalises dans le « premier dessous ». Le 15 décembre à minuit, le montage proprement dit commençait. En une semaine (à raison de vingt-quatre heures de travail par jour), les douze tonnes de décors étaient installées, les changements chronométrés, les entrées de foule « orchestrées ». Le soir de la première, tout était au point ; les façades des maisons se sont dépliées pour faire place à la place du village, les escaliers sont sortis des trappes, les arbres ont poussé sur la scène... comme au Châtelet. Maurice Lehmann, qui a choisi pour mission de conserver au Châtelet son rôle de théâtre de « divertissement populaire », est optimiste ; malgré cette anecdote retrouvée dans les mémoires d'Hostein, premier directeur du Châtelet (en 1862) ; un de ses amis lui disait :

« Quelle position unique ! Cette salle immense pour te ruiner, en face le Tribunal de Commerce pour déposer ton bilan et le Palais de Justice pour être condamné ; à tes pieds, la Seine pour te jeter à l'eau !... Tu aurais beau chercher, tu ne trouverais jamais mieux ! »

Maurice Lehmann ne songe pas à se jeter à l'eau ; il espère seulement que sa « Rose de Noël » ne se fanera pas avant l'hiver prochain.

D. H.

Galerie A. G., 32, r. de l'Université, PARIS-7e BAB. 02-21. ALTMANN - SAM ANDEL - BAROUKH - CHOQUET-PEREZ - P. KAMPER - KITO - PIERRAKOS - J.-H. SILVA - ROBERT TATIN. Du 27 décembre au 18 janvier.

Cabarets Dancings

CLUB CH. ELYSEES Orch. O. CALLE et BOB MARTIN
Thé t. l. jours. Soir. mercr., jeudi, vendr., sam. dim.

le rêve DANCING 2, Bd Poissonnière

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
LIDO ELY. 11-62 21 h. DINER DANSANT 23 h. LA REVUE
LIDO "PRESTIGE" de P. Louis-Guérin & Fraday

MOCAMBO **** 12, rue Marignan ELY. 58-44 Diner-Spectacle
Raymond DEVOS - Les 3 Ménestrels

FOLIES-BERGÈRE
SUPER-SPECTACLE
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
POUR LES CLIENTS DE PROVINCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

Un cadeau original et d'une valeur inestimable

LE TEMPS QUE NOUS VIVONS
Le seul magazine sonore réalisé en haute fidélité
●
AU GÉNÉRIQUE DU NUMÉRO 3
Le Révérend Père RIQUET
Le Père PIRE
ARAGON
François MAURIAC
Boris PASTERNAK
Maurice HERZOG
Georges CRAVENNE
Jacqueline MORANE
Jean-Pierre AUMONT
Edwige FEUILLERE
Ludmilla TCHERINA
Henri TOMASI
Bertrand POIROT-DELPECH
Francis WALDER
●
Avec les voix de PIE XII, JEAN XXIII, du Président COTY, du général de GAULLE, de sir WINSTON CHURCHILL, du général EISENHOWER
●
DISQUES PRETORIA
80, rue Croix-des-Petits-Champs - PARIS (1er) - GUT. 45-16
En vente chez les disquaires au prix de 2.800 francs

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

26 DECEMBRE

EN ces derniers jours de l'an 1958, nous devrions nous accorder tous pour reconnaître que ce fut, plus qu'aucune autre, une année de grâce, et pour nous consoler de ce qui a été en considérant ce qui aurait pu être.

Qui le nierait aujourd'hui ? Il ne restait à la IVe République que de mourir. Pour que les murailles de cette Jéricho s'écroulent, l'armée n'a même pas eu à sonner de la trompette. Tout était rongé du dedans, les structures ne dissimulaient plus qu'une agitation de termites à la fin de leur travail. Le vocabulaire, les étiquettes politiques ne recouvraient plus que des intérêts grouillants.

LES causes immédiates qui sautent aux yeux et qui tiennent à la politique suivie depuis douze ans, en masquent d'autres plus lointaines. Avant même qu'aucune faute ait été commise, il aurait dû nous paraître évident que le régime parlementaire, tel que nous l'avions pratiqué durant un demi-siècle, ne convenait plus à ce peuple français à peine sorti d'un abîme d'humiliation et de honte et qui était devenu un autre.

A quoi bon rouvrir le débat sur la part que l'Histoire assignera au général de Gaulle dans les événements du 13 mai, sur ce que, sans son intervention, ils eussent été ? Du moins pouvons-nous juger de ce qui a été accompli depuis qu'il a pris la barre.

Bien sûr, ce qui ne l'a pas été nous frappe davantage : ce que nous espérions, ce que nous attendions, au lendemain de la conférence de presse et de la lettre au général Salan. Si déçus que nous ayons été, il reste que le travail pour la paix n'a jamais été interrompu, qu'il se poursuit en profondeur. Il semble que le peuple algérien, en dépit de ce que nous redoutions, croit encore en de Gaulle, qu'il ne lui impute pas un échec dont les dirigeants du F.L.N., au Caire, demeurent évidemment responsables et que ce nom garde pour un grand nombre, même parmi les adversaires, une résonance : tant qu'il sera là, ils espéreront.

Le départ du général Salan, l'installation à Alger de M. Delouvrier, cela s'est fait par de très lentes approches dont certains s'irritaient et triomphaient tout à la fois : « Vous voyez bien qu'il capitule toujours pour finir ! » Mais non : je vois qu'il finit presque toujours par atteindre le but qu'il s'était assigné, dans la mesure où l'événement ne dépend que de lui. Quant au cessez-le-feu, il va de soi que la volonté de l'adversaire ne saurait être forcée, sinon par un détour, celui précisément dans lequel M. Delouvrier, aidé de l'armée, s'engage aujourd'hui.

RIEN n'est jamais gagné en politique : nous sommes payés pour en être persuadés : jamais ce que nous avons désiré n'arrive à l'heure où nous l'attendions ; et ce qui arrive n'a pas le visage de ce que nous avions désiré. Mais rien non plus n'est jamais tout à fait perdu. Ce que nous espérons de de Gaulle, nous ne le tenons pas encore. Il avance pourtant dans la direction de notre espérance. Il accomplit finalement les gestes que nous souhaitions de lui. Sa méthode même devrait nous rendre plus confiants, loin de nous irriter. Aucun parti-pris politique ne le fige dans des refus ou dans des régoûts. Il fait ce qu'il doit faire pour que nous vivions.

POUR moi, en ce temps de Noël, je demande à Dieu que la paix promise aux hommes de bonne volonté soit accordée à cet homme de bonne volonté et, à travers lui, à nous tous, et d'abord à ce peuple souffrant d'Algérie pris entre le F.L.N. et notre armée et notre police.

Pauvre peuple écartelé ! Peuple martyr. Je me sens d'autant plus près de lui que durant la vigile de Noël, et tous ces jours-ci, j'ai suivi pas à pas l'« Itinéraire spirituel » de Charles de Foucauld. C'est le titre d'une biographie de Jean-François Six (aux éditions du Seuil), biographie intérieure, comme devraient l'être toutes les vies de saints, presque uniquement nourrie des méditations que le Père de Foucauld écrivait pour lui-même à Beni-Abbès et à Tamanrasset où nous cherchons du pétrole et où il cherchait des âmes : il y est mort assassiné et seul. Le sommet de cette vie crucifiée se situe en 1907-1908, lorsque le Père, ayant à choisir entre Beni-Abbès où il peut célébrer sa messe (qui pour lui compte plus que tout) et le Hoggar où Laperrine l'appelle et où il risque d'être privé de messe, choisit le Hoggar, comme si à ses yeux la présence du Christ dans ces Touaregs, les plus abandonnés des hommes, devait passer avant la présence sacramentelle dont pourtant il était, à la lettre, possédé. Nous touchons ici à cette intersection des deux présences (si j'ose dire), l'endroit d'une source, celle qui allait jaillir après la mort du Père de Foucauld : les petites sœurs et les petits frères ne sont venus que longtemps après lui. Il fallait qu'il mourût pour ne pas demeurer seul. « Si le grain ne meurt... »

JE m'émeus de découvrir, en suivant pas à pas l'itinéraire de ce saint, qu'il s'en est fallu de peu que je le rencontre. Le 2 septembre 1913, note M. Jean-François Six, le Père de Foucauld était avec Massignon chez l'abbé Daniel Fontaine, curé à Clichy. Or je connaissais bien ce saint prêtre, le directeur de Claudel, je crois, et qui avait été celui de Huysmans. Il nous avait chargés, mon ami Robert Vallery-Radot et moi-même, de répondre, dans une petite feuille de sa paroisse, aux attaques d'un canard anticlérical. Je signais mes papiers d'un pseudonyme barrésien : François Sturel. Voilà mes vrais débuts de polémiste — il y a quarante-cinq ans ! — dont j'avais perdu souvenir. Il m'a suffi de relire ce nom : l'abbé Fontaine et tout à coup, je revois ce presbytère et le cloître que l'abbé Fontaine avait ménagé sur les forts et où le Père de Foucauld a dû prier. Comme à vingt ans, nous sentons peu le prix de certaines rencontres ! Mais peut-être aurons-nous été touchés et marqués, à notre insu, par ces feux dont nous nous sommes négligemment approchés — et puis nous revenions à nos plaisirs...

28 DECEMBRE

LE général de Gaulle à la radio. Il traite longuement de chiffres, sans une note. De ces mesures dont la critique ne relève pas de mon jugement, je vois qu'elles seront impopulaires, mais je vois aussi que le général de Gaulle les assume au moment même où il pouvait en charger les épaules d'un autre : le président du Conseil qu'il va désigner, et se retrancher à l'Elysée dans sa gloire. Je demande à ses adversaires si beaucoup d'hommes politiques, à la place qu'il occupe, auraient agi comme il le fait. Une fois de plus il prend tout sur lui. Il affronte seul la meute des intérêts petits et gros. « Peuple de France ! grand peuple ! » Il appelle, par-delà cette meute, la nation dont il s'est constitué le gardien et le guide. Il ne cherche pas à lui plaire ni à être aimé d'elle. Il ne s'endormira pas qu'il n'ait achevé le travail pour lequel il est venu.

F. M.

(Copyright L'Express : « Mondial Presse »)

L'EXPRESS

DIRECTION

Françoise Giroud
Jean-Jacques Servan-Schreiber

REDACTION

Réd. en chef : Philippe Grumbach
91, Champs-Elysées, Paris (8e). Tél. : ELY. 00.01

ADMINISTRATION

Secrétaire général : Jacques Huteau
29, rue de Marignan, Paris (8e). Tél. : BAL. 19.00
(angle Champs-Elysées)
Les jours fériés : ELY. 03-02

VENTE AU NUMERO :

France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 an) :

France, Union française : 4.000 francs.
Etranger : 5.000 francs (Etudiants : 4.000 francs).
Etudiants, militaires : 3.000 francs.

(Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19, Paris)

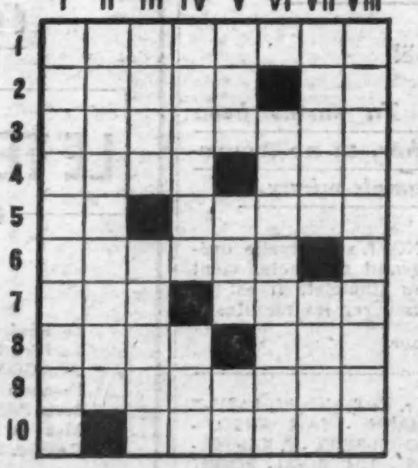
PAR AVION :

8.000 fr. : A.E.F., A.O.F.
12.200 fr. : Congo belge, Ethiopie.
9.300 fr. : Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.

Mots croisés n° 168

Horizontalement. — 1. La domestique n'est pas moins difficile que la politique. — 2. Lauréat des jeux olympiques, dans des conditions très suspectes. Dans Limoux, mais ni dans Toulouse, ni dans Béziers. — 3. Gardez-vous d'y commander une cassate ou un parfait. — 4. Va, s'il était régulier. Comprend bien des gens qui auraient préféré être expressément cités. — 5. Répété dans un nom de clown. Figure de Diderot. — 6. Esculape y était en honneur. 7. A la fi ndu Quattrocento. Enchaînement cartésien. — 8. Tous les quartiers n'y sont pas représentés. Centre de préoccupations. — 9. Très porté à la contestation. — 10. Le roi s'y annonce avant de paraître.

Verticalement. — I. Lie à une belle ou une muette. — II. Affection plus à la mode que la goutte ou la bradypepsie. — III. Voit beaucoup de gens étendus. On le cite et parfois on le suit. — IV. Vivent bien loin de la trappe. Revu sans Elvire. — V. Désinence de produits organiques. S'ils se suivent, le dernier est muet. Répété sans approbation, ni courtoisie. — VI. Opération peu agréable, s'il s'agit d'une sorte de rappel à rebours. — VII. Contrefait. Le mauvais, c'est celui des autres. — VIII. S'oppose à la suspension.



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	B	A	M	B	O	U	L	A
2	O	P	I	U	M	■	I	S
3	M	A	N	T	E	L	E	T
4	B	R	E	T	T	E	U	R
5	A	T	R	E	■	O	T	O
6	R	E	A	■	E	W	E	N
7	D	■	L	A	M	I	N	A
8	I	N	I	N	I	■	A	U
9	E	N	T	O	L	E	N	T
10	R	U	E	N	E	T	T	E

Solution du n° 167.